

L'INTÉGRATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LES
CERTIFICATIONS DE COMMERCE ÉQUITABLE : LE CAS DE FAIRTRADE ET DU SYMBOLE
DES PETITS PRODUCTEURS

Par Clémentine Freire

Essai présenté au Centre universitaire de formation en
environnement et développement durable en vue de
l'obtention du grade de maîtrise en environnement (M. Env.)

Sous la direction de Allison Marchildon

MAÎTRISE EN ENVIRONNEMENT
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Juillet 2020

SOMMAIRE

Mots-clés : commerce équitable, développement durable, ODD, certifications équitables, Fairtrade, Symbole des petits producteurs, convergences, divergences, analyse critique.

Le commerce équitable est un partenariat commercial qui vise à créer un commerce plus direct avec des communautés économiquement défavorisées des pays du Sud. Maintenant entré dans ce que nous pourrions appeler sa troisième phase de développement, le commerce équitable se caractérise par un processus de labellisation et une diversification des acteurs. Ceci a modifié la dynamique du mouvement en faisant entrer en jeu des acteurs du commerce conventionnel et en multipliant les systèmes de contrôles et les référentiels à respecter. Depuis 2001, le discours du commerce équitable énonce que ce dernier est un outil qui contribue au développement durable. Le concept de développement durable a largement évolué et prône un développement respectueux des exigences d'efficacité économique, d'équité sociale et de soutenabilité écologique. Il s'est construit sur différents cadres et programmes internationaux, à l'instar des Objectifs de Développement Durable de l'Organisation des Nations-Unies qui représentent un guide à suivre pour instaurer un développement durable qui répond aux défis mondiaux actuels. Des liens pertinents apparaissent alors entre les concepts de commerce équitable et de développement durable.

L'objectif principal de cet essai est d'évaluer dans quelle mesure les Objectifs de Développement Durable sont intégrés dans les critères des certifications équitables à travers une analyse comparée des cahiers des charges des deux certifications Fairtrade et du Symbole des petits producteurs. Au chapitre 1, le contexte actuel du commerce équitable et sa complexité sont caractérisés. Au chapitre 2, le concept de développement durable est exploré afin d'être en mesure de mobiliser ses différentes dimensions. Après avoir présenté notre démarche méthodologique au chapitre 3, le chapitre 4 propose une première analyse et compare les critères des certifications Fairtrade et Symbole des petits producteurs au regard des cibles des Objectifs de Développement Durable. Au chapitre 5, l'interprétation critique de cette comparaison vient évaluer le niveau d'intégration des Objectifs de Développement Durable dans les deux certifications. Elle fait notamment apparaître que Fairtrade couvre 13 des 17 Objectifs de Développement Durable, tandis que le Symbole des petits producteurs en couvre 12. Mais au-delà de ces constats, certaines convergences et divergences d'intégration des ODD dans chacune de ces deux certifications ont été observées. Sur cette base, des recommandations sont formulées afin de renforcer l'intégration de certaines dimensions du développement durable. Nous soulignons que les deux certifications pourraient notamment renforcer la dimension environnementale de leurs critères qui ne se révèle pas suffisamment prise en compte pour prétendre contribuer véritablement au développement durable.

ABSTRACT

Keywords: fair trade, sustainable development, SDGs, fair trade certifications, Fairtrade, Small producers' symbol, convergences, divergences, critical analysis.

The fair trade movement is a commercial partnership which aims to create a more direct trade with the economically disadvantaged communities in South countries. Now entering in what we could call its third phase of development, fair trade is characterized by a labeling process and a diversification of players, which has changed the dynamics of the movement by bringing conventional players into play and by multiplying the control systems and the standards to be observed. Since 2001, the fair trade discourse has stated that the latter is a tool that contributes to sustainable development. The concept of sustainable development has evolved considerably and advocates development which respects the requirements of economic efficiency, social equity and ecological sustainability. It has been built on different international frameworks and programs, like the United Nations Sustainable Development Goals, which represent a guide to follow to achieve sustainable development that responds to global challenges. Then, relevant issues arise between the concepts of fair trade and sustainable development.

The main objective of this essay is to assess to what extent the Sustainable Development Goals are integrated into the criteria of fair certifications through a comparative analysis of the specifications of the two Fairtrade and the Small producers symbol certifications. In Chapter 1, the current context of fair trade and its complexity are characterized. In Chapter 2, the concept of sustainable development is explored in order to be able to mobilize its different dimensions. After presenting our methodological approach in Chapter 3, the Chapter 4 proposes a first analysis that compares the criteria of Fairtrade and Small producers symbol certifications regarding the targets of the Sustainable Development Goals. In Chapter 5, the critical interpretation of this comparison assesses the level of integration of the Sustainable Development Goals in the two certifications. It notably shows that Fairtrade covers 13 of the 17 Sustainable Development Goals, while the Small producers symbol covers 12. But beyond these observations, some convergences and divergences in the integration of the SDGs in each of these two certifications have been observed. On this basis, recommendations are made to strengthen the integration of certain dimensions of sustainable development. We emphasize that the two certifications could reinforce the environmental dimension of their criteria which does not appear to be sufficiently taken into account to claim to truly contribute to sustainable development.

REMERCIEMENTS

Cet essai est la concrétisation de la volonté qui m’a animé à poursuivre mes études dans le domaine environnemental. Issue du monde juridique, ma spécialisation en droit et éthique des affaires a renforcé ma conscience de l’importance des enjeux environnementaux et sociaux dans nos sociétés. Pour me destiner à la responsabilité sociale des entreprises et respecter mes valeurs avec intégrité, il m’est apparu évident et essentiel de comprendre dans une vision plus systémique les enjeux reliés au développement durable. Mon intérêt et mes précédents travaux dans le domaine du commerce équitable m’avaient guidée dans cette volonté d’être proactive en faveur des changements sociaux et environnementaux. Je remercie ma tante Arielle de m’avoir transmis cette passion à travers nos échanges toujours plus passionnants autour de chocolat équitable.

Tout d’abord, je tiens à remercier très sincèrement la directrice de cet essai, Allison Marchildon, dont la rencontre lors d’une conférence m’a profondément touchée. Tes travaux en éthique reliés au commerce équitable m’ont particulièrement inspiré. Je te remercie pour ton soutien et ta bienveillance, pour tes conseils toujours constructifs, et de m’avoir guidée dans ce monde fascinant du commerce équitable. Nos discussions et nos réflexions toujours très enrichissantes m’ont permis d’apporter cet essai dans une dimension que je n’aurais pas imaginé.

Je tiens également à remercier mes proches et plus particulièrement mes parents. Votre soutien d’exception et votre amour inconditionnel m’ont permis de traverser cette épreuve de longue haleine. Vous êtes les piliers de mon parcours et je vous en serai infiniment reconnaissante.

Enfin, je remercie mon amoureux Cyril. Tu as su m’épauler par tes innombrables encouragements, ta bienveillance et ton soutien sans faille.

Cet essai est le résultat d’un parcours universitaire varié que je suis fière d’avoir pu mener. Merci à celles et ceux qui en ont fait partie et qui l’ont enrichi.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
1. LE CONTEXTE ACTUEL DU COMMERCE ÉQUITABLE	4
1.1 Les fondements et les origines du commerce équitable.....	4
1.1.1 Première phase : le commerce solidaire.....	4
1.1.2 Deuxième phase : le commerce alternatif	5
1.1.3 Troisième phase : le commerce équitable	6
1.1.4 Les avantages et les inconvénients des deux filières.....	7
1.2 La mission, les valeurs et les principes du commerce équitable.....	8
1.2.1 La mission et les valeurs du commerce équitable	8
1.2.2 Les principes du commerce équitable	10
1.3 Les certifications et le processus de labellisation	11
1.4 Les enjeux de la multiplication des acteurs et des certifications du mouvement équitable	12
2. CADRE CONCEPTUEL DE L'ANALYSE.....	16
2.1 La définition et les origines du développement durable	16
2.1.1 Les prémices de la notion de développement durable.....	16
2.1.2 La conférence de Stockholm et le concept d'écodéveloppement.....	17
2.1.3 La première référence au concept de développement durable	18
2.1.4 Le rapport Brundtland.....	18
2.1.5 La conférence de Rio	19
2.1.6 Les Objectifs de Développement Durable des Nations-Unies	20
2.2 Les dimensions du développement durable	21
2.2.1 La dimension sociale.....	21
2.2.2 La dimension économique	22
2.2.3 La dimension environnementale	23
2.2.4 La dimension de gouvernance.....	23
3. MÉTHODOLOGIE	28

3.1	Choix des certifications comparées.....	28
3.1.1	La certification Fairtrade.....	28
3.1.2	Le Symbole des petits producteurs	31
3.2	Démarche méthodologique	33
3.2.1	Portée et domaine de l'analyse.....	33
3.2.2	Grille d'analyse	34
3.2.3	Grille d'analyse des critères équitables retenue	37
4.	ANALYSE DE L'INTÉGRATION DES ODD DANS LES CRITÈRES ÉQUITABLES SELON LES QUATRE DIMENSIONS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	41
4.1	Critères à dimension économique	41
4.1.1	Le critère équitable d'accès direct au marché	41
4.1.2	Liens entre les critères d'accès au marché et les ODD	42
4.1.3	Le critère équitable du prix juste.....	43
4.1.4	Liens entre les critères relatifs au prix juste et les ODD	45
4.1.5	Le critère équitable de l'accès facilité au financement et au préfinancement.....	46
4.1.6	Liens entre les critères relatifs au financement et les ODD	47
4.1.7	Le critère équitable de l'engagement à long terme des partenaires commerciaux.....	48
4.1.8	Liens entre les critères relatifs à l'engagement à long terme des partenaires commerciaux et les ODD	48
4.1.9	Le critère équitable de la capacité à exporter et de la consolidation économique de l'organisation	49
4.1.10	Liens entre les critères relatifs à la capacité à exporter et à la consolidation économique et les ODD.....	50
4.2	Critères à dimension sociale	51
4.2.1	Le critère équitable du respect des conditions de travail.....	51
4.2.2	Liens entre les critères relatifs au respect des conditions de travail et les ODD.....	53
4.2.3	Le critère équitable de la contribution du commerce équitable au développement social	53

4.2.4	Liens entre les critères relatifs à la contribution du commerce équitable au développement social et les ODD	55
4.2.5	Le critère équitable du statut de petit producteur	55
4.2.6	Liens entre les critères relatifs au statut de petit producteur et les ODD	56
4.3	Critères à dimension gouvernance	56
4.3.1	Le critère équitable de la démocratie, participation et non-discrimination.....	57
4.3.2	Liens entre les critères relatifs à la démocratie, participation et non-discrimination et les ODD.....	58
4.3.3	Le critère équitable de la sensibilisation des consommateurs au commerce équitable...	59
4.3.4	Liens entre les critères relatifs à la sensibilisation des consommateurs au commerce équitable et les ODD	60
4.3.5	Le critère équitable de l'influence des institutions nationales et internationales	60
4.3.6	Liens entre les critères relatifs à l'influence des institutions nationales et internationales et les ODD.....	61
4.4	Critères à dimension environnementale.....	61
4.4.1	Le critère équitable de la protection de l'environnement et de la biodiversité	61
4.4.2	Liens entre les critères relatifs à la protection de l'environnement et de la biodiversité et les ODD.....	63
4.4.3	Le critère équitable de la réduction des impacts des activités.....	64
4.4.4	Liens entre les critères relatifs à la réduction des impacts des activités et les ODD.....	64
4.4.5	Le critère équitable de l'interdiction des substances dangereuses	65
4.4.6	Liens entre les critères relatifs à l'interdiction des substances dangereuses et les ODD	66
4.4.7	Le critère équitable de l'interdiction des organismes génétiquement modifiés	66
4.4.8	Liens entre les critères relatifs à l'interdiction des organismes génétiquement modifiés et les ODD.....	67
4.5	Synthèse des liens entre les critères des certifications équitables et les ODD	67
5.	INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS ET RECOMMANDATIONS	70
5.1	ODD 1 : Pas de pauvreté.....	70

5.2	ODD 2 : Faim zéro.....	71
5.3	ODD 3 : Bonne santé et bien-être	72
5.4	ODD 4 : Éducation de qualité.....	73
5.5	ODD 5 : Égalité entre les sexes	74
5.6	ODD 6 : Eau propre et assainissement.....	75
5.7	ODD 7 : Énergie propre et d'un coût raisonnable.....	76
5.8	ODD 8 : Travail décent et croissance économique.....	76
5.9	ODD 9 : Industrie, innovation et infrastructure	79
5.10	ODD 10 : Inégalités réduites.....	79
5.11	ODD 11 : Villes et communautés durables.....	82
5.12	ODD 12 : Consommation et production responsables.....	82
5.13	ODD 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques	84
5.14	ODD 14 : Vie aquatique	85
5.15	ODD 15 : Vie terrestre	86
5.16	ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces	87
5.17	ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs	88
5.18	Principaux constats	89
5.19	Recommandations pour la certification Fairtrade.....	91
5.19.1	Renforcer les critères à dimension environnementale.....	91
5.19.2	Renforcer les critères à dimension économique.....	91
5.19.3	Renforcer les critères liés à la sensibilisation des membres des OPP	92
5.20	Recommandations pour la certification SPP.....	92
5.20.1	Détailler les critères de manière plus importante	92
5.20.2	Approfondir les critères à dimension environnementale et augmenter leur niveau d'exigence	92
5.20.3	Renforcer le niveau d'exigence des critères relatifs au travail décent et égalitaire et à la participation équitable	93

CONCLUSION 94

RÉFÉRENCES..... 97

ANNEXES 102

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

Figure 1.1	Les dix principes du commerce équitable	11
Figure 2.1	Les trois piliers du concept de développement durable	19
Figure 2.2	Les 17 Objectifs de Développement Durable des Nations-Unies	21
Tableau 1.1	Les principes équitables selon la charte des principes du commerce équitable de 2009	10
Tableau 2.1	Synthèse des principes de la Déclaration de Rio et des ODD selon les dimensions du développement durable	25
Tableau 3.1	Synthèse des différents standards Fairtrade	29
Tableau 3.2	Synthèse des thèmes principaux traités dans les cahiers des charges de Fairtrade et du SPP applicables aux OPP et aux acteurs commerciaux	35
Tableau 3.3	Synthèse des principes équitables de la charte internationale du commerce équitable de 2018	35
Tableau 3.4	Grille d'analyse des critères selon les quatre dimensions du développement durable du guide international des labels de commerce équitable	36
Tableau 3.5	Grille d'analyse des critères équitables retenue.....	37
Tableau 3.6	Présentation des 17 ODD considérés dans l'analyse	38
Tableau 3.7	Présentation du code couleur utilisé	39
Tableau 4.1	Synthèse des ODD reliés aux critères équitables	67
Tableau 5.1	Synthèse des ODD couverts ou non par les certifications équitables	89

LISTE DES ACRONYMES

AQCE	Association québécoise du commerce équitable
ASMO	<i>Artisanal and small-scale mining organizations</i>
CLAC	<i>Coordinadora Latinoamericana y del Caribe de Comercio Justo</i>
CMED	Commission mondiale sur l'environnement et le développement
CNUD	Conférence des Nations-Unies sur l'Environnement et le Développement
CNUE	Conférence des Nations-Unies sur l'Environnement
EFTA	<i>European Fair Trade Association</i>
FI	Fairtrade International
FINE	FLO, IFAT, NEWS, EFTA
FLO	<i>Fairtrade Labelling Organizations</i> devenue Fairtrade International
FTO	<i>Fair Trade Organization</i>
FWP	<i>Fair World Project</i>
IFAT	<i>International Fair Trade Association</i>
MEDD	Ministère de l'Écologie et du Développement Durable
NAPP	<i>Network of Asian and Pacific Producers</i>
NEWS	<i>Network of European World Shops</i>
ODD	Objectifs de Développement Durable des Nations-Unies
OGM	Organismes génétiquement modifiés
OIT	Organisation internationale du travail
ONU	Organisation des Nations-Unies
OPP	Organisation de petits producteurs
OXFAM	<i>Oxford Committee for Famine Relief</i>
PDF	Plan de développement Fairtrade
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le Développement
SPP	Symbole des petits producteurs
UCIRI	Union des communautés indigènes de la région de l'Isthme
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
WFTO	<i>World Fair Trade Organisation</i>

INTRODUCTION

Né après la Seconde Guerre mondiale, le commerce équitable est un partenariat commercial visant une plus grande équité dans le commerce international (Ramonjy, 2012). Il crée un commerce plus direct avec les communautés économiquement défavorisées des pays du Sud. Trois phases de développement ont façonné son fonctionnement. À ses débuts, le commerce équitable était plutôt qualifié de commerce de solidarité, puis de commerce alternatif lorsqu'il s'est posé en alternative au commerce conventionnel à la fin des années cinquante (Diaz Pedregal, 2006). Finalement, le processus de labellisation voit le jour lors d'une troisième phase du mouvement équitable à la fin des années quatre-vingt, et vient consacrer le commerce équitable tel que nous le connaissons. Cette dernière phase permet au commerce équitable d'inciter les consommateurs du Nord à acheter des produits équitables dans leurs lieux d'achats habituels en leur garantissant le respect de certaines normes éthiques (Diaz Pedregal, 2006). Cette phase marque le début de l'ère équitable que l'on connaît aujourd'hui. La création d'un premier label de commerce équitable, le label Max Havelaar, change la dynamique du mouvement et fera finalement entrer en jeu des acteurs du commerce conventionnel (Blanchet et Carimentrand, 2012 ; Marchildon, 2019). La diversification des acteurs du mouvement mène à la multiplication des organes certificateurs et des standards à respecter (Balineau, Brugvin, Coulibaly et Matringue-Sok, 2012). Ce fonctionnement a permis aux différents organismes de fonder leur propre référentiel et de développer des systèmes de contrôle divers (Balineau et al., 2012). Pour conséquence, la concurrence entre les acteurs du mouvement s'est intensifiée. Sans référentiels et cahiers de charge homogènes, différentes manières de pratiquer le commerce équitable définissent le contexte actuel du mouvement (Blanchet et Carimentrand, 2012 ; Le Velly, 2012).

Depuis un certain nombre d'années, le discours du commerce équitable tend à intégrer les dimensions du développement durable (Low et Davenport, 2005 ; Bisaillon, 2008) et à se revendiquer comme un outil au service de ce dernier (Le Velly, 2009). En témoigne la définition du commerce équitable qui, depuis 2001, énonce clairement que le commerce équitable « contribue au développement durable », d'où l'intérêt de le considérer à la lumière de cet objectif (Bisaillon, 2008). En effet, le développement durable prône un développement respectueux des exigences d'efficacité économique, d'équité sociale et de soutenabilité écologique (Le Velly, 2012). Depuis la publication du rapport Brundtland, le concept de développement durable a largement évolué. Il s'est notamment construit sur différents cadres et programmes internationaux, à l'instar des Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'Organisation des Nations-Unies (ONU). Ces derniers représentent un guide à suivre afin de parvenir à instaurer un développement durable pour tous et qui répond aux défis mondiaux actuels (Organisation des Nations-Unies [ONU], s. d). Le commerce équitable met quant à lui en œuvre certains principes du développement durable, ce qui peut faire apparaître des convergences et des divergences dans leur relation (Ramonjy, 2012).

Des enjeux pertinents apparaissent alors entre les concepts de commerce équitable et de développement durable et viennent questionner la cohérence du mouvement équitable au développement durable. Dans cette perspective, l'objectif principal de cet essai est d'analyser dans quelle mesure les ODD sont-ils intégrés dans les critères des certifications équitables? Pour répondre à cette question, l'analyse de deux certifications équitables confrontera leurs cahiers des charges afin d'évaluer la réelle intégration des cibles des ODD. Cette étape est clé pour être en mesure de comprendre les liens réels entre ces deux mouvements et pouvoir proposer des pistes d'amélioration potentielles grâce à la formulation de recommandations.

Plus spécifiquement, l'analyse portera seulement sur les cahiers des charges applicables aux organisations de petits producteurs (OPP) dans le domaine du café. Un choix qui peut être justifié par l'antériorité du café sur le marché équitable (Vigneron et Roquigny, 2012), mais surtout par le fait que le commerce équitable s'est originellement érigé en mouvement qui vise à renforcer la capacité des producteurs les plus marginalisés. Deux certifications à étudier ont donc été sélectionnées à cette fin. D'abord, la certification Fairtrade, la référence en matière de commerce équitable, dont l'ouverture aux firmes multinationales a eu pour conséquence d'assouplir certains critères de ses cahiers des charges. Puis, la certification Symbole des petits producteurs (SPP), créée en réaction à l'ouverture des standards Fairtrade aux acteurs du commerce conventionnel et qui s'est façonnée pour être plus inclusive des producteurs marginalisés du Sud (Marchildon, 2019). Dans les deux cas, les certifications se disent contribuer à l'atteinte des ODD, d'où l'intérêt d'évaluer le degré de cette intégration au regard des ODD.

Le présent essai est construit en cinq chapitres. Le premier chapitre proposera une analyse de la complexité actuelle qui caractérise le mouvement de commerce équitable, notamment au regard de la multiplication des acteurs et des certifications. Le deuxième chapitre propose une analyse du concept de développement durable. Il dresse le cadre conceptuel qui sera utilisé dans les analyses grâce aux principes issus de la Déclaration de Rio et des ODD. Le troisième chapitre vient justifier le choix des deux certifications sélectionnées et détaille plus spécifiquement la méthodologie utilisée pour mener l'analyse. Ensuite, le quatrième chapitre propose une première analyse visant à comparer les critères des certifications Fairtrade et SPP au regard des cibles des ODD. Cette analyse permettra ainsi d'obtenir des résultats dont l'interprétation sera effectuée au chapitre cinq. De cette manière, le cinquième chapitre constituera une analyse critique du niveau d'intégration des ODD dans les deux certifications. Il fera notamment apparaître les convergences et les divergences qui caractérisent ces deux certifications. Mais surtout, d'importants constats seront tirés de l'analyse critique afin de formuler des recommandations pour guider les certifications dans le renforcement de leurs critères et des différentes dimensions du développement durable.

Le commerce équitable est un domaine de recherche récent, et les études consacrées à l'analyse de l'intégration des ODD par les différentes certifications sont peu nombreuses. Le travail effectué dans cet essai revêt donc toute son importance et contribuera à l'amélioration des connaissances dans ce domaine. L'approche comparative permet notamment d'analyser les différentes initiatives et les pratiques afin d'en comprendre les spécificités (Blanchet et Carimentrand, 2012). Ce travail est notamment fondé sur les données issues des organismes de certifications et de leurs cahiers des charges. D'autres données de sources secondaires, recueillies grâce aux écrits dans la littérature, aux rapports de différentes organisations de commerce équitable, aux articles scientifiques rédigés par des experts et dans des guides spécifiques réalisés par des organisations internationales du commerce équitable viendront appuyer ces propos et assurer une plus grande crédibilité au travail accompli.

1. LE CONTEXTE ACTUEL DU COMMERCE ÉQUITABLE

Le commerce équitable s'est construit depuis la Seconde Guerre mondiale et est devenu un mouvement international à part entière. Afin de bien comprendre son fonctionnement et son contexte actuel, les bases fondamentales du mouvement doivent être posées. Ce premier chapitre reviendra sur l'origine du commerce équitable, sur ses missions et ses principes. Le développement du processus de certification et la structuration du réseau seront également abordés, ainsi que la multiplication des acteurs et ses conséquences.

1.1 Les fondements et les origines du commerce équitable

Le commerce équitable, né dans les années 1940, a connu depuis un développement important. Les différentes phases qui marquent sa construction l'ont progressivement structuré et aidé à se transformer en un mouvement international. Originellement, le commerce équitable se cantonnait aux échanges entre pays du Nord et pays du Sud. En effet, né directement à la fin de la Seconde Guerre mondiale aux États-Unis, le commerce équitable permet de créer un commerce direct avec des communautés du Sud économiquement défavorisées. Il connaît notamment trois phases de développement qui ont permis de le façonner : d'abord le commerce solidaire, puis le commerce alternatif, et enfin le commerce labellisé (Artisans du Monde, s. d. ; Diaz Pedregal, 2006). Ces trois phases ont finalement structuré le mouvement en différentes filières.

1.1.1 Première phase : le commerce solidaire

Dans l'après-guerre, aux États-Unis, le commerce équitable peut d'abord être qualifié de commerce de solidarité puisqu'il allie commerce, solidarité et coopération internationale (Diaz Pedregal, 2006). En effet, certaines associations chrétiennes anabaptistes-mennonites lancent un commerce direct avec les communautés défavorisées des pays du Sud, notamment de Puerto Rico, d'Haïti et de Palestine (Diaz Pedregal, 2006). Les associations américaines *Ten Thousands Villages* et *Sales Exchange for Refugee Rehabilitation Vocation* organisent les achats directs de produits artisanaux avec ces communautés (Diaz Pedregal, 2006 ; Doussin, 2011). L'objectif principal est « de générer de l'emploi et de meilleurs revenus dans les régions soutenues » (Diaz Pedregal, 2006). C'est notamment pour cette raison que cette phase définit le commerce équitable comme un commerce solidaire. Dans cette même période, le plan Marshall est lancé en même temps que naît le concept de « développement », dont l'objectif est de « légitimer » les politiques économiques et sociales favorisant les pays du Sud (Diaz Pedregal, 2006). Le commerce équitable peut ainsi être vu comme un « rééquilibrage des rapports entre pays du Nord et pays du Sud en termes de régulation internationale du marché » (Barratt-Brown, 1993). En Europe, les premières organisations de commerce équitable sont apparues dès 1942 avec la création, en Angleterre, de l'organisation *Oxford Committee for Famine Relief* (OXFAM – Magasin du Monde, 2007). Aux Pays-Bas, l'association

catholique *Kerktrade* est fondée en 1957 pour importer et vendre des produits du tiers-monde dans les réseaux d'églises et de militants (Brugvin et Pons, 2012). La sensibilisation des membres du clergé aux problématiques des pays du Sud grâce aux missions explique l'origine chrétienne du mouvement équitable (Brugvin et Pons, 2012). Pourtant, le mouvement du commerce solidaire se répand en Europe plus tardivement avec l'apparition du premier « Magasin du monde » en 1957 aux Pays-Bas qui commercialise des objets artisanaux. Ces magasins du monde ont pour avantage « d'aider les producteurs défavorisés économiquement et d'éviter les difficultés de transformation et de conservation des produits » (Diaz Pedregal, 2006).

1.1.2 Deuxième phase : le commerce alternatif

Dans les années 1960, la deuxième phase du mouvement du commerce équitable s'amorce. Il se pose alors en « alternative au commerce conventionnel », afin de ne pas être catégorisé comme une aide proposée aux pays pauvres (Diaz Pedregal, 2006). En effet, les pays en développement souhaitent faire entendre leur voix. Lors de la deuxième Conférence des Nations-Unies sur le Commerce et le Développement en 1968 à New Delhi, le slogan « *Trade, not Aid* » (le commerce, pas la charité) apparaît (Diaz Pedregal, 2006). C'est l'occasion pour les pays du Sud de demander des conditions commerciales plus équitables afin de modifier la logique d'assistance et de coopération actuelle (Association Québécoise du Commerce Équitable [AQCE], 2017). Les pays du Sud peinent cependant à se faire entendre durant ces négociations internationales. La société civile amorcera alors le développement de filières commerciales alternatives (AQCE, 2017). C'est précisément cette étape qui marque la naissance du commerce alternatif (Diaz Pedregal, 2006). Les Magasins du monde se développent peu aux États-Unis et en Europe. Ils sont généralement seulement fréquentés par des militants en faveur de ce nouveau modèle d'échange commercial (Diaz Pedregal, 2006), ce qui empêche le commerce équitable d'accéder à plus de parts de marché. Son influence sur les communautés du Sud reste ainsi faible, car les volumes de vente n'augmentent pas (Diaz Pedregal, 2006).

Cette deuxième phase du commerce équitable a créé la filière intégrée, ce qui structure le mouvement dans un fonctionnement spécifique. En effet, la filière intégrée utilise le commerce équitable comme un outil de développement pour soutenir les producteurs désavantagés et réduire la pauvreté (World Fair Trade Organization [WFTO] et Fairtrade Labelling Organizations International [FLO], 2009). Elle se caractérise par le commerce de produits importés et distribués par des organisations qui ont pour activité principale le commerce équitable (Diaz Pedregal, 2006). Elle est donc souvent associée au militantisme et à la sensibilisation (WFTO et FLO, 2009). La filière intégrée regroupe par essence les acteurs spécialisés dans le commerce équitable tels que des organisations de producteurs, des importateurs, des réseaux de

distribution, et des fédérations nationales des magasins du monde (Carimentrand, 2012). Ces acteurs sont choisis au regard de la confiance et des liens personnels qui définissent les rapports commerciaux avec les organisations de producteurs et de travailleurs du Sud (Diaz Pedregal, 2006). WFTO a notamment formalisé des standards qui respectent les principes équitables consacrés dans la charte des principes équitables en 2009. Ce système de garantie et de qualité équitable qui s'est construit s'applique aujourd'hui à toutes les organisations de commerce équitable de la filière, des producteurs aux détaillants (Bisaillon, 2008). Il se décompose en trois étapes pour assurer le respect des normes établies grâce au système de surveillance et de suivi instauré (Bisaillon, 2008). L'évaluation de l'application des standards par les acteurs de cette filière s'effectue premièrement par des auto-évaluations, puis par des révisions par les pairs et enfin par des inspecteurs externes (Bisaillon, 2008). Le label « *Fair Trade Organization* » (FTO), créé par la WFTO, a pour mission d'évaluer et d'attester du respect de ces principes équitables par les organisations dans toute la chaîne commerciale (Bisaillon, 2008).

1.1.3 Troisième phase : le commerce équitable

Le commerce dit « équitable » naît dans la troisième phase de développement du mouvement. À la fin des années 1980, une coopérative de producteurs de café du Mexique soumet l'idée d'une labellisation des produits équitables (Diaz Pedregal, 2006). Le processus de certification et de labellisation naît grâce aux efforts menés par Nico Roozen de l'association *Solidaridad* et par le prêtre hollandais Frans Van der Hoff (Brugvins et Pons, 2012 ; Diaz Pedregal, 2006). La certification a pour objectif d'inciter les consommateurs du Nord à acheter des produits équitables dans leurs lieux d'achats habituels tels que les grandes surfaces, et de garantir le respect de normes éthiques dans la chaîne commerciale (Diaz Pedregal, 2006). Le premier label de commerce équitable, le label Max Havelaar, est ainsi créé en 1988 aux Pays-Bas et propose aux consommateurs des produits certifiés équitables (Diaz Pedregal, 2006). On entre ainsi dans l'ère du commerce équitable que l'on connaît aujourd'hui.

Contrairement à la seconde phase du commerce équitable, la création du premier label équitable dans cette troisième phase donne naissance à la filière labellisée et instaure une nouvelle forme de commerce équitable (Carimentrand, 2012). La filière labellisée se caractérise par la commercialisation de produits conformes à des standards internationaux, certifiés selon une procédure spécifique et indépendante (Bisaillon, 2008). La conformité des produits aux standards indique qu'ils ont été produits, échangés, transformés, et emballés dans le respect des exigences spécifiques des standards internationaux (WFTO et FLO, 2009). La particularité de cette filière labellisée est qu'elle permet à des acteurs non spécialisés dans le commerce équitable de proposer des produits certifiés équitables dans les circuits conventionnels de distribution (Carimentrand, 2012). Cette filière est représentée par FLO qui rassemble tous les organismes de

certification du commerce équitable (Diaz Pedregal, 2006 ; Habbard, Lafarge, Peeters et Vergriette, 2002). Ainsi, le contrôle des conditions de production des produits et de la relation avec les importateurs est fondé sur des référentiels précis, détaillés et contractualisés (Bisaillon, 2008). Au fur et à mesure de son développement, deux catégories de standards ont été développées par la filière labellisée. D'un côté, les standards applicables aux organisations de producteurs et de travailleurs prévoient deux séries de critères en fonction du type d'organisation de producteurs ou de travailleurs (Bisaillon, 2008). Ainsi, les critères minimaux doivent être respectés pour obtenir la certification tandis que les critères de progrès encouragent les producteurs et les travailleurs à améliorer, entre autres, les conditions de travail, la qualité des productions et la durabilité environnementale (Fairtrade International [FI], 2019). Selon ces standards, un processus d'inspection intervient chaque année pour contrôler le respect des standards (Bisaillon, 2008). Au contraire, la deuxième catégorie de standards, les standards applicables aux acteurs commerciaux (importateurs, transformateurs, grossistes et détaillants), n'imposent pas le même processus d'évaluation (Bisaillon, 2008). En effet, les acteurs commerciaux n'ont pas à se soumettre au même processus d'inspection et de certification que les producteurs, mais seulement à un contrôle de leur licence équitable (Bisaillon, 2008). Ainsi, la filière labellisée a instauré des standards différents selon qu'ils s'appliquent à des organisations de petits producteurs ou de travailleurs ou à des acteurs commerciaux (Bisaillon, 2008).

1.1.4 Les avantages et les inconvénients des deux filières

Cette typologie entre filière intégrée et filière labellisée est reprise par de nombreux auteurs et acteurs du mouvement (Ballet et Carimentrand, 2007 ; Bécheur et Toulouse, 2008 ; Diaz Pedregal, 2006 ; Lemay, Favreau et Maldidier, 2010). Elle fait notamment apparaître les avantages et les inconvénients de chacune de ces filières.

D'une part, le fonctionnement de la filière labellisée est plus complexe que celui de la filière intégrée. En effet, la filière labellisée définit des standards généraux divisibles en deux types d'exigences (minimum et de progrès) applicables différemment aux producteurs selon la taille de leur organisation. Des standards plus spécifiques s'ajoutent ensuite selon les produits cultivés à labelliser. Au contraire, dans la filière intégrée, les dix standards instaurés par la WFTO s'appliquent de la même manière à tous les types d'organisations et à tous types de produits. Ce fonctionnement se justifie par le fait que cette filière vise les organisations et non pas les produits. Ainsi, la WFTO et la FLO proposent des systèmes de garantie et des standards différents. Avec des standards plus complexes, les garanties de la filière labellisée sont davantage orientées vers la commercialisation des produits. Par exemple, le principe de sensibilisation des acteurs de la filière intégrée au commerce équitable n'est pas retranscrit dans les standards de la filière labellisée. Pourtant, cet aspect figure dans la définition du commerce équitable du FINE, adoptée par toutes les organisations du

commerce équitable. Ainsi, le contenu et les exigences des référentiels sont différents entre les deux filières et s'expliquent par les objectifs différents des deux filières. La filière labellisée vise une meilleure insertion des produits équitables sur le marché. Au contraire, la filière intégrée mise sur la traçabilité des produits et privilégie une approche basée sur l'engagement des organisations au regard des principes du commerce équitable. Ainsi, les standards des deux filières sont créés en vue de répondre et d'atteindre leurs objectifs respectifs. En conséquence, les deux filières se construisent autour d'une définition commune, mais leurs standards de mise en application diffèrent. (Bisaillon, 2008)

D'autre part, la filière spécialisée instaure des filières de production qui ne tiennent pas compte des volumes d'échange. Cela permet notamment d'apporter une plus grande variété de produits à proposer aux consommateurs, bien que ce fonctionnement ne soit pas adapté aux stratégies de consommation du commerce conventionnel. La filière labellisée standardise les critères du commerce équitable et ouvre ce type de commerce aux entreprises non militantes, actrices du commerce conventionnel et non alternatif. Toutefois, ces acteurs sont souvent partagés entre éthique, valeurs morales et humaines et réalités du marché international. Ainsi, il est moins contraignant pour ces acteurs conventionnels de traiter d'importants volumes que de risquer des délais de livraison aléatoires, de qualité différente avec des fournisseurs moins bien organisés. De plus, ce système est souvent critiqué, car il favorise les organisations de producteurs les plus solides et les plus productives qui ont accès à de plus grandes parts de marchés. (Diaz Pedregal, 2006)

1.2 La mission, les valeurs et les principes du commerce équitable

Pour être en mesure de cerner le mouvement du commerce équitable et les objectifs qu'il s'est fixés, il est important de revenir sur sa mission ainsi que sur les principes qui l'animent.

1.2.1 La mission et les valeurs du commerce équitable

La construction du mouvement du commerce équitable s'est façonnée au regard des critiques relatives au fonctionnement des marchés internationaux. Le commerce équitable souhaite proposer d'autres mécanismes qui permettent de modifier le fonctionnement de ces derniers. En effet, le commerce équitable dénonce la domination des entreprises internationales sur les marchés conventionnels. Ces dernières orientent les règles commerciales et les imposent à leurs fournisseurs. Ce fonctionnement des multinationales qui imposent des prix bas se répercute finalement sur la qualité de vie des petits producteurs, notamment au sud de la planète. En effet, les producteurs et les travailleurs du Sud peinent à gagner un salaire qui leur permettent de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Ils sont donc plus vulnérables à l'exploitation. Pour remédier à cette situation, le commerce équitable se fonde sur des modes de production et d'échange qui placent l'humain et l'environnement avant la recherche du profit financier. Par l'instauration d'une meilleure

transparence dans la chaîne d'approvisionnement, le commerce équitable rapproche les producteurs des consommateurs. Le mouvement du commerce équitable souhaite ainsi instaurer une meilleure équité entre les acteurs dans les échanges commerciaux et impliquer les citoyens dans la modification des règles du commerce conventionnel. Tant les besoins des petits producteurs, des travailleurs et des consommateurs doivent être pris en compte pour parvenir à développer un nouveau type de commerce. La démarche suivie par le mouvement du commerce équitable est celle d'une vision holistique qui combine différentes approches sectorielles. (World Fair Trade Organization et al., 2018)

Cette approche multidimensionnelle adoptée par le commerce équitable réunit les composantes sociale, économique, environnementale et politique du développement (World Fair Trade Organization et al., 2018 ; Commerce Équitable France et al., 2019). En 2001, les acteurs du mouvement du commerce équitable définissent pour la première fois ce mouvement. Les quatre fédérations internationales qui forment le réseau international du commerce équitable, soit *l'European Fair Trade Association* (EFTA), le *Network of European World Shops* (NEWS), *l'International Fair Trade Association* (IFAT), et la FLO forment le FINE (Le Velly, 2009), dont chaque lettre de l'acronyme reprend la première lettre de chacune des quatre fédérations. En 2001, le consensus de FINE donne au commerce équitable une définition internationale (Commerce Équitable France et al., 2019 ; Le Velly, 2009).

« Le commerce équitable est un partenariat commercial fondé sur le dialogue, la transparence et le respect et dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial. Il contribue au développement durable en proposant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits des producteurs et des travailleurs marginalisés, tout particulièrement au Sud de la planète. Les organisations de commerce équitable s'engagent activement à soutenir les producteurs et s'emploient à faire de la sensibilisation et du plaidoyer pour faire changer les règles et les pratiques du commerce international conventionnel ». (FINE, 2001)

En 2018, cette vision a été réaffirmée par la charte internationale du commerce équitable (World Fair Trade Organization et al., 2018). Cette définition commune aux organisations du commerce équitable démontre la volonté du mouvement de créer un nouveau type de partenariat commercial avec une plus grande équité (Commerce Équitable France et al., 2019). Il s'agit ainsi de faire changer les règles actuelles du commerce international conventionnel (World Fair Trade Organization et al., 2018). La charte internationale du commerce équitable définit la vision du commerce équitable comme celle d'un « monde où la justice, l'équité et le développement durable sont au cœur des structures et des pratiques commerciales » (World Fair Trade Organization et al., 2018). Le commerce équitable vise ainsi à ce que tous les humains puissent vivre dignement et décemment (World Fair Trade Organization et al., 2018).

Le commerce équitable est donc un mouvement social mondial qui vise à lutter contre les inégalités de pouvoir dont les producteurs marginalisés pâtissent. Il replace l'équité au cœur des relations économiques pour transformer les échanges commerciaux internationaux (Audebrand et Pauchant, 2008 ; Commerce Équitable France et al., 2019). Ainsi, la mission du commerce équitable est de renforcer la capacitation des producteurs des pays du Sud et d'instaurer des échanges commerciaux « porteurs de développement » (Commerce Équitable France et al., 2019 ; Marchildon, 2019). Pour cela, les producteurs et les travailleurs du Sud doivent sortir de leur position de vulnérabilité pour atteindre la sécurité, l'autosuffisance économique et de meilleures conditions sociales (Moore, 2004). Un poids plus important doit leur être donné, car ils ont un rôle proactif dans le commerce mondial (Audebrand et Pauchant, 2008).

1.2.2 Les principes du commerce équitable

Pour atteindre ses objectifs, le commerce équitable se fonde sur différents principes. En 2009, la FLO et la WTO ont adopté la charte des principes du commerce équitable. Elle représente un document de référence et donne une explication précise des principes du commerce équitable et de la manière dont ils peuvent être mis en place (WFTO et FLO, 2009). Les cinq principes du commerce équitable de la charte des principes du commerce équitable de 2009 sont présentés dans le tableau 1.1 suivant.

Tableau 1.1 Les principes équitables selon la charte des principes du commerce équitable de 2009

Principe	Explication
L'accès au marché pour les producteurs marginalisés	Le commerce équitable vise à aider les producteurs à réaliser des bénéfices sociaux pour leur communauté à partir de modes traditionnels de production et en raccourcissant les chaînes commerciales
Des relations commerciales durables et équitables	Les acheteurs du commerce équitable doivent permettre aux travailleurs et aux producteurs d'avoir un moyen d'existence durable, assurant leur bien-être économique, social et environnemental sur le long terme
Le renforcement des capacités et l'autonomisation	Le commerce équitable vise à aider les organisations de producteurs à mieux comprendre les conditions et les tendances du marché. Cela leur permettra de développer des savoirs, des compétences, et des ressources pour mieux contrôler et influencer leurs vies.
Un plaidoyer et la sensibilisation des consommateurs	Le commerce équitable fournit les bases permettant de relier les producteurs du Sud aux consommateurs, et les informe du besoin de justice sociale et d'opportunités de changement
Le commerce équitable comme contrat social	Le commerce équitable témoigne de l'engagement dans un partenariat commercial à long terme avec les producteurs, et est basé sur le dialogue, la transparence et le respect.

Plus récemment, la WFTO a complété les principes du commerce équitable en consacrant les dix principes du commerce équitable. Ces dix principes ont notamment été insérés dans la charte internationale du commerce équitable en 2018.



Figure 1.1 Les dix principes du commerce équitable (tiré de WFTO, 2018)

1.3 Les certifications et le processus de labellisation

Nous avons vu que la troisième phase du mouvement de commerce équitable voit naître la première certification de commerce équitable. En effet, pour garantir le respect des critères du commerce équitable et leur donner une entière crédibilité, un nouveau mécanisme doit être instauré. Le label Max Havelaar, premier organisme de certification équitable qui voit le jour en 1988, est le fruit d'une collaboration entre la coopérative de café mexicaine *l'Union de Comunidades Indigenas de la Region del Istmo* (UCIRI) et l'association néerlandaise *Solidaridad* (Diaz Pedregal, 2006). Ce premier label a modifié l'utilisation habituelle de la filière intégrée pour celle de la filière labellisée (Brugvin et Pons, 2012). Comme ce label est insufflé par une coopérative produisant du café, il s'appliquera dans un premier temps au café en vue d'insérer plus aisément le commerce équitable dans les commerces conventionnels (AQCE, 2017). Ce nouvel outil permet une distribution plus large des produits dans les magasins non dédiés au commerce équitable en vue d'atteindre un plus grand nombre de consommateurs (Diaz Pedregal, 2006). Il a ainsi influencé la vulgarisation et la crédibilité du commerce équitable (Diaz Pedregal, 2006). Dès 2000, de nouveaux labels de commerce équitable issus de différentes initiatives nationales voient le jour et adoptent

des visions diverses et variées de la mise en œuvre du commerce équitable (Brugvin et Pons, 2012). Les principales certifications de commerce équitable sont Fair for Life, Naturland, WFTO, Fairtrade et le SPP. Toutefois, ils se construisent selon leur propre vision du mouvement, et instaurent des critères et des mesures différents selon leur vision du commerce équitable (Le Velly, 2004 ; Robert-Demontrond et Joyeau, 2007). De cette manière, une entreprise qui souhaite s'engager dans une filière de commerce équitable peut choisir un label ayant la vision qui lui correspond le mieux en fonction du niveau d'engagement souhaité (Commerce Équitable France et al., 2019).

Cependant, tous les labels, bien que différents dans leurs visions et principes, sont construits sur la base d'une logique similaire. En effet, un label est toujours défini comme une identité visuelle sur un produit vendu. Il certifie que certaines normes sont mises en place et respectées pour la production de ce bien. Les labels doivent donc comporter certaines caractéristiques précises. D'abord, les labels doivent faire référence à des standards spécifiques en matière de commerce équitable, et ainsi répondre à ses principes. Des cahiers des charges qui définissent les critères et les indicateurs doivent être créés. De plus, les labels doivent instaurer et organiser des contrôles qui permettent de garantir la mise en œuvre et le respect de ces cahiers des charges, et par là même des principes du commerce équitable. Aussi, les labels utilisent un logo particulier sur les produits certifiés. C'est ce qui permet aux consommateurs de reconnaître le type de certification lors de l'achat. Enfin, les labels sont ouverts à tous types d'acteurs et d'organisations du commerce équitable. (Commerce Équitable France et al., 2015 ; Commerce Équitable France et al., 2019).

Ainsi, les certifications du commerce équitable sont des outils utilisés pour augmenter l'accès au marché des producteurs du Sud. Les standards créés permettent de créer un cadre afin d'améliorer la capacité d'organisation et d'efficacité de ces acteurs (Fair World Project [FWP], s. d.).

1.4 Les enjeux de la multiplication des acteurs et des certifications du mouvement équitable

Premièrement, pour mieux comprendre l'interaction entre les acteurs du mouvement du commerce équitable, il est important d'en dresser le portrait. Comme nous l'avons vu au travers des différentes phases de développement du commerce équitable, plusieurs acteurs le composent : organisations de producteurs et de travailleurs du Sud, exportateurs et importateurs, organisations non gouvernementales, associations, organismes de labellisation, distributeurs et consommateurs. Au cours des années 1980, les organisations de commerce équitable présentes à l'international se sont regroupées au sein de structures internationales pour unifier leurs approches (OXFAM-Magasins du Monde, 2007). Leur objectif était de partager leur savoir-faire, leurs expériences et leurs activités pour augmenter l'impact de leurs actions tout en permettant l'accès des produits équitables au système de distribution traditionnel (OXFAM-Magasins du Monde,

2007). De cette manière, les réseaux internationaux régulent le mouvement du commerce équitable tout en reflétant la diversité d'acteurs et la coexistence des deux filières de commercialisation (Bisaillon, 2008).

En 1989, l'IFAT est fondée comme le réseau international des organisations de commerce équitable. Aujourd'hui renommée WFTO, elle a pour mission d'améliorer le mode de vie des populations défavorisées dans les pays en voie de développement, de promouvoir le commerce équitable et d'échanger les informations (OXFAM-Magasins du Monde, 2007). Elle regroupe des organisations de producteurs et de travailleurs du Sud et des organisations de commerce équitable du Nord et représente ainsi la diversité des organisations dans la chaîne commerciale (Le Velly, 2009). En tant que coordinatrice des organisations de commerce équitable, elle a créé son label FTO qui certifie les organisations (et non pas les produits) et a créé des standards et des indicateurs spécifiques. Peu coûteux, ils permettent aux producteurs de se distinguer en montrant leur appartenance à un réseau international, ce qui leur assure une certaine crédibilité (OXFAM-Magasins du Monde, 2007).

En 1997, la FLO est fondée pour représenter internationalement les organismes de labellisation des produits du commerce équitable (OXFAM-Magasins du Monde, 2007). Cette organisation agit comme une organisation indépendante qui gère un label de commerce équitable. Elle établit des standards, contrôle leur mise en œuvre, certifie les produits qui répondent à ces standards et accompagne les producteurs dans le processus de certification (OXFAM-Magasins du Monde, 2007). Depuis 2004, c'est son organisme FLO-Cert qui est chargé de la certification et du contrôle des producteurs tandis que les standards sont toujours fournis par la FLO, devenue Fairtrade International (FI) (Bisaillon, 2008 ; OXFAM-Magasins du Monde, 2007). Son label Fairtrade est octroyé aux produits (et non aux organisations) qui répondent aux standards du commerce équitable qu'elle a établi dans ses différents cahiers des charges. Le contrôle s'effectue notamment par l'inspection annuelle des producteurs grâce à des audits (OXFAM-Magasins du Monde, 2007).

En 1987, l'EFTA est créée en vue de rassembler les centrales d'importation européennes qui achètent les produits équitables aux producteurs du Sud. Cette association vise principalement le partage des informations avec ses pairs et développe des bases de données et des systèmes de monitoring du développement des produits (OXFAM-Magasins du Monde, 2007). En 1994, les magasins équitables européens fondent le NEWS pour regrouper les distributeurs européens de produits équitables dans un même réseau. Il a pour objectif l'échange d'informations et le partage d'expérience entre les acteurs (Le Velly, 2009 ; OXFAM-Magasins du Monde, 2007). Ensemble, ces quatre organisations forment le FINE (FLO, IFAT, NEWS, EFTA), le réseau informel des quatre fédérations internationales du commerce équitable. Il permet la coordination, la concertation et l'harmonisation des actions du mouvement du commerce équitable

(Le Velly, 2009 ; OXFAM-Magasins du Monde, 2007). Les acteurs de la filière intégrée sont l'IFAT, l'EFTA et NEWS, ainsi que les organismes qu'elles représentent (Bisaillon, 2008). Les acteurs de la filière labellisée sont quant à eux représentés par la FLO (Bisaillon, 2008 ; OXFAM-Magasins du Monde, 2007). Une certaine diversité des organisations actrices dans le mouvement du commerce équitable peut ici être soulignée.

De plus, de nombreux acteurs du commerce conventionnel, tels que les grandes entreprises, sont peu à peu entrés sur le marché depuis la création du premier label de commerce équitable. En conséquence, la dynamique du mouvement a été modifiée de manière importante (Blanchet et Carimentrand, 2012 ; Marchildon, 2019). En plus de la diversification des organismes du commerce équitable, la variété de ces nouveaux acteurs a eu pour effet de multiplier les standards (Balineau, Brugvin, Coulibaly et Matringue-Sok, 2012 ; Commerce Équitable France et al., 2019). À l'origine, la stratégie de labellisation visait à créer des collaborations avec de grands distributeurs pour augmenter la disponibilité des produits équitables pour les consommateurs, ce qui était nécessaire et souhaitable pour développer le commerce équitable (Bisaillon, 2008). L'implication des acteurs de la grande distribution les a influencé à modifier leurs pratiques en faveur des droits humains et du respect de l'environnement (Johnson, 2003). Pourtant, le risque était de voir leurs produits se diversifier sans influencer véritablement l'ensemble de leurs pratiques (Bisaillon, 2008). En tant que mouvement social, le commerce équitable se caractérise tant par une diversité d'acteurs, que de visions et de pratiques (Robert-Demontrond et Joyeau, 2007). Très peu encadré légalement, diverses interprétations et façons de le mettre en œuvre sont possibles (Ramonjy, 2012). C'est pourquoi il existe aujourd'hui différents cahiers des charges selon le label recherché, la vision partagée et le niveau d'engagement de l'acteur souhaité (Commerce Équitable France et al., 2019 ; Le Velly, 2004). Ce fonctionnement a mené à ce que chaque organisme fonde son propre référentiel et développe ses systèmes de contrôle. L'absence de label officiel de commerce équitable représente un enjeu de transparence et de reconnaissance officielle d'un signe de qualité (Pouchain, 2015). Le respect d'un cahier des charges est en effet une condition essentielle pour garantir la qualité d'un produit équitable (Balineau et al., 2012). Les systèmes de certifications sont également des outils qui peuvent être mobilisés pour modifier la distribution des pouvoirs entre ces différents acteurs (Marchildon, 2019). Ils contribuent à instaurer de nouvelles relations de pouvoir entre les acteurs, les organisations et les entreprises du commerce équitable. Les certifications exercent ainsi une forme de contrôle sur ces acteurs certifiés, tout en les accompagnant pour les doter de pouvoir d'action nécessaire à la valorisation et à l'amélioration de leurs pratiques (Marchildon, 2019).

Aussi, la variété des acteurs et la multiplication des certifications apportent une diversification des significations du commerce équitable dont les conséquences rendent difficile à cerner les frontières du mouvement équitable (Robert-Demontrond et Joyeau, 2007). Son expression est devenue plus ambiguë, ce

qui mène à la confusion des consommateurs, voire à leur désintéressement (Bisaillon, 2008 ; Robert-Demontrond et Joyeau, 2007). Cette diversification d'acteurs et de labels pose ainsi le risque de perdre la confiance des consommateurs (Robert-Demontrond et Joyeau, 2007). Elle soulève également la question de la réelle crédibilité des systèmes de garantie et de la sincérité de l'engagement des acteurs (Bisaillon, 2008). D'autant plus que la prise de conscience écologique mondiale rend le message du commerce équitable moins perceptible. Il entretient une confusion avec les produits biologiques, le développement durable, l'éthique et l'économie solidaire (Robert-Demontrond et Joyeau, 2007). L'augmentation de la visibilité du commerce équitable génère également un certain nombre de questions concernant ses pratiques (Brugvin et Pons, 2012). De nombreuses entreprises utilisent cette dimension éthique comme un argument de marketing. Sans contrôles et sans actions véritables, la problématique du greenwashing peut être soulevée (Johnson, 2003) puisqu'il peut s'agir d'une simple stratégie de « blanchiment de leur image corporative » (Bisaillon, 2008).

Enfin, les entreprises du commerce conventionnel développent de plus en plus leurs propres gammes de produits équitables. Bien que cela contribue à favoriser l'accès à ce type de produits, cette tendance entraîne également une concurrence accrue entre les acteurs du mouvement tout en créant un risque d'exigence atténuée (Pouchain, 2015). Le monopole détenu par les grandes entreprises est accusé de faire pression sur les prix et de contribuer à la baisse de la qualité des produits et à la dégradation des milieux naturels en raison de l'intensification des modes de production (Diaz Pedregal, 2006 ; Jacquiau, 2000). L'ouverture du commerce équitable aux grandes entreprises par certains organismes certificateurs tels que FLO s'est traduite par l'assouplissement des critères appliqués. La question de la perte d'une partie du pouvoir de dénonciation du commerce équitable et de sa volonté de transformer les règles du commerce conventionnel peut être soulevée (Bisaillon, 2008).

Ce premier chapitre a permis de poser les fondations du mouvement du commerce équitable. En effet, sa construction s'est façonnée au regard de principes spécifiques et selon trois phases de développement. Ce développement a notamment instauré deux modes spécifiques de fonctionnement du commerce équitable à travers les filières intégrée et labellisée. Le fonctionnement de la filière labellisée, celle à laquelle nous nous intéressons ici, représentée par Fairtrade International, est caractérisée par une multiplication de certifications. Comme nous l'avons aussi souligné, le FINE a défini le commerce équitable comme un outil contribuant au développement durable. Le second chapitre permettra donc de mêler les principes du commerce équitable à ceux du développement durable. Cette étude permettra de comprendre leurs interactions afin de les analyser plus spécifiquement à travers l'étude des critères de deux certifications équitables.

2. CADRE CONCEPTUEL DE L'ANALYSE

Le cadre conceptuel de l'analyse définira les différents concepts étudiés au cours de l'essai. Le développement durable est un concept transversal dans ce travail, il est donc important de revenir sur ses origines, sa définition et les dimensions qui le composent. En effet, depuis le consensus de FINE, le commerce équitable tend à contribuer au développement durable en intégrant ses dimensions au sein de ses mécanismes d'actions (Low et Davenport, 2005 ; Bisailon, 2008). Notamment, les certifications équitables tendent à se construire sur le modèle des quatre dimensions du développement durable. Afin de faciliter l'analyse future des critères des certifications équitables, nous détaillerons ce concept dans les prochains développements.

2.1 La définition et les origines du développement durable

Le concept de développement durable est aujourd'hui très largement utilisé dans notre vocabulaire et dans les politiques de développement. Il découle d'une longue réflexion sur les effets néfastes de l'activité humaine sur l'environnement et les disparités entre les communautés du Nord et du Sud de la planète (Brochard, 2011).

2.1.1 Les prémices de la notion de développement durable

Les travaux des philosophes grecs et romains démontraient déjà un intérêt pour le développement durable puisqu'ils étudiaient les interactions entre les humains et leur environnement (Ministère de l'Écologie et du Développement Durable [MEDD], 2002). C'est surtout dans le contexte politique des années 1960 et 1970 que cette réflexion devient plus marquée et mènera à l'institutionnalisation du concept de développement durable (MEDD, 2002 ; Vaillancourt, 2002). Cette période est en effet marquée par le constat des atteintes à l'environnement induites par les activités économiques (MEDD, 2002). Dès 1951, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) est la première organisation à publier un rapport concernant l'état de l'environnement dans le monde (MEDD, 2002). Ce rapport, précurseur pour l'époque, est réalisé dans une perspective d'harmonisation des domaines de l'économie et de l'écologie (MEDD, 2002).

En 1972, le Club de Rome, un groupe de réflexion international qui rassemble des scientifiques, des économistes et de hauts fonctionnaires (Club de Rome, s.d., 2008 ; Futura Sciences, s. d.) publie son rapport Halte à la croissance (Bisailon, 2008). Les auteurs de ce rapport, plus communément appelé le rapport Meadows, dénoncent les dangers d'une croissance économique et démographique exponentielle et néfaste pour l'environnement (Brochard, 2011). Il établit des liens entre développement économique et dégradation de l'environnement. En effet, les activités anthropiques ont pour conséquences l'épuisement des ressources

naturelles par leur surexploitation et une pollution accrue (Bisaillon, 2008). Le Club de Rome propose alors comme solution le maintien d'un équilibre où population et capital économique sont constants. Il soutient qu'il serait impossible de maintenir une croissance forte à très long terme sans préserver les ressources naturelles (Brochard, 2011 ; MEDD, 2002). Ainsi, développement économique et protection de l'environnement deviennent contradictoires (MEDD, 2002). Le rapport Meadows est le point de départ de nombreuses critiques d'ordre écologique, social et économique du modèle de développement conventionnel des pays du Nord, bien qu'il n'ait pas été reçu avec succès (Brochard, 2011). Le modèle qui définit le progrès comme la domination humaine sur la nature est remis en question, car il sépare l'être humain et le milieu naturel dans lequel il vit (Bisaillon, 2008). Aussi, des critiques naissent quant à l'importance accordée à la surconsommation, ce modèle de développement qui engendre une augmentation de la production et une exploitation accrue des ressources (Brochard, 2011). C'est donc le modèle occidental de développement qui est critiqué, car il est fondé en partie sur l'exploitation des ressources naturelles des pays en voie de développement (Brochard, 2011). La situation de ces pays doit être priorisée puisque la croissance exponentielle des pays du Nord ne fait qu'augmenter l'écart entre les pays riches et les pays pauvres (Bisaillon, 2008).

2.1.2 La conférence de Stockholm et le concept d'écodéveloppement

Peu après la publication du rapport Meadows se tiendra la première conférence des Nations-Unies sur l'environnement (CNUE). En 1972, la Conférence de Stockholm réunit 113 pays et offre une nouvelle session de réflexion sur la relation entre environnement et développement (Bisaillon, 2008 ; MEDD, 2002). Les pressions des citoyens des pays industrialisés, alors préoccupés par les problématiques environnementales (Reed, 1999), la montée en puissance des mouvements écologiques et l'essoufflement de la croissance économique des pays développés dessinent le contexte dans lequel se déroule la conférence (Bisaillon, 2008). Les discussions font naître un nouveau concept de modèle économique, compatible avec l'équité sociale et la prudence écologique. Il s'agit du concept d'écodéveloppement (Bisaillon, 2008). Ce nouveau concept se fonde davantage sur la satisfaction des besoins que sur l'augmentation de l'offre (MEDD, 2002). Repris par le théoricien Ignacy Sachs, ce concept vise davantage à remettre en question les modes de fonctionnement entre Nord et Sud en raison de la pauvreté et des dégradations à l'environnement qu'ils causent (MEDD, 2002). Il affirme notamment la possible conciliation entre environnement et développement économique, contrairement au rapport Meadows, ce qui rassure les pays en développement et les entrepreneurs occidentaux (Bisaillon, 2008).

La Conférence de Stockholm aboutit à la création du Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE) qui permet de coordonner les actions environnementales menées dans le cadre de l'ONU (Bisaillon,

2008). Ce programme renforce et complète le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) (MEDD, 2002). Aussi, la déclaration qui fait suite à cette réunion politique internationale vient consacrer 26 principes pour guider les pays dans la préservation et l'amélioration de la qualité de l'environnement (Bisaillon, 2008). La Conférence de Stockholm joue ainsi un rôle majeur en ce qu'elle reconnaît et inscrit à l'ordre du jour les problématiques liées à l'environnement, au développement (Reed, 1999) et à la nécessité d'agir (Le Prestre, 1997). Toutefois, le concept d'écodéveloppement ne suscite pas l'adhésion espérée et est écarté du vocabulaire international (MEDD, 2002). Pour autant, les associations et les organisations non gouvernementales de protection de l'environnement poursuivront leurs efforts pour guider le développement vers une conciliation tant économique que sociale et écologique (MEDD, 2002).

2.1.3 La première référence au concept de développement durable

Dans les années 1980, la volonté de modifier la conception de la société sur l'environnement se fait plus vive (MEDD, 2002). La première référence au concept de développement durable est effectuée par l'UICN en 1980 dans sa Stratégie mondiale de conservation (Bisaillon, 2008). Elle énonce en effet que le développement durable doit considérer les éléments sociaux, écologiques et économiques. Il doit prendre en compte les ressources environnementales et peser les avantages et les inconvénients des solutions envisagées à court et à long terme (UICN, 1980). Cette stratégie traduit l'évolution des pratiques en matière de conservation qui viserait davantage à intégrer la participation des populations locales (Bisaillon, 2008 ; Vivien, 2005). Tout comme pour le concept d'écodéveloppement, le concept de développement durable alors énoncé ne séduit pas. Arrive alors la crise économique qui soulève des questions plus préoccupantes que les enjeux internationaux (Le Prestre, 1997). Finalement, c'est la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (CMED) qui propagera le terme de développement durable (Bisaillon, 2008).

2.1.4 Le rapport Brundtland

En 1983, la CMED, ou Commission Brundtland, dont la présidence revient à Mme Gro Harlem Brundtland, est créée par les Nations-Unies (Bisaillon, 2008). Cette commission a pour objectif de définir la problématique générale de l'environnement et du développement afin de reformuler le concept d'écodéveloppement et le faire accepter tant par les pays du Nord que du Sud (Bisaillon, 2008 ; Le Prestre, 1997). Elle a notamment pour objectif de développer un programme de changement avec trois buts principaux. D'abord, proposer des stratégies à long terme en matière d'environnement qui permettent d'assurer un développement durable au-delà de l'an 2000 (Brochard, 2011). Puis, recommander des méthodes pour que l'intérêt à l'environnement se traduise par une coopération étroite entre pays en développement et pays développés, en tenant compte des relations entre population, ressources,

environnement et développement (CMED, 1988). Enfin, d'envisager des moyens qui permettraient à la communauté internationale de faire face plus efficacement aux préoccupations environnementales (Brochard, 2011 ; CMED, 1988).

En 1987, la CMED publie son rapport Notre avenir à tous, plus communément nommé le rapport Brundtland, dans lequel elle consacre le terme de développement durable (Bisaillon, 2008). Elle le définit comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs » (CMED, 1988). Il découle de cette définition deux notions importantes et mises en valeur par la commission. Tout d'abord, le concept de besoin, et plus précisément, les besoins essentiels des plus démunis, à qui la priorité doit être donnée (CMED, 1988). Ensuite, l'idée des limitations que nos techniques et notre organisation sociale imposent sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir (CMED, 1988). Ce rapport est accueilli avec succès grâce aux réflexions des groupes de travail composés de représentants de toutes les régions du monde (Vaillancourt, 2005) et grâce aux propositions émises plus modérées que celles du rapport Meadows (Bisaillon, 2008). Le rapport Brundtland tente ainsi de créer un modèle de développement qui intègre à la fois développement économique, progrès social et protection de l'environnement en soutenant que ces trois dimensions sont indissociables pour un modèle de développement soutenu à long terme (Brochard, 2011 ; Strange et Bayley, 2008).

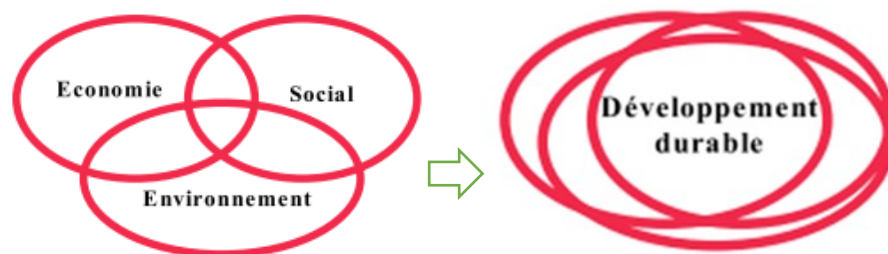


Figure 2.1 Les trois piliers du concept de développement durable (tiré de MEDD, 2002)

Le message lancé par ce rapport met par conséquent en avant une transformation progressive de l'économie et de la société (Bisaillon, 2008).

2.1.5 La conférence de Rio

De façon officielle, c'est en juin 1992 lors du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro, que le terme sera consacré et reconnu par les 182 États participants à la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (CNUED) (MEDD, 2002). Cet événement est décisif dans l'avènement de ce concept et de son institutionnalisation, car il met en place un partenariat mondial plus équitable en accordant plus

d'importance à la situation des pays en développement (Bisaillon, 2008). Ses enjeux sont notamment l'élimination de la pauvreté et des modes de production et de consommation non viables (Bisaillon, 2008). À la suite de ce rassemblement étatique, la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement consacre 27 principes du développement durable, deux conventions internationales relatives aux changements climatiques et à la diversité biologique et la mise en œuvre de l'Agenda 21 (Bisaillon, 2008). En réalité, la Déclaration de Rio réaffirme largement les principes consacrés lors de la Conférence de Stockholm, vingt ans plus tôt. Elle cherche à en assurer le prolongement en énonçant notamment les principes d'équité, de précaution, de participation et de pollueur-payeur (Bisaillon, 2008). Encore aujourd'hui, ces 27 principes consacrés constituent la référence en matière de développement durable (Bisaillon, 2008).

Pourtant, de nombreuses critiques sont dirigées contre le concept de développement durable. Notamment, la Commission Brundtland aurait plutôt ouvert le débat sur la manière d'accroître le bien-être de la population mondiale, tout en luttant contre les inégalités sociales et en sauvegardant l'intégrité de l'environnement. Elle n'aurait pas induit de réels changements dans la conception même du développement. Le développement durable se démarque du développement par l'accent mis sur les problématiques environnementales et sur l'équilibre nécessaire entre présent et futur, sa vision mondiale et son approche intégrative des composantes du développement. (Bisaillon, 2008)

2.1.6 Les Objectifs de Développement Durable des Nations-Unies

À New York, l'assemblée générale des Nations-Unies réunissant 193 pays adopte en 2015 les 17 ODD (ONU, s. d.). Ils prennent la suite des 8 Objectifs du Millénaire pour le Développement qui couvraient des enjeux humanitaires dans les pays en développement (Global Compact France, s. d.). Les 17 ODD définissent dix-sept priorités à mettre en œuvre jusqu'en 2030 pour tendre vers un développement socialement équitable, viable d'un point de vue environnemental et économique, inclusif et prévisible (ONU, s. d.). L'ambition est d'éradiquer la pauvreté et d'assurer une transition de nos sociétés vers un développement durable (Global Compact France, s. d. ; ONU, s. d.). En étant interconnectés, ces ODD permettraient de répondre aux défis mondiaux actuels. Certains progrès ont été réalisés dans de nombreux domaines des ODD, mais l'ampleur des mesures prises et l'atteinte des des cibles énoncées restent encore insuffisantes (ONU, s. d), notamment en raison du fait qu'ils ne sont pas contraignants.

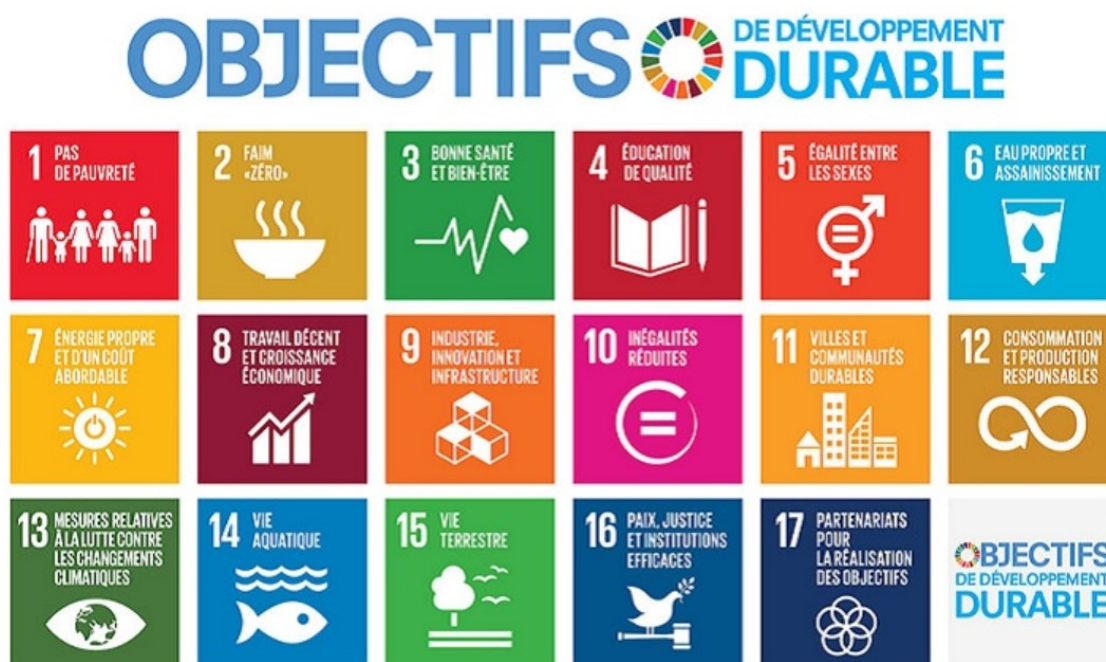


Figure 2.2 Les 17 ODD de l'ONU (tiré de : ONU, s. d.)

2.2 Les dimensions du développement durable

Comme nous venons de le voir, le concept de développement durable fait aujourd'hui l'objet de plusieurs définitions et interprétations. Dans ce contexte, il est important de faire reposer le cadre d'analyse sur une définition claire et précise puisqu'il s'agit d'un concept central mobilisé de manière importante dans les analyses qui seront effectuées dans les prochains chapitres. Pour le clarifier, il s'avère fort utile de s'appuyer sur la définition tridimensionnelle du développement durable, soit sa dimension économique, sociale et environnementale, énoncée dans le rapport Brundtland. À la suite de plusieurs auteurs (Combe, 2015 ; Verdura, s. d. ; MEDD, 2002 ; Gendron, 2005 ; Brunsson et Jacobsson, 2000), nous y ajouterons une quatrième dimension, celle de la gouvernance, car elle apparaît essentielle pour favoriser l'opérationnalité du développement durable. Dans ce qui suit, nous verrons ainsi que les 27 principes de la Déclaration de Rio institutionnalisent les principes du développement durable et servent de référence aux 17 ODD. Nous les associerons à chacune des quatre dimensions.

2.2.1 La dimension sociale

L'objectif de la dimension sociale du développement durable est de démontrer qu'il vise un développement de la société qui satisfait les besoins des êtres humains partout dans le monde (Duclaux-Monteil Ott, 2018). En effet, le développement durable vise d'une part à assurer la cohésion sociale tout en veillant à la réduction de la pauvreté, et par là même, à la réduction des inégalités. De plus, il vise le partage équitable des revenus

et des services et la répartition des richesses en fonction de la contribution de chacun (Duclaux-Monteil Ott, 2018). Cette dimension sociale du développement durable englobe ainsi la lutte contre l'exclusion sociale, l'accès généralisé aux biens et aux services, les conditions de travail et le respect de la diversité (Warren, 2010).

Les principes sociaux du développement durable se concrétisent dans les principes 1, 3, 5, 6, 9, 20, 21, 22 et 25 de la Déclaration de Rio. À travers ces principes, l'objectif est d'affirmer l'importance du caractère anthropocentrique du développement durable (principe 1), de l'équité intra et intergénérationnelle (principe 3), de l'élimination de la pauvreté (principe 5) par la priorité spécifique portée aux pays en développement (principe 6), du renforcement des capacités endogènes des populations (principe 9), du rôle des femmes (principe 20), de la jeunesse (principe 21), des populations autochtones et communautés locales (principe 22) dans nos sociétés, et enfin de la paix, du développement et de la protection de l'environnement (principe 25). (Bisaillon, 2008)

Les ODD insèrent également la dimension sociale dans les ODD 1, 2, 3, 4, et 5. Ces derniers visent l'élimination de la pauvreté et de la faim dans le monde (ODD 1 et 2), la santé et le bien-être des populations (ODD 3 et 4) ainsi que l'égalité entre les sexes (ODD 5). (Stockholm Resilience Centre, 2016)

2.2.2 La dimension économique

La dimension économique du développement durable vise quant à elle à guider les actions en vue de combiner la création de richesses et l'amélioration des conditions de vie (Duclaux-Monteil Ott, 2018). L'économie est un instrument qui favorise le développement humain, mais le développement durable n'exclut pas la poursuite d'une certaine croissance pour répondre aux besoins des générations présentes et futures (Duclaux-Monteil Ott, 2018). Toutefois, pour être durable, la croissance ne doit pas porter préjudice aux dimensions sociale et environnementale (Duclaux-Monteil Ott, 2018). Le développement durable implique ainsi une modification des modes de production et de consommation pour ne pas avoir d'effets néfastes sur l'environnement et les conditions sociales (Warren, 2010).

Les principes économiques du développement durable se retranscrivent dans les principes 8, 12 et 16 de la Déclaration de Rio. Il s'agit de la réduction et de l'élimination des modes de production et de consommation non viables (principe 8), de l'ouverture du système économique international et de la croissance économique (principe 12), et d'un système économique international et ouvert (principe 16). (Bisaillon, 2008)

Dans les ODD, la dimension sociale se retranscrit dans les ODD 8, 9, 10, 11 et 12. Ces objectifs traitent du travail décent et de la croissance économique (ODD 8), de l'industrie, des innovations et des infrastructures

(ODD 9), de la réduction des inégalités (ODD 10) ainsi que de la production et de la consommation durables (ODD 12) (Stockholm Resilience Centre, 2016). L'ODD 11 vise quant à lui la durabilité des villes et des communautés.

2.2.3 La dimension environnementale

La dimension environnementale du développement durable vise l'adaptation de nos modes de vie aux capacités de notre planète et de notre environnement. En effet, un des objectifs du développement durable vise la limitation de l'impact des activités humaines sur l'environnement pour en préserver les ressources naturelles à long terme. Cela réduirait donc leur surexploitation, les nuisances, la défiguration des paysages et l'exploitation des énergies fossiles au profit d'énergies renouvelables. (Duclaux-Monteil Ott, 2018)

À cet égard, la Déclaration de Rio affirme que la protection de l'environnement fait partie du processus de développement et ne doit pas être considérée de manière isolée. Dans son préambule, la Déclaration de Rio réaffirme les principes 2 à 7 de la Déclaration de Stockholm en faveur de la protection de l'environnement. Ils visent la protection des ressources naturelles (principe 2), la préservation de la capacité de la planète à les produire (principe 3), la responsabilité des hommes quant à la sauvegarde du patrimoine naturel (principe 4), l'exploitation des ressources non renouvelables (principe 5), des rejets dans l'environnement (principe 6) et de la responsabilité des États à l'égard de la pollution des mers (principe 7). Ces principes environnementaux du développement durable apparaissent ainsi dans les principes 4, 17 et 23 de la Déclaration de Rio et ont pour objet la protection de l'environnement (principe 4), l'importance de mener une étude d'impact sur l'environnement (principe 17) et le devoir de protéger l'environnement des peuples opprimés (principe 23). (Bisaillon, 2008)

À leur tour les ODD insèrent la dimension environnementale dans les ODD 6, 7, 13, 14, 15. Ils visent à assurer une eau propre et l'assainissement (ODD 6), de l'énergie propre et à un coût abordable (ODD 7), des mesures relatives à la lutte contre les réchauffements climatiques (ODD 13), et à la vie aquatique (ODD 14) et terrestre (ODD 15). (Stockholm Resilience Centre, 2016)

2.2.4 La dimension de gouvernance

Le rapport Brundtland construit le développement durable sur une vision tripartite grâce aux dimensions économique, sociale et environnementale. Pourtant, de nombreux auteurs ont souligné le rôle essentiel des États et des parties prenantes dans la mise en œuvre du développement durable (Combe, 2015). En effet, la mise en œuvre du développement durable n'est possible que par le biais d'une mobilisation institutionnelle et sociale afin de faire évoluer le fonctionnement sociétal habituel (Combe, 2015). C'est notamment pour

cette raison que la notion de gouvernance apparaît comme une des conditions fondamentales à la réussite du développement durable et de ses enjeux (Combe, 2015). La gouvernance nécessite la concertation, la coopération et le partenariat entre tous les acteurs du développement durable (Verdura, s. d.). Elle est une démarche de concertation et de prise de décision qui implique les parties prenantes dans la mise en œuvre d'une stratégie de développement durable (Verdura, s. d.). Puisque le développement durable vise le renouvellement de notre modèle sociétal, la gouvernance apparaît ici comme une dimension essentielle pour favoriser l'opérationnalité du développement durable (Combe, 2015). Cette dimension du développement durable n'est pas clairement énoncée dans le rapport Brundtland, bien que celui-ci mette l'accent sur l'action des institutions internationales (CMED, 1988 ; Combe, 2015). En fait, la mise en œuvre du développement durable repose sur une nouvelle forme de gouvernance (MEDD, 2002) qui assure la participation de toutes les parties prenantes dans l'instauration d'une nouvelle forme d'éthique qui prend en compte l'intérêt des générations futures (Gendron, 2005). Cette dimension est d'autant plus importante que les standards des certifications équitables sont décrits comme de nouveaux modes de gouvernance (Brunsson et Jacobsson, 2000).

La Déclaration de Rio offre notamment une place fondamentale à la dimension de gouvernance du développement durable puisqu'elle y mobilise douze principes. Il s'agit des principes 2, 7, 10, 11, 13, 14, 15, 18, 19, 24, 26 et 27 de la Déclaration de Rio. Ils concernent la souveraineté et les devoirs des États (principe 2), les responsabilités communes et différenciées des États concernant la protection et le rétablissement des écosystèmes (principe 7), la participation, l'accès à l'information et la subsidiarité (principe 10) ainsi que l'application et l'adaptabilité des mesures législatives efficaces en matière d'environnement (principe 11). Le principe 13 concerne la législation nationale en matière de responsabilité environnementale et de coopération des États pour le développement du droit international en la matière. Le principe 14 concerne la prévention de la migration d'activités dommageables pour l'environnement et le principe 15 est relatif au principe de précaution, nouvellement instauré. Les principes 18 et 19 visent respectivement la communication entre les États en cas de catastrophe naturelle ou d'urgence ainsi que la communication entre États concernant les effets transfrontaliers des activités. Enfin, les derniers principes de gouvernance de la Déclaration de Rio concernent le respect du droit international relatif à la protection de l'environnement en temps de conflit (principe 24), à la résolution pacifique des conflits environnementaux (principe 26) et à la coopération et la solidarité (principe 27). (Bisaillon, 2008)

Les ODD instaurent également la dimension de gouvernance dans leurs objectifs. En effet, les cibles de l'ODD 16 visent la paix, la justice et l'établissement d'institutions efficaces tandis que celles de l'ODD 17 promeuvent l'instauration d'un partenariat mondial pour la réalisation de ces objectifs. Par là même, ces deux ODD visent l'établissement d'une gouvernance internationale.

Le tableau 2.1 suivant présente spécifiquement les principes de la Déclaration de Rio et les ODD selon les quatre dimensions du développement durable.

Tableau 2.1 Synthèse des principes de la Déclaration de Rio et des ODD selon les dimensions du développement durable (inspiré de Bisailon, 2008, p. 115 à 120)

Principes de Rio à dimension économique	ODD à dimension économique
Principe 8 : Réduction et élimination des modes de production et de consommation non viables et promotion des politiques démographiques	ODD 8 : Travail décent et croissance économique
Principe 12 : Ouverture du système économique international et croissance économique	ODD 9 : Industrie, innovation et infrastructure
Principe 16 : Principe du pollueur-payeur	ODD 10 : Inégalités réduites
	ODD 11 : Villes et communautés durables
	ODD 12 : Consommation et production responsables
Principes de Rio à dimension sociale	ODD à dimension sociale
Principe 1 : Caractère anthropocentrique du développement durable	ODD 1 : Pas de pauvreté
Principe 3 : Équité intra et intergénérationnelle	ODD 2 : Faim zéro
Principe 5 : Élimination de la pauvreté	ODD 3 : Bonne santé et bien être
Principe 6 : Priorité spéciale pour les pays en développement	ODD 4 : Éducation de qualité
Principe 9 : Renforcement des capacités endogènes par la coopération scientifique et technique entre les États	ODD 5 : Égalité entre les genres
Principe 20 : Rôle des femmes	
Principe 21 : Place de la jeunesse	
Principe 22 : Reconnaissance des populations autochtones et des communautés locales	
Principe 25 : Paix, développement et protection de l'environnement	
Principes de Rio à dimension environnementale	ODD à dimension environnementale
Principe 4 : Protection de l'environnement	ODD 6 : Eau propre et assainissement
Principe 17 : Étude d'impact comme instrument national	ODD 7 : Énergie propre et d'un coût abordable
Principe 23 : Protection de l'environnement des peuples opprimés	ODD 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques
	ODD 14 : Vie aquatique

Tableau 2.1 Synthèse des principes de la Déclaration de Rio et des ODD selon les dimensions du développement durable (suite)

Principes de Rio à dimension environnementale	ODD à dimension environnementale
	ODD 15 : Vie terrestre
Principes de Rio à dimension de gouvernance	ODD à dimension de gouvernance
Principe 2 : Souveraineté et devoir des États	ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces
Principe 7 : Responsabilités communes et différenciées des États relativement à la protection et le rétablissement des écosystèmes	ODD 17 : Partenariat pour la réalisation des objectifs
Principe 10 : Participation, accès à l'information et subsidiarité	
Principe 11 : Application et adaptabilité de mesures législatives efficaces en matière d'environnement	
Principe 13 : Législation nationale en matière de responsabilité environnementale et coopération des États pour le développement du droit international en la matière	
Principe 14 : Prévention de la migration d'activités dommageables pour l'environnement	
Principe 15 : Principe de précaution	
Principe 18 : Communication entre les États en cas de catastrophe naturelle ou d'urgence	
Principe 19 : Communications entre les États et effets transfrontaliers des activités	
Principe 24 : Respect du droit international relatif à la protection de l'environnement en temps de conflit	
Principe 26 : Résolution pacifique des conflits environnementaux	
Principe 27 : Coopération et solidarité	

Cette classification selon les quatre dimensions sociale, économique, de gouvernance et environnementale nous permettra de dessiner le cadre d'analyse du concept de développement durable. Comme le mouvement du commerce équitable se revendique être un outil au service du développement durable, ce cadre d'analyse permettra d'analyser les certifications équitables et leurs critères au regard de cette classification. Les 27 principes de la Déclaration de Rio viennent construire le concept de développement durable selon différents principes clés. Les ODD se fondent sur ces principes, mais définissent dans un programme d'action

international 17 priorités, leurs objectifs et les actions à mettre en œuvre. Depuis 2015, ils sont souvent considérés comme la référence en matière de développement durable. Pour cette raison, nous retiendrons plus spécifiquement les 17 ODD dans la suite de notre analyse.

3. MÉTHODOLOGIE

Dans ce chapitre, je viendrai préciser le choix des certifications à étudier et décrire leur organisation au sein du mouvement équitable. Aussi, je présenterai la méthodologie qui sera utilisée pour l'analyse menée dans les chapitres 4 et 5.

3.1 Choix des certifications comparées

Deux certifications de commerce équitable ont été sélectionnées pour analyser les critères de leurs cahiers des charges : la certification Fairtrade et le SPP. Cette section vient justifier ce choix et décrire chacune de ces organisations au sein du mouvement du commerce équitable.

3.1.1 La certification Fairtrade

La naissance de la certification Fairtrade remonte à 1988 et est liée à la création du premier label de commerce équitable Max Havelaar (Diaz Pedregal, 2006). Dans les années qui suivent, plusieurs initiatives d'étiquetage apparaissent en Europe et souhaitent se rattacher à Max Havelaar (Fairtrade Canada, 2020). C'est pourquoi l'association à but non lucratif FLO est fondée en 1997 afin de rassembler ces différentes initiatives et organisations. La mission de Fairtrade est notamment de garantir le respect des normes relatives au travail, à l'organisation coopérative et à la gouvernance des critères Fairtrade. En 2004, afin de pallier un éventuel manque d'impartialité, FLO se scinde en deux organisations indépendantes (Loconto et Renard, 2012). Ainsi, Fairtrade International (FI) est chargé de créer les normes de commerce équitable et d'apporter un soutien aux producteurs (Commerce Équitable France et al., 2019). De son côté, FLO-Cert effectue désormais les audits et certifie les organisations de producteurs et d'intermédiaires commerciaux (Commerce Équitable France et al., 2019).

Aujourd'hui, FI représente dix-neuf organisations membres et trois réseaux de producteurs dans le monde, soit :

- La CLAC (*Coordinadora Latinoamericana y del Caribe de Comercio Justo*) : le réseau latino-américain et des Caraïbes du commerce équitable
- Le NAPP (*Network of Asian and Pacific Producers*) : le réseau des producteurs d'Asie et d'Océanie
- Fairtrade Africa : le réseau de producteurs certifiés Fairtrade dans toute l'Afrique. (Commerce Équitable France et al., 2019)

Les organisations nationales membres de FI ont pour fonction de développer les marchés et de promouvoir le commerce équitable à leur échelle (Commerce Équitable France et al., 2019). Lors de l'élaboration des

cahiers des charges, les normes Fairtrade sont fixées après consultations avec les parties prenantes. Dans ce cas, 50% des droits de vote dans les assemblées générales sont détenus par des producteurs (Loconto et Renard, 2012 ; Reed, 2012). Pour compléter ses missions, FI mène des plaidoyers dont l'objectif est de renforcer les conditions de vie des producteurs du Sud et de changer les règles du commerce mondial. Des actions de sensibilisation sont également menées auprès des citoyens. Elles visent à les éclairer sur les modes de consommation et de production durables afin notamment de produire des études d'impact (Commerce Équitable France et al., 2019).

J'ai choisi d'étudier la certification Fairtrade, car elle est un des acteurs à l'origine du mouvement du commerce équitable et est le premier label de commerce équitable. Elle représente ainsi une référence en matière de commerce équitable. C'est notamment de ce premier label que se sont inspirées les initiatives futures et les différentes certifications. De cette manière, cette analyse sera très pertinente pour comprendre son évolution depuis la fin des années 80, car de nombreuses critiques se sont érigées contre elle. En effet, la diversification de ses standards, la souplesse de ses critères ainsi que ses liens avec les entreprises multinationales sont les points critiques de la certification Fairtrade actuellement. Cette analyse permettra donc de mieux comprendre son fonctionnement et ses implications réelles.

Actuellement, la certification Fairtrade dénombre sept standards différents qui sont présentés dans le tableau 3.1 ci-dessous. Chacun est élaboré pour répondre à différents objectifs.

Tableau 3.1 Synthèse des différents standards Fairtrade

Standards Fairtrade	Description
Standards applicables à la main d'œuvre salariée	Ils s'appliquent aux organisations employant du personnel pour fournir des produits certifiés Fairtrade.
Standards relatifs au contrat de production	Ils proposent aux petits producteurs non organisés d'accéder à la certification Fairtrade s'ils rejoignent une organisation intermédiaire qui commercialise leurs produits. Il s'agit donc de standards applicables aux OPP qui ne sont pas encore organisées démocratiquement. Ces standards sont applicables seulement à certaines catégories de produits et dans des régions spécifiées (Commerce Équitable France et al., 2019).
Standards relatifs au climat	Ils permettent d'aider les petits exploitants et les communautés rurales à produire des crédits carbone Fairtrade et à accéder au marché du carbone.
Standards applicables aux acteurs commerciaux	Ils s'appliquent aux commerçants qui commercialisent des produits certifiés Fairtrade. Ils instaurent notamment des critères relatifs à la composition du produit, la traçabilité, en vue de garantir la crédibilité des marques et des produits certifiés Fairtrade. Des exigences et des pratiques volontaires sont ajoutées pour garantir que les produits Fairtrade sont commercialisés de manière équitable et durable. (FI, 2019)

Tableau 3.1 Synthèse des différents standards Fairtrade (suite)

Standards Fairtrade	Description
Standards applicables au textile	Ils visent à faciliter le changement dans les chaînes d'approvisionnement textile et les pratiques commerciales connexes. Les fabricants et les travailleurs de la chaîne d'approvisionnement s'engagent à améliorer les salaires et les conditions de travail. Les marques s'engagent également à instaurer des termes d'échange équitables.
Standards applicables aux organisations minières artisanales et à petite échelle	Ils s'appliquent aux organisations et aux commerçants achetant et vendant des métaux précieux produits par des organisations minières artisanales et à petite échelle (ASMO) pour promouvoir la formalisation de ce secteur.
Standards applicables aux organisations de petits producteurs	Créé en 2001, ils ont pour objectifs de définir les critères déterminant la participation d'OPP au système Fairtrade. Le statut d'OPP est clairement défini et l'objectif de ces standards est d'aider ces organisations à s'organiser de manière démocratique. En 2019, Fairtrade révisé ces standards une nouvelle fois et modifie la définition et le statut des organisations de petits producteurs. (FI, 2019)

Ainsi, Fairtrade a créé des standards spécifiques pour chaque type d'acteurs et de producteurs équitables. La certification regroupe ainsi des plantations, des cultures indépendantes d'origine contractuelle et des OPP (EFTA, s. d.). Au sein de FI, les réseaux de petits producteurs et de travailleurs dans la production sont représentés par des réseaux producteurs Fairtrade tels que la CLAC, le NAPP et Fairtrade Africa (Commerce Équitable France et al., 2019) qui viennent ainsi représenter les producteurs. Leur rôle est de soutenir les organisations de producteurs au Sud au sein des instances décisionnelles de FI (Fairtrade Canada, 2020).

Les standards applicables aux OPP révisés en 2019 et les standards applicables aux acteurs commerciaux ont été retenus pour la présente analyse. Ce choix se justifie par le fait que le commerce équitable s'est originellement construit avec des petits producteurs organisés en coopératives. Ensuite, les standards se sont ouverts aux plantations de plus grande taille et aux agriculteurs indépendants sous contrat. Les cahiers des charges applicables aux OPP insistent plus spécifiquement sur certains points. Notamment, la participation de l'ensemble des membres aux prises de décision et le fonctionnement démocratique au sein de l'organisation, contrairement aux autres standards, sont des points très importants. C'est donc cet enjeu de capacitation des petits producteurs vulnérables qu'il est intéressant d'analyser au regard des dimensions du développement durable. Les standards applicables aux acteurs commerciaux (donc ceux qui commercialisent des produits certifiés Fairtrade) permettent de compléter les documents à analyser. En effet, les critères à dimension économique tels que le juste prix, l'accès direct aux marchés et le renforcement économique des producteurs sont spécifiquement mis en œuvre dans ces standards.

Ces deux standards sont composés de plusieurs critères et deux types distincts d'exigences :

- Dans les standards applicables aux OPP, les critères centraux doivent être obligatoirement respectés pour obtenir ou conserver la certification Fairtrade.
- Les critères de développement sont quant à eux non obligatoires et font référence aux améliorations continues que les OPP certifiées peuvent mettre en œuvre pour améliorer leurs pratiques sur le long terme. Aussi, les changements apportés par la révision de 2019 sont applicables différemment. Les nouveaux critères sont applicables à différentes dates, entre le 1^{er} juillet 2019 et le 1^{er} janvier 2022, ce qui sera précisé dans l'analyse.

Dans les standards applicables aux acteurs commerciaux, les mêmes types de critères et d'exigences sont retrouvés :

- Les critères obligatoires pour obtenir et conserver sa certification sont les exigences fondamentales auxquelles les acteurs commerciaux doivent être conformes.
- Les critères de bonnes pratiques volontaires font quant à eux référence à des mesures à mettre en place de manière volontaire et non obligatoire pour favoriser des conditions commerciales durables plus avancées.

3.1.2 Le Symbole des petits producteurs

En 2006, la CLAC, alors membre de FI, décide de mettre fin à cette affiliation afin de développer un label alternatif avec des standards plus exigeants (Loconto et Renard, 2012 ; Reed, 2012). Cette séparation est fondée sur des principes idéologiques et politiques et répond à l'ouverture des standards Fairtrade aux plantations, à la production sous contrat et aux grandes entreprises (Commerce Équitable France et al., 2019). En effet, ces organisations de producteurs sont réticentes aux évolutions du marché équitable observées. Notamment, l'ouverture du marché équitable aux entreprises transnationales est une des critiques qu'elles émettent. Le contrôle et la compétition ainsi créés sont jugés comme étant des pratiques commerciales non respectueuses des valeurs fondamentales du commerce équitable (SPP Global, 2018b). Cette rupture démontre une certaine volonté de renforcer le statut des petits producteurs dans le mouvement du commerce équitable (Renard, 2015 ; Gautrey, 2018). Le SPP revendique l'autogestion, la production et la commercialisation à petite échelle (SPP Global, 2018b).

Afin d'administrer ce label, la CLAC créa d'abord la Fondation des producteurs paysans organisés (FUNDEPPO) afin d'administrer ce nouveau label. En 2012, la propriété du label a été transférée à SPP

Global (Commerce Équitable France et al., 2019). La définition des petits producteurs est précisément donnée et sera développée dans les prochains chapitres puisque la spécificité du label est de ne travailler qu'avec des OPP dont la définition est stricte. Pour la certification SPP, les OPP sont des unités de production dont au moins 85% des producteurs ne dépassent pas 15 hectares pour chaque produit certifié. Les producteurs doivent être propriétaires des moyens de production utilisés et doivent détenir leur propre main d'œuvre, soit celle de leur famille, soit celle de leur communauté (SPP Global, 2018a). Cela exclut ainsi les grandes plantations privées et les petits producteurs non organisés afin que les profits ne bénéficient qu'aux petits producteurs (Commerce Équitable France et al., 2019). Le SPP est donc composé d'un standard unique et exclusivement destiné aux OPP (Commerce Équitable France et al., 2019). Cette certification met en avant des critères très centrés sur les OPP et met l'accent sur la démocratie au sein de l'organisation. C'est notamment pour cette raison que j'ai choisi d'étudier cette deuxième certification, car la comparaison avec les standards Fairtrade mettra en exergue les différences et les similarités de fonctionnement entre les deux certifications.

Dans les organes décisionnels de SPP Global, les organisations de producteurs latino-américaines sont largement représentées et détiennent d'importants droits de vote. Formée par toutes les organisations de producteurs certifiées SPP détenant 100% des droits de vote, l'assemblée générale se charge de prendre les décisions stratégiques (Commerce Équitable France et al., 2019). D'autres membres tels que les réseaux de producteurs, les partenaires commerciaux agréés SPP et les associations locales SPP peuvent siéger à l'assemblée générale, mais ne détiennent aucun droit de vote (Commerce Équitable France et al., 2019). Les critères de la norme générale du SPP doivent être réexaminés tous les 5 ans au maximum. Pour modifier les normes, des groupes de travail représentatifs doivent être formés afin de rassembler les parties prenantes concernées, d'élaborer de nouvelles normes et les soumettre à consultation publique avant adoption (Commerce Équitable France et al., 2019). Le SPP Global a également des missions de promotion et de sensibilisation du commerce équitable auprès des petits producteurs, des consommateurs, des entreprises et de la société civile en général (Commerce Équitable France et al., 2019).

La norme générale du SPP est également composée de trois niveaux de critères, soit les critères critiques, les critères minimums et les critères de progrès continu :

- Premièrement, les critères désignés comme critiques doivent obligatoirement être examinés avant toute certification et pour réactualiser la certification. Le non-respect d'un critère critique entraîne un possible retrait de la certification ou une impossibilité d'être certifié.

- Deuxièmement, les critères désignés comme minimum sont obligatoires, mais ne sont évalués que lors d'évaluations dont une partie est effectuée sur le terrain. Le non-respect de ce type de critère a également un impact sur l'obtention ou la conservation de la certification SPP.
- Enfin, les critères de progrès continu s'évaluent dans le cadre des possibilités de concrétisation de l'OPP et à chaque évaluation incluant une visite sur le terrain. En cas de non-respect injustifié de ce type de critère, l'obtention de la certification ou sa conservation peuvent être remises en cause.

La création de ce nouveau label en 2006 a eu pour conséquence de modifier considérablement le paysage du mouvement du commerce équitable (Loconto et Renard, 2012) et a suivi la création en 2001, par Fairtrade, des standards spécialement applicables aux OPP afin de mieux correspondre à leur réalité. Pour autant, le poids commercial du label SPP reste encore marginal et moins connu des consommateurs (Loconto et Renard, 2012).

3.2 Démarche méthodologique

Cette section vise à préciser le domaine et la portée de l'analyse du contenu des critères des cahiers des charges des deux certifications retenues qui sera menée au chapitre 4, ainsi que la méthodologie adoptée pour élaborer la grille d'analyse retenue pour mener cette analyse.

3.2.1 Portée et domaine de l'analyse

Les critères des deux certifications étudiées, notamment ceux de la certification Fairtrade, sont adaptés en fonction des acteurs du commerce équitable à qui ils s'adressent. Dans cet essai, les critères étudiés seront ceux spécifiques aux standards applicables aux OPP. Ce choix se justifie par le fait que le commerce équitable s'est construit en travaillant avec des petits producteurs organisés en coopératives, partout dans le monde. Ainsi, originellement et avant d'être ouvert à d'autres acteurs et producteurs, le commerce équitable visait le renforcement des petits producteurs vulnérables. La certification SPP s'est d'ailleurs créée spécifiquement pour défendre cette vision du commerce équitable, dans un contexte où ce mouvement s'ouvrait de plus en plus à de nouveaux acteurs commerciaux. Les critères du cahier des charges de cette certification sont particulièrement centrés sur les OPP et sur l'importance de leur fonctionnement démocratique et égalitaire entre les membres. En parallèle, Fairtrade a créé de nouveaux standards applicables aux OPP afin de mieux répondre aux besoins des petits producteurs, mis en lumière par la création de la certification SPP.

Ces standards applicables aux OPP permettent ainsi de comprendre comment les deux certifications définissent le statut d'OPP et quels critères elles instaurent afin de répondre aux quatre dimensions du

développement durable. De cette manière, l'analyse qui sera menée au chapitre 4 se fondera sur les standards Fairtrade applicables aux OPP (version de 2019) et sur la norme générale du SPP (version de 2018). Également, les standards Fairtrade applicables aux acteurs commerciaux seront utilisés pour compléter l'analyse, tout comme la déclaration de principes et de valeurs et le code de conduite du SPP. Ces documents permettront ainsi d'analyser dans quelle mesure les critères des certifications visant les petits producteurs intègrent les ODD.

Le commerce équitable et ses critères s'appliquent par ailleurs à une grande diversité de produits. Afin de délimiter le champ d'analyse, cette dernière se restreindra au domaine du café. Le café est un des produits pionniers du commerce équitable (Ramonjy, 2012 ; Sirdey, 2018). Encore aujourd'hui, il est le produit équitable le plus commercialisé à l'échelle internationale. Pour la certification Fairtrade, il représente presque la moitié des surfaces cultivées par les agriculteurs certifiés (Lernoud et al., 2015). De plus, ce domaine a été particulièrement impacté par l'ouverture du marché équitable aux producteurs non organisés en contrat avec des exportateurs. Les OPP ont donc été directement mises en concurrence avec eux (Sirdey, 2018), une problématique notamment soulevée par le SPP. Enfin, le domaine du café vit aujourd'hui de nombreuses conséquences environnementales qui se répercutent sur le prix du café équitable, sur les conditions de vie des producteurs ainsi que sur l'environnement des cultures de café (Bisaillon, 2008). L'analyse du discours des deux certifications concernant le développement durable est donc particulièrement justifiée dans ce domaine précis.

3.2.2 Grille d'analyse

Dans un premier temps, les principes équitables sur lesquels l'analyse subséquente sera fondée ont été établis afin que la comparaison de chacun des cahiers des charges soit la plus symétrique possible. Pour y parvenir, une comparaison entre les cahiers des charges des deux certifications, la charte internationale du commerce équitable et le guide international des labels de commerce équitable a été réalisée afin d'identifier les principes équitables qui apparaissent incontournables. Dans un premier temps, les thèmes et les critères traités dans les cahiers des charges des certifications Fairtrade et SPP ont été comparés, en combinant les standards applicables aux OPP et aux acteurs commerciaux pour la certification Fairtrade. Dans le cas de la certification SPP, les critères applicables aux OPP et aux acteurs commerciaux sont intégrés dans le même standard. Il a ainsi été constaté que les cahiers des charges des deux certifications sont organisés par thèmes traités et selon les dimensions économique, sociale, de gouvernance et environnementale. En comparant leurs structures respectives, il est également possible de constater que les cahiers des charges traitent sensiblement des mêmes thèmes principaux, tels qu'énoncés ci-dessous dans le tableau 3.2.

Tableau 3.2 Synthèse des thèmes principaux traités dans les cahiers des charges de Fairtrade et du SPP applicables aux OPP et aux acteurs commerciaux

Fairtrade	SPP
Définition d'une organisation de petits producteurs	Organisation de petits producteurs
Développement environnemental	Critères environnementaux et de santé humaine
Conditions de travail	Renforcement du secteur des petits producteurs
Démocratie, participation et non-discrimination	Critères organisationnels et système de gestion
Prix et prime Fairtrade	Prix durables
Accès au financement	Préfinancement
Renforcement des capacités	Normes fondamentales du travail

Dans un second temps, les principes équitables énumérés dans la charte internationale du commerce équitable de 2018 ont été considérés, tels que détaillés dans le tableau 3.3 ci-dessous. Cette étape a permis de souligner le fait que les cahiers des charges des deux certifications sont construits selon les principes équitables de cette charte et leurs sous-thèmes.

Tableau 3.3 Synthèse des principes équitables de la charte internationale du commerce équitable de 2018

Principes de la charte internationale du commerce équitable	
1	Créer des conditions favorables au commerce équitable <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la capacité des producteurs • Engagement à long terme des partenaires commerciaux • Revenu vital
2	Parvenir à une croissance économique inclusive <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer le capital social (éducation, santé, infrastructures) • Accès facilité au marché • Développer les capacités de production
3	Offrir un travail décent et contribuer à améliorer les salaires et les revenus <ul style="list-style-type: none"> • Démocratie participative et non-discrimination • Conditions de travail • Juste prix
4	Rendre les femmes autonomes <ul style="list-style-type: none"> • Non-discrimination entre les genres • Égalité des sexes • Participation à la prise de décision
5	Protéger les droits des enfants et investir dans la prochaine génération <ul style="list-style-type: none"> • Conditions de travail et normes internationales relatives au travail des enfants • Développement de compétences dans les communautés

Tableau 3.3 Synthèse des principes équitables de la charte internationale du commerce équitable de 2018 (suite)

Principes de la charte internationale du commerce équitable	
6	Préserver la biodiversité et l'environnement <ul style="list-style-type: none"> • Protection des sols et des ressources en eau • Réduction de la consommation d'énergie, des GES et des déchets
7	Influencer les politiques publiques <ul style="list-style-type: none"> • Partager et valoriser l'impact du commerce équitable • Plaidoyer et influence des institutions nationales et internationales • Modifier les règles du commerce conventionnel
8	Impliquer les citoyens dans la construction d'un monde équitable <ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser et informer les consommateurs • Éduquer les consommateurs à leur pouvoir • Créer un mouvement mondial pour une économie alternative juste et équitable

Pour compléter cette analyse, la grille des critères d'analyse du guide international des labels de commerce équitable de 2020 a été utilisée dans un troisième et dernier temps. Ce guide analyse en profondeur les critères et les garanties des labels de commerce équitable et décrypte les forces et les améliorations à apporter. Cette grille a l'intérêt de détailler les différents thèmes traités par les principes équitables en les déclinant en vingt critères. Ils sont organisés selon les dimensions économique, sociale, de gouvernance et environnementale comme présenté dans le tableau 3.4 ci-dessous.

Tableau 3.4 Grille d'analyse des critères selon les quatre dimensions du développement durable du guide international des labels de commerce équitable (inspiré de Commerce Équitable France, 2019)

Pilier	Liste des critères équitables	
Économique	1	Prix équitable
	2	Prime de développement pour les projets collectifs
	3	Accès facilité au financement et au préfinancement
	4	Engagement à long terme de la part des acheteurs
	5	Traçabilité
Social	6	Conventions de l'OIT
	7	Compensation équitable de la main-d'œuvre salariée
	8	Politique en matière de maternité, de maladie et de retraite
	9	Traitement égalitaire de tous les travailleurs (femmes, minorités religieuses, main-d'œuvre saisonnière)
Gouvernance	10	Accessible aux travailleurs et producteurs marginalisés

Tableau 3.4 Grille d'analyse des critères selon les quatre dimensions du développement durable du guide international des labels de commerce équitable (suite)

Pilier	Liste des critères équitables	
Gouvernance	11	Renforcement des capacités des producteurs
	12	Droit des peuples autochtones
	13	Prise de décision démocratique au sein de l'organisation de producteurs et droit des travailleurs à la négociation collective
	14	Transparence de l'information dans la gestion de l'organisation de producteurs
	15	Non-discrimination au sein de l'organisation
	16	Suivi de la gestion démocratique de la prime de développement pour projets collectifs
Environnement	17	Réduction des impacts environnementaux des activités (énergie, eau, déchets)
	18	Protection de la biodiversité
	19	Interdiction des substances dangereuses
	20	Interdiction des OGM

3.2.3 Grille d'analyse des critères équitables retenue

En comparant les thèmes et principes équitables présents dans les trois tableaux précédents, les thèmes qui traitaient de la même problématique ont été regroupés dans un seul principe équitable. Cette étape a donc permis d'établir 15 critères équitables.

Par ailleurs, la structure de la grille du guide international des labels de commerce équitable qui organise les principes équitables selon les différentes dimensions du développement durable a inspiré la modélisation de la grille d'analyse. Les 15 critères retenus ont donc été classés selon les quatre dimensions du développement durable, de façon à former la grille utilisée pour structurer l'analyse des critères des deux certifications. Ainsi, le tableau 3.5 présente cette grille d'analyse composée des 15 principes équitables retenus et regroupés selon leur dimension économique, sociale, de gouvernance et environnementale.

Tableau 3.5 Grille d'analyse des critères équitables retenus

Grille d'analyse des critères équitables		
Principes économiques	1	Accès direct au marché
	2	Juste prix
	3	Préfinancement

Tableau 3.5 Grille d'analyse des critères équitables retenus (suite)

Grille d'analyse des critères équitables		
Principes économiques	4	Engagement à long terme des partenaires commerciaux
	5	Capacité à exporter et consolidation économique de l'organisation
Principes sociaux	6	Conditions de travail
	7	Contribution du commerce équitable au développement social et prime de développement
	8	Statut des petits producteurs
Principes de gouvernance	9	Démocratie, participation et non-discrimination
	10	Sensibilisation au commerce équitable
	11	Influence des institutions nationales et internationales
Principes environnementaux	12	Réduction des impacts des activités
	13	Protection de la biodiversité
	14	Interdiction des substances dangereuses
	15	Interdiction des OGM

Dans les deux prochains chapitres, cette grille sera utilisée pour analyser les critères des standards Fairtrade et SPP avec les ODD. Ainsi, le chapitre 4 examinera ces principes et les critères qui les mettent en œuvre dans les cahiers des charges pour évaluer, au chapitre 5, dans quelle mesure les ODD sont intégrés dans les critères instaurés par les certifications. Les critères équitables qui convergent et qui divergent avec les ODD seront alors déterminés.

Comme mentionné au chapitre précédent, les 17 ODD ont été retenus pour effectuer notre analyse. Ils sont énumérés dans le tableau 3.6 suivant.

Tableau 3.6 Présentation des 17 ODD considérés dans l'analyse




ODD	
ODD 1	Pas de pauvreté
ODD 2	Faim zéro
ODD 3	Bonne santé et bien-être
ODD 4	Éducation de qualité
ODD 5	Égalité entre les sexes
ODD 6	Eau propre et assainissement

Tableau 3.6 Présentation des 17 ODD considérés dans l'analyse (suite)

ODD	
ODD 7	Énergie propre et d'un coût abordable
ODD 8	Travail décent et croissance économique
ODD 9	Industrie, innovation et infrastructure
ODD 10	Inégalités réduites
ODD 11	Villes et communautés durables
ODD 12	Consommation et production responsables
ODD 13	Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques
ODD 14	Vie aquatique
ODD 15	Vie terrestre
ODD 16	Paix, justice et institutions efficaces
ODD 17	Partenariats pour la réalisation des objectifs

Pour compléter l'analyse du cinquième chapitre, un code couleur sera attribué à chaque cible des 17 ODD en fonction de leur niveau d'intégration dans les standards des deux certifications (tableaux disponibles en annexes). Il permettra d'illustrer l'interprétation des résultats effectuée au regard de la manière dont les deux certifications couvrent les cibles des ODD et est précisé dans le tableau 3.7 ci-dessous.

Tableau 3.7 Présentation du code couleur utilisé

Couleur	Définition
	Les critères instaurés dans le cahier des charges de la certification couvrent entièrement cette cible
	Les critères instaurés dans le cahier des charges de la certification sont en lien avec cette cible, mais ne la couvrent que partiellement en raison du niveau de contrainte faible ou moyen de ces critères
	Les critères instaurés dans le cahier des charges de la certification ne couvrent pas cette cible

Ce code couleur définira quels ODD sont couverts par les certifications équitables. Pour qu'un ODD soit considéré comme étant couvert par les certifications équitables, le tiers des cibles de chaque ODD devra avoir obtenu un code vert ou orange, c'est-à-dire être entièrement ou partiellement couvertes par les

certifications. Ces deux critères qualitatif et quantitatif permettront ainsi de déterminer le niveau d'intégration des cibles des ODD par les certifications équitables.

4. ANALYSE DE L'INTÉGRATION DES ODD DANS LES CRITÈRES ÉQUITABLES SELON LES QUATRE DIMENSIONS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Comme mentionné dans les chapitres précédents, le commerce équitable se revendique aujourd'hui comme un outil au service du développement durable (Le Velly, 2009). Ce chapitre constitue la première étape de l'analyse portant sur l'intégration des ODD dans les deux certifications de commerce équitable retenues, soit la certification Fairtrade et le SPP. Plus précisément, l'analyse effectuée sera portée sur la manière dont les cahiers des charges de Fairtrade et du SPP incorporent et promeuvent les ODD. Elle consistera par conséquent à analyser, de manière descriptive, le contenu des cahiers des charges en lien avec les ODD. Ainsi, chaque critère des deux cahiers des charges transposant un principe du commerce équitable sera analysé au regard des ODD. Grâce à cette analyse, une seconde analyse, plus interprétative cette fois, évaluera au chapitre 5 dans quelles mesures les deux certifications proposent d'atteindre chacun des ODD.

4.1 Critères à dimension économique

L'analyse comparative des cahiers des charges des certifications Fairtrade et SPP débutera par les critères ayant une dimension économique. Leur contenu sera d'abord décrit et ensuite lié aux ODD à dimension économique afin d'être en mesure de mettre en lumière leurs convergences.

4.1.1 Le critère équitable d'accès direct au marché

Le critère équitable de l'accès direct au marché pour les producteurs est fondé sur la nécessité de réduire les chaînes commerciales trop longues qui caractérisent le commerce conventionnel (World Fair Trade Organization et al., 2018). Ce principe souligne la problématique de l'inégale répartition du pouvoir et de la valeur tout au long de la chaîne commerciale, au détriment des petits producteurs (Bisaillon, 2008). En effet, le circuit conventionnel du café le conduit à rencontrer différents intermédiaires entre son producteur et son consommateur final : intermédiaires locaux, transformateurs, exportateurs, courtiers, importateurs, torréfacteurs, distributeurs puis détaillant (Waridel, 2005). Le commerce équitable permet donc d'améliorer l'accès aux marchés des producteurs afin qu'ils perçoivent un prix et des revenus plus élevés (World Fair Trade Organization et al., 2018).

Dans la certification Fairtrade, aucune référence au critère équitable de l'accès direct au marché pour les producteurs n'est évoquée dans les standards appliqués aux OPP. Ce sont dans les standards destinés aux acteurs commerciaux que l'on retrouve la trace de celui-ci. En effet, depuis 2015, les standards Fairtrade adressés aux acteurs commerciaux comportent des critères explicites en vue de la réduction des chaînes commerciales et de l'accès direct au marché pour les producteurs. Le critère 4.7.2, intitulé «

Approvisionnement auprès des groupes vulnérables », décrit comment les acteurs commerciaux doivent s'approvisionner en produits Fairtrade auprès d'organisations de producteurs vulnérables. Fairtrade reconnaît ainsi que les producteurs vulnérables sont ceux qui ont un accès limité aux marchés (FI, 2015). De même, le critère 4.7.3 « Lien avec les marchés en faveur des producteurs » énonce que les acteurs commerciaux doivent effectuer un lien entre le marché et les producteurs auxquels ils achètent. Ce critère définit comment les acheteurs commerciaux peuvent faciliter le contact entre les producteurs et les autres acteurs commerciaux afin de faciliter leur accès au marché. Fairtrade a donc intégré récemment de nouveaux critères qui reprennent le critère équitable de l'accès direct au marché. Pour autant, aucun critère ne fait référence à l'importance du raccourcissement de la chaîne commerciale.

La certification SPP énonce directement à la section 4.3 de sa déclaration de principes et de valeurs que la commercialisation directe est un élément fondamental du fonctionnement du label. En effet, le label SPP énonce que la priorité doit être donnée aux relations commerciales directes entre producteurs et consommateurs. Ceci afin de générer davantage de valeur ajoutée locale et renforcer l'économie familiale (SPP Global, 2018b). Elle définit à la section 4.3b que la commercialisation directe contraste avec l'utilisation excessive ou abusive d'intermédiaires au sein de la chaîne. Cela a pour effet d'augmenter le prix du produit et d'altérer les intérêts du producteur et du consommateur (SPP Global, 2018b). La commercialisation directe est donc un principe sur lequel le label SPP a été fondé lors de sa création et qui guide son développement. De même, la section 4.7a « Valeur ajoutée locale » évoque l'importance de créer de la valeur ajoutée au niveau local et au plus près des processus et des lieux de production (SPP Global, 2018b). Aussi, le critère 4.6.3 de la norme générale du SPP énonce que les OPP doivent encourager les échanges de produits pour les marchés et la consommation locale (SPP Global, 2018a). Le but est ainsi de permettre aux producteurs d'acquérir une plus grande capacité de négociation sur le marché (SPP Global, 2018b).

4.1.2 Liens entre les critères d'accès au marché et les ODD

Dans les ODD, le critère de l'accès direct au marché des producteurs n'est pas clairement énoncé. Toutefois, certains critères énoncent le besoin de réviser le fonctionnement des chaînes commerciales afin d'améliorer les impacts environnementaux, sociaux et commerciaux. Premièrement, l'ODD 8 « Travail décent et croissance économique » a pour objectif de promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous. Il vise notamment à revoir et réorganiser les politiques économiques et sociales afin d'éliminer la pauvreté. Sa cible 8.3 a pour mission, entre autres, de promouvoir des politiques axées sur le développement en favorisant des activités productives qui stimulent la croissance des microentreprises et facilitent leur intégration. (ONU, s. d.)

Deuxièmement, l'ODD 10 « Inégalités réduites » a pour objectif de réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre. Selon cet ODD, la croissance économique ne suffit pas pour réduire la pauvreté si elle n'est pas bénéfique pour tous. La création de conditions d'accès favorables aux exportations des pays les moins avancés est encouragée en vue de favoriser les exportations des pays en développement et réduire les inégalités. Sa cible 10.a vise notamment à mettre en œuvre un traitement spécial et différencié pour les pays en développement. (ONU, s. d.)

Troisièmement, l'ODD 12 « Consommation et production responsables » a pour objectif d'établir des modes de consommation et de production durables. Il vise en partie à renforcer la compétitivité économique et à réduire la pauvreté en mettant « l'accent sur le fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement, en impliquant tout le monde, du producteur au consommateur final ». Pour y parvenir, la cible 12.6 énonce que les grandes entreprises et les multinationales doivent être encouragées à adopter des pratiques viables et à intégrer dans des rapports des informations sur la viabilité de leur fonctionnement. (ONU, s. d.).

Enfin, l'ODD 17 « Partenariats pour la réalisation des objectifs » a pour mission de renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement et le revitaliser. Sa cible 17.10 a notamment pour but de promouvoir un système commercial multilatéral universel, non discriminatoire et équitable tandis que sa cible 17.11 vise à accroître nettement les exportations des pays en développement (ONU, s. d.). La cible 17.12 vise quant à elle à favoriser un accès rapide des pays les moins avancés aux marchés (ONU, s. d.). Des liens suffisants permettent donc de lier les ODD au critère équitable de l'accès direct au marché pour les producteurs.

4.1.3 Le critère équitable du prix juste

Le cœur du commerce équitable, et son critère le plus connu des consommateurs, repose principalement sur le critère du juste prix (World Fair Trade Organization et al., 2018). Ce dernier soutient que les producteurs doivent être rémunérés de façon juste, équitable et durable (Bisaillon, 2008). Le juste prix est défini comme un prix adopté via des mécanismes de dialogue et de participation. Il doit permettre aux producteurs d'assurer leurs besoins, de supporter leurs coûts de production, dont les coûts sociaux et environnementaux, tout en dégagant une marge (World Fair Trade Organization et al., 2018). Le critère du prix juste vise ainsi en partie à internaliser les coûts environnementaux et sociaux dans le prix des produits, dès leur production, afin d'assurer aux producteurs une vie digne et décente (Bisaillon, 2008).

Dans les standards Fairtrade applicables aux OPP, aucun critère n'évoque ce critère de prix juste puisque ce sont les acteurs commerciaux qui doivent payer un prix juste aux producteurs équitables. C'est ainsi dans la section 4.2 des standards Fairtrade destinés aux acteurs commerciaux qu'est défini le prix et la prime

Fairtrade. Ces standards ont pour objectifs de s'assurer que les prix payés aux producteurs pour leurs produits Fairtrade leur permettent de couvrir les coûts de production. Aussi, ils doivent leur permettre d'investir dans la durabilité de leurs entreprises et de leurs communautés (FI, 2015). En effet, l'objectif des prix établis pour les produits Fairtrade est d'assurer aux producteurs un prix minimum. Ils subiront donc moins les fluctuations du marché et les prix qui ne couvrent pas les coûts de production (FI, 2015). Ainsi, les critères relatifs aux prix se décomposent en trois dimensions et sont tous des critères fondamentaux. Premièrement, le prix minimum Fairtrade est instauré afin d'assurer aux producteurs de percevoir au minimum un montant fixé par Fairtrade pour un produit Fairtrade (4.2.1). Ce prix minimum Fairtrade est un minimum absolu fixé au niveau de l'organisation des producteurs et aucun acteur commercial ne peut payer moins que ce prix pour un produit certifié Fairtrade. Les acheteurs doivent donc payer le prix le plus élevé entre le prix minimum Fairtrade et le prix du marché (4.2.2). Toutefois, ce prix Fairtrade peut être ajusté par les acteurs commerciaux en fonction de leur position dans la chaîne d'approvisionnement, et par les producteurs si des coûts additionnels ne sont pas inclus dans ce prix minimum Fairtrade (4.2.3). Deuxièmement, la prime Fairtrade permet aux producteurs de percevoir une prime en plus du prix de leur produit Fairtrade (FI, 2015). Cette prime doit être investie dans le développement social et économique de leur entreprise et communauté. Sa valeur est définie pour chaque produit Fairtrade et est directement versée à l'OPP (4.2.7). Enfin, un différentiel biologique existe pour certains produits Fairtrade également certifiés biologiques. Cependant, aucun critère ne consacre ce principe dans les standards applicables aux OPP et aux acteurs commerciaux. Ce sont plus spécifiquement les standards Fairtrade pour le café, applicables aux OPP, et le tableau des prix minimums du commerce équitable et de la prime équitable qui y font référence (FI, 2011 ; FI, 2020). Le différentiel biologique doit être payé en plus du prix minimum Fairtrade garanti ou du prix du marché, dépendamment duquel est le plus élevé. Il est donc payé, en plus du prix et de la prime, un prix supplémentaire pour les produits certifiés biologiques (FI, 2020). Ainsi, pour le café équitable certifié Fairtrade, le prix minimum Fairtrade varie entre 1,01 et 1,35 USD/livre selon la variété de café. En plus de ce prix minimum, la prime Fairtrade du commerce équitable est égale à 0,2 USD/livre et le différentiel biologique est de 0,3 USD/livre (FI, 2020).

Dans la certification SPP, la déclaration de principes et de valeurs énonce à la section 4.5 que le prix durable d'un produit vendu est celui qui couvre les coûts réels de production et de commercialisation (SPP Global, 2018b). Entre autres, il doit comprendre la rémunération digne de la main d'œuvre et doit reconnaître la valeur environnementale et sociale assumée par le producteur. Il doit aussi lui permettre de générer des excédents pour investir et assurer la durabilité et la compétitivité économique des petits producteurs. Ce principe s'oppose ainsi au système de prix marqué par les fluctuations du marché (SPP Global, 2018b). Dans la norme générale du label SPP, le système de prix se décompose également en trois dimensions et

représente des critères d'exigence minimum (SPP Global, 2018a). Premièrement, le prix durable est défini à partir de caractéristiques précises (6.2.1 et 6.2.3). Il concerne : les coûts directs de production en termes de moyens utilisés, la récompense méritante pour le producteur et ses travailleurs qui aspirent à une vie digne et les coûts de l'organisation démocratique autogestionnaire à responsabilité sociale et écologique. Il est défini par SPP Global, est révisé chaque année et doit être payé au producteur si le prix du marché n'y est pas supérieur. Deuxièmement, la prime du SPP est versée aux OPP sans pouvoir être négociée par les acheteurs (6.2.2 et 6.2.5). Elle est destinée au renforcement organisationnel, productif, commercial, entrepreneurial et aux activités de bien-être des familles de producteurs et de leurs communautés. Des politiques concernant la gestion de cette prime doivent être élaborées pour définir l'application de ces ressources, selon quels pouvoirs et quels critères. Troisièmement, la prime biologique (6.2.1 II) est versée aux producteurs proposant des produits certifiés biologiques pour la reconnaissance de leur travail et des coûts plus importants engendrés par la production biologique. Elle doit donc être payée en plus du prix durable et de la prime du SPP (SPP Global, 2018b). Ainsi, dans le domaine du café, le label SPP propose un prix durable variant de 1,01 à 1,6 USD/livre en fonction de la variété de café. De plus, la prime SPP est égale à 0,2 USD/livre et la prime biologique varie de 0,3 à 0,4 USD/livre selon la variété de café certifiée (SPP Global, 2020).

4.1.4 Liens entre les critères relatifs au prix juste et les ODD

Ce critère du juste prix n'est pas énoncé comme tel dans les ODD. Pour autant, certains ODD énoncent la nécessité de créer des emplois durables et de promouvoir l'égalité pour éliminer la pauvreté et renforcer la croissance économique, la résilience environnementale et le bien-être social. Premièrement, l'ODD 1 « Pas de pauvreté » a pour objectif d'éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde. En effet, cet ODD affirme que la pauvreté ne se résume pas à l'insuffisance de revenus pour assurer des moyens durables de subsistances. La croissance économique doit être partagée pour créer des emplois durables et promouvoir l'égalité. La protection sociale doit venir soutenir les populations face aux risques économiques importants. La cible 1.4 de l'ODD 1 vise notamment à procurer aux personnes vulnérables les mêmes droits aux ressources économiques adaptées à leurs besoins. De même, la cible 1.5 vise à renforcer la résilience des personnes vulnérables et à réduire leur exposition aux phénomènes économiques, sociaux ou environnementaux. (ONU, s. d.)

Deuxièmement, l'ODD 8 « Travail décent et croissance économique » a pour objectif de promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous. Il rappelle qu'avoir un emploi ne garantit pas la capacité d'échapper à la pauvreté. Les politiques économiques et sociales doivent être réorganisées afin d'éliminer la pauvreté et le manque d'emploi décents.

La cible 8.4 de l'ODD 8 promeut une croissance économique durable et par laquelle les sociétés créent des emplois de qualité qui stimulent l'économie sans avoir d'effets nocifs sur l'environnement. (ONU, s. d.)

Troisièmement, l'ODD 10 « Inégalités réduites » a pour objectif de réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre. Il énonce que la croissance économique ne suffit pas pour réduire la pauvreté si elle n'est pas bénéfique pour tous et ne concerne pas les trois dimensions du développement durable. Ainsi, sa cible 10.2 vise à autonomiser les individus et à favoriser leur intégration sociale, économique et politique indépendamment de leur statut économique. Il promeut ainsi une croissance sociale et économique inclusive. (ONU, s. d.)

Quatrièmement, l'ODD 12 « Consommation et production responsables » a pour objectif d'établir des modes de consommation et de production durables. Il vise une meilleure qualité de vie, la réduction des coûts économiques, environnementaux et sociaux, le renforcement de la compétitivité économique et la réduction de la pauvreté. Ainsi, sa cible 12.6 encourage les entreprises à adopter des pratiques viables. (ONU, s. d.)

4.1.5 Le critère équitable de l'accès facilité au financement et au préfinancement

La charte internationale du commerce équitable indique que les acheteurs acceptent de faire plus que ce qui est attendu par le marché traditionnel (World Fair Trade Organization et al., 2018). Le critère équitable de l'accès facilité au financement permet de donner accès aux producteurs à un financement à hauteur de 40% à 60% de la valeur des transactions effectuées avec les acheteurs (Bisaillon, 2008). Ce financement peut être obtenu avant le début des récoltes pour que les producteurs couvrent les coûts de la production. Dans ce cas, on parle de préfinancement et il permet de réduire la dépendance des producteurs vis-à-vis du financement, souvent obtenu auprès des intermédiaires locaux, ce qui renforce leur position de pouvoir (Waridel, 2005).

Les standards Fairtrade applicables aux OPP n'énoncent pas l'accès au financement puisque ce sont d'autres acteurs qui vont leur permettre d'y accéder. C'est donc dans les standards applicables aux acteurs commerciaux que l'on retrouve des critères relatifs au financement. Ils visent à

« aider les organisations de producteurs à accéder à des formes raisonnables de soutien financier, en particulier le préfinancement, pour soutenir les achats et les autres besoins financiers » (FI, 2015).

Les critères Fairtrade applicables aux acteurs commerciaux énoncent en tant qu'exigence fondamentale que les premiers acheteurs doivent proposer un préfinancement aux producteurs (4.4.2). Depuis 2015, les premiers acheteurs ont la possibilité de proposer un préfinancement à un taux d'intérêt zéro (4.4.4).

Toutefois, aucune information relative au taux d'intérêt maximum possible n'est donnée. Depuis 2015, tous les acteurs commerciaux peuvent également fournir ou faciliter l'accès à d'autres types de financement sur la base volontaire des bonnes pratiques (4.4.5). Enfin, le pourcentage de préfinancement proposé pour un produit est spécifié dans le cahier des charges du produit. Pour le café, le critère 4.2.1 relatif au préfinancement énonce que le pourcentage de préfinancement proposé doit être égal à 60% de la valeur du contrat. Il doit également être mis à disposition au moins huit semaines avant la livraison (FI, 2011 ; FI, 2020).

Dans la certification SPP, la norme générale énonce quant à elle le préfinancement à la section 6.3. En effet, c'est à l'OPP de demander aux acheteurs finaux ou aux intermédiaires de faciliter le préfinancement du contrat de manière directe ou par le biais d'une tierce personne. Dans tous les cas, il est un critère d'exigence minimum. Le préfinancement du contrat doit correspondre au moins à 60% de la valeur totale du contrat, mais cela est négociable avec les acheteurs, sans pouvoir être un pourcentage moindre (6.3.1).

4.1.6 Liens entre les critères relatifs au financement et les ODD

Ce critère de l'accès facilité au financement et au préfinancement rejoint plusieurs ODD, soient ceux qui énoncent le besoin de faciliter l'accès aux services financiers pour gérer les revenus, accumuler les actifs et réaliser des investissements productifs. Premièrement, l'ODD 8 « Travail décent et croissance économique » a pour objectif de promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous. Sa cible 8.3, axée sur le développement qui favorise des activités productives, énonce la nécessité d'un accès aux services financiers. De même, la cible 8.10 énonce la nécessité de favoriser l'accès de tous aux services bancaires et financiers. (ONU, s. d.)

Deuxièmement, l'ODD 9 « Industrie, innovation et infrastructure » a pour objectif de bâtir une infrastructure résiliente, de promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et d'encourager l'innovation. Sa cible 9.3 vise à accroître dans les pays en développement l'accès des petites entreprises aux prêts et services financiers à des conditions abordables pour mieux les intégrer dans les chaînes de valeurs. De même, la cible 9.a vise à renforcer l'appui financier, technologique et technique aux pays en développement. (ONU, s. d.)

Troisièmement, l'ODD 17 « Partenariats pour la réalisation des objectifs » a pour objectif de renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement et de le revitaliser. Il énonce la nécessité de mobiliser, rediriger et débloquent le pouvoir des ressources privées en faveur des pays en développement (ONU, s. d.). Sa cible 17.5 propose d'adopter et de mettre en œuvre des dispositifs qui visent à encourager l'investissement en faveur des pays les moins avancés (ONU, s. d.). L'analyse des ODD a

permis de faire ressortir ses liens entretenus avec le critère équitable de l'accès facilité au financement et au préfinancement.

4.1.7 Le critère équitable de l'engagement à long terme des partenaires commerciaux

Le critère équitable de l'engagement à long terme des partenaires commerciaux vise à établir des relations commerciales qui permettent aux producteurs de bénéficier de moyens d'existence durables. Il vise à leur permettre de subvenir à leurs besoins pour leur bien-être social et environnemental et à améliorer leurs conditions de vie futures (WFTO et FLO, 2009). Ce critère d'ordre économique doit également être respecté par les acheteurs pour maintenir les relations basées sur la solidarité, la confiance, le respect mutuel et pour contribuer à la croissance du commerce équitable (Bisaillon, 2008). Cet engagement sur le long terme permet aux producteurs et aux acteurs commerciaux de coopérer pour planifier et partager l'information. Aussi, il permet d'assurer des conditions de travail décentes (WFTO et FLO, 2009) tout en repersonnalisant les relations commerciales (Le Velly, 2004).

Dans les standards Fairtrade applicables aux acteurs commerciaux, le critère 4.1.8 fait référence à ce critère de l'engagement sur le long terme des partenaires commerciaux. En effet, il s'applique à tous les acteurs commerciaux sur la base des bonnes pratiques volontaires. Il leur recommande notamment de s'engager sur le long terme avec les producteurs afin de promouvoir des relations sur le long terme et permettre aux producteurs de planifier leur production (FI, 2015). Fairtrade spécifie également dans ce critère que l'expression long terme se définit comme une période de deux ans minimum (FI, 2015).

Dans la norme générale du SPP, les critères 5.4.3 et suivants reviennent sur la notion d'engagement à long terme des partenaires commerciaux. Le critère minimal 5.4.3 énonce notamment que l'acheteur final doit s'engager à acheter au minimum 5% de la valeur totale des achats de café certifiés SPP dès la fin de la deuxième année. Ce pourcentage ne peut d'ailleurs pas être réduit. Le critère de progrès continu 5.4.4 propose quant à lui aux acheteurs, après la deuxième année d'achat de café certifié SPP, d'augmenter de 5% par an le montant des achats effectués par l'entreprise dans la même catégorie de produits SPP. L'objectif est ainsi d'atteindre 25% du montant total des achats certifiés SPP de l'acheteur dans une même catégorie de café certifié SPP (SPP Global, 2018a).

4.1.8 Liens entre les critères relatifs à l'engagement à long terme des partenaires commerciaux et les ODD

Ce critère de l'engagement à long terme des partenaires commerciaux n'est pas défini dans les ODD. Indirectement, l'ODD 8 « Travail décent et croissance économique » souligne la nécessité de créer des

conditions d'emploi de qualité aux individus pour stimuler l'économie et une croissance durable (ONU, s. d.). Aussi, ce principe équitable peut être lié à l'ODD 17 « Partenariats pour la réalisation des objectifs » ayant pour mission de renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement. Cet ODD énonce notamment que des investissements à long terme sont nécessaires pour réaliser les ODD (ONU, s. d.). Des liens avec le critère équitable de l'engagement à long terme des partenaires commerciaux peuvent donc être relevés.

4.1.9 Le critère équitable de la capacité à exporter et de la consolidation économique de l'organisation

Le dernier critère équitable à dimension économique prévoit le renforcement de la capacité à exporter et la consolidation économique des organisations du commerce équitable. En effet, les relations commerciales équitables doivent venir en aide aux organisations de producteurs pour les aider à comprendre les conditions et les tendances du marché. Cela développera leurs savoirs, leurs compétences et leurs ressources pour influencer bénéfiquement leurs vies (World Fair Trade Organization et al., 2018). Par exemple, donner accès aux producteurs à des moyens logistiques, administratifs et techniques pour soutenir la commercialisation d'un produit de qualité sur le marché est une mesure à privilégier (Bisaillon, 2008). Elle augmente l'efficacité des exportations et maximise les retombées du commerce équitable pour les producteurs tant sur le plan individuel qu'organisationnel (Bisaillon, 2008).

Les standards Fairtrade applicables aux acteurs commerciaux ont élaboré des critères en vue de renforcer les capacités des producteurs. En effet, la section 4.7 de ces standards a pour objectif d'encourager les acteurs commerciaux à fournir un soutien supplémentaire aux producteurs, au-delà de la transaction commerciale. Cette section contribue donc au développement et à l'autonomisation des producteurs (FI, 2015). Le critère 4.7.1 mis en place en 2015 a vocation à soutenir les priorités des producteurs. Ce critère basé sur les bonnes pratiques volontaires peut être appliqué par tout acteur commercial qui souhaite soutenir le plan de développement Fairtrade (PDF) des producteurs en matière de production ou d'organisation. La somme obtenue est investie par les producteurs dans le secteur qu'ils choisissent. Ce soutien peut également être le paiement d'une prime Fairtrade plus élevée ou prendre la forme de financement, de formation ou de facilitation de partenariats. Le critère 4.7.2, établi en 2015 également, propose aux acteurs commerciaux de s'approvisionner en produits Fairtrade auprès d'organisation de producteurs vulnérables. Ce critère, applicable sur la base des bonnes pratiques volontaires, n'est donc pas obligatoire. De même, le critère 4.7.3 propose aux acteurs commerciaux d'effectuer un lien entre le marché et les producteurs pour faciliter l'accès des producteurs au marché. Ce critère est également fondé sur les bonnes pratiques volontaires. En ce qui concerne les standards Fairtrade applicables aux OPP, la section 4.1 et ses critères imposent aux producteurs,

avant la première année de certification, de planifier et de documenter les activités de renforcement des capacités financées par la prime Fairtrade. Comme il l'a été expliqué dans la section relative au prix juste, la prime Fairtrade est également un moyen de renforcer la capacité des producteurs. Elle leur permet d'investir dans leur développement social et économique en tant qu'organisation (FI, 2019).

De son côté, la norme générale du SPP énonce à la section 4.6 les critères du renforcement du secteur des petits producteurs. Ainsi, les OPP en situation d'incapacité d'exporter ou de commercer doivent pouvoir déléguer leurs activités à d'autres organisations certifiées de manière à renforcer le secteur des petits producteurs (4.6.1 et suivants). Dans ce cas, l'OPP doit démontrer qu'elle contribue au développement et à la consommation au niveau local, tout en bénéficiant à ses membres et en ayant une influence au niveau des politiques publiques (SPP Global, 2018a). Aussi, le critère 6.5.2 relatif à la prime SPP vise également le renforcement organisationnel, productif, commercial, entrepreneurial et des activités des petits producteurs. Comme expliqué dans la section relative au prix juste, la prime SPP a pour objectif de permettre aux producteurs d'investir dans le développement social et économique de leur organisation (SPP Global, 2018a).

4.1.10 Liens entre les critères relatifs à la capacité à exporter et à la consolidation économique et les ODD

Du côté des ODD, certains portent sur le renforcement des capacités des individus, spécifiquement dans les pays en développement. Premièrement, l'ODD 8 « Travail décent et croissance économique » promeut une croissance économique durable et un travail décent pour tous. Sa cible 8.3 promeut également la mise en place de politiques axées sur le développement pour favoriser les activités productives et l'intégration des entreprises dans leur secteur. (ONU, s. d.)

Deuxièmement, l'ODD 9 « Industrie, innovation et infrastructure » promeut une industrialisation durable qui profite à tous. Il a pour objectif d'accroître l'intégration des entreprises des pays en développement dans les chaînes de valeur et sur les marchés (cible 9.3). La cible 9.a de l'ODD 9 énonce également l'objectif de renforcer l'appui financier, technologique et technique aux pays en développement. (ONU, s. d.)

Troisièmement, l'ODD 10 « Inégalités réduites » vise quant à lui la réduction des inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre. Sa cible 10.2 a également pour objectif d'autonomiser tous les individus et de favoriser leur intégration sociale, politique et économique. (ONU, s. d.)

Quatrièmement, l'ODD 12 « Consommation et production responsables » vise quant à lui à établir des modes de consommation et de production durables en réduisant les coûts économiques, environnementaux

et sociaux et en renforçant la compétitivité économique. Sa cible 12.a a notamment pour objectif d'aider les pays en développement à se doter de moyens scientifiques et technologiques pour les orienter vers des modes de consommation et de production durables. Cette dernière est notamment liée à la cible 17.8 de l'ODD 17 qui vise à renforcer l'accès à la technologie et à améliorer l'accès au partage des savoirs. (ONU, s. d.)

Enfin, l'ODD 17 « Partenariats pour la réalisation des objectifs » a pour mission de renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement et de le revitaliser. Il a également établi plusieurs cibles liées au renforcement des capacités (ONU, s. d.). Par exemple, sa cible 17.9 vise à soutenir et renforcer les capacités des pays en développement. Sa cible 17.11 vise à accroître les exportations de pays en développement et la cible 17.12 vise l'accès rapide de tous les pays aux marchés économiques. Des règles préférentielles doivent être appliquées et doivent faciliter l'accès des pays en développement aux marchés (ONU, s. d.). Cela permet donc de faire ressortir des liens entretenus avec le critère équitable de la capacité à exporter et de la consolidation économique de l'organisation.

4.2 Critères à dimension sociale

L'analyse comparative des cahiers des charges des certifications Fairtrade et SPP permettra ici d'évaluer leurs critères à dimension sociale. Leur contenu sera donc décrit et lié aux ODD ayant une dimension sociale afin d'être en mesure de souligner leurs similarités.

4.2.1 Le critère équitable du respect des conditions de travail

La charte internationale du commerce équitable énonçait dans ses principes la nécessité d'offrir un travail décent et de contribuer à améliorer les salaires et les revenus. En effet, les travailleurs doivent, pour vivre dignement, obtenir un revenu grâce au travail effectué. Ainsi, le commerce équitable a pour objectif de faire respecter les réglementations locales et les conventions internationales relatives à la liberté d'association, à la non-discrimination, à la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants. Le commerce équitable vise donc à établir un cadre de travail sain. (World Fair Trade Organization et al., 2018)

Dans les standards Fairtrade applicables aux OPP, la section 3.3 définit les différents critères relatifs aux conditions de travail que les organisations de producteurs doivent remplir en vue de la certification. L'objectif est ici d'assurer aux travailleurs des OPP des bonnes conditions de travail en accord avec les conventions internationales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), considérées comme la référence fondamentale en la matière (FI, 2019). Ainsi, pour prévenir la discrimination à l'égard des travailleurs, des critères centraux et obligatoires ont été élaborés. En effet, les critères 3.3.1 à 3.3.4 se basent

sur la Convention 111 de l'OIT pour imposer aux OPP l'absence de tout type de discrimination, de maltraitance et de violence à l'encontre des travailleurs. Les OPP sont également encouragées à mettre en place des activités pour y remédier dans le PDF. De même, les critères 3.3.5 et suivants relatifs à l'absence de travail forcé ou obligatoire imposent aux OPP de respecter les conventions C29, C105, ONU 2000 et la recommandation 203 de l'OIT sur le travail forcé. À noter que le nouveau critère 3.3.6 ajouté en 2019 vise la remédiation aux situations de travail forcé identifiées avant la première année de certification. Ce critère sera applicable aux OPP déjà certifiées à partir du 1er avril 2021. Les critères 3.3.8 et suivants des standards Fairtrade ont quant à eux pour objectifs d'interdire le travail des enfants et d'assurer leur protection. Les principes des conventions 182 et 138 de l'OIT doivent notamment être obligatoirement appliqués, ce qui implique d'éliminer les pires formes de travail des enfants (3.3.10) et de respecter l'âge minimum d'emploi (3.3.8). Ainsi, les enfants de moins de 15 ans ne peuvent pas être employés dans les OPP (3.3.8). Des partenariats pour scolariser les enfants âgés de moins de 15 ans peuvent être élaborés (3.3.9) et les pires formes de travail et le travail dangereux des enfants de moins de 18 ans doivent être évités (3.3.10). Aussi, les OPP doivent remédier au travail des enfants avant la fin de la première année de certification si des enfants de moins de 15 ans sont employés (3.3.11). Concernant la liberté d'association, les critères centraux 3.3.13 et suivants ont pour objectifs de protéger les travailleurs contre la discrimination lors de l'exercice de leurs droits d'association et de négociation de leurs conditions de travail. Les OPP doivent ainsi respecter les conventions 87 et 98 et la recommandation 143 de l'OIT. Enfin, concernant les conditions d'emploi, les OPP doivent obligatoirement respecter les principes énoncés par les conventions 100 et 110 de l'OIT en matière de rémunération de travailleurs et de leurs conditions d'emploi (FI, 2019). Si plus de dix travailleurs sont employés pendant une période supérieure à un mois, leurs salaires doivent être fixés conformément aux salaires minimaux existants. Ils doivent également être spécifiés dans le contrat, tout comme les fonctions et les conditions d'emploi (3.3.18). Avant la sixième année de certification, les OPP sont également encouragées, sur la base des critères de développement, à instaurer des politiques de congé maternité, de sécurité sociale, d'avantages et de rémunération équitable (3.3.25 et 3.3.26). Conformément à la convention 155 de l'OIT, les accidents du travail doivent être prévenus et les risques doivent être minimisés sur le lieu du travail (3.3.27 à 3.3.36).

Dans la norme générale du SPP, la section 4.9 énonce les critères relatifs aux normes fondamentales du travail. Les critères sont moins détaillés que ceux des standards Fairtrade. Pour autant, le SPP impose à ses OPP de n'employer aucun enfant et de respecter les conventions internationales de l'ONU relatives aux Droits de l'Enfant (4.9.1). De même, pour être certifiée SPP, les OPP doivent s'engager à respecter les lois du travail en vigueur relatives au personnel temporaire, migrant ou permanent. Elles doivent aussi respecter les différentes conventions internationales de l'OIT qui régissent les droits des travailleurs (4.9.2). Enfin,

les OPP doivent favoriser et assurer des conditions de travail adéquates, décentes, égalitaires et non discriminatoires à ses employés (4.9.3). Ainsi, le SPP exige des OPP une conformité aux droits des travailleurs énoncés dans les onze conventions de l'OIT. De même, des critères relatifs à la sécurité au travail et à l'interdiction de toutes formes de pratiques discriminatoires sont imposés par le SPP (4.2.5). Les OPP certifiées doivent également se conformer aux lois nationales et traiter tous les travailleurs de manière égalitaire (4.2.6).

4.2.2 Liens entre les critères relatifs au respect des conditions de travail et les ODD

Les ODD ont également pour vision de garantir à tous les individus des conditions de travail saines et décentes. En effet, l'ODD 5 « Égalité entre les sexes » vise à garantir l'égalité des femmes et leur accès à un travail décent, à créer des cadres juridiques qui favorisent l'égalité des femmes sur le lieu de travail. (ONU, s. d.)

De même, l'ODD 8 « Travail décent et croissance économique » vise à créer des emplois de qualité pour obtenir une croissance économique durable. Les conditions de travail décentes sont un des piliers fondamentaux de cet ODD et vise l'ensemble de la population mondiale en âge de travailler. Sa cible 8.5 a pour objectif de garantir aux femmes et aux hommes un travail décent et un salaire égalitaire. Sa cible 8.7 vise à supprimer le travail forcé et à interdire le travail des enfants. Enfin, sa cible 8.8 a pour objectif de défendre les droits des travailleurs, notamment ceux ayant un emploi précaire, et d'assurer leur protection. (ONU, s. d.)

Enfin, l'ODD 10 « Inégalités réduites » vise également le principe de non-discrimination. Sa cible 10.2 vise à autonomiser les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique indépendamment, par exemple, de leur âge, de leur sexe, de leur appartenance ethnique et de leur origine. (ONU, s. d.)

4.2.3 Le critère équitable de la contribution du commerce équitable au développement social

Dans la charte internationale du commerce équitable de 2018, le commerce équitable est défini comme un moyen qui permet aux groupes défavorisés de travailler sur les changements nécessaires à leur communauté, selon leur situation et leur contexte. Les producteurs doivent ainsi utiliser les revenus issus du commerce équitable pour améliorer leurs conditions sociales, économiques et environnementales. En effet, dans son principe « Créer des conditions favorables au commerce équitable », la charte énonce que le commerce équitable doit permettre aux producteurs et aux travailleurs d'améliorer leur situation dans la durée. De même, elle énonce que l'objectif du commerce équitable est de renforcer le capital social pour soutenir l'éducation, la santé et les infrastructures sociales des communautés de producteurs. On retrouve également

dans ce critère du développement social l'importance d'autonomiser les femmes pour qu'elles soient en mesure de bénéficier des opportunités de développement social et économique. Ainsi, les producteurs et les travailleurs du commerce équitable doivent promouvoir l'égalité des sexes dans leur modèle de développement social. (World Fair Trade Organization et al., 2018)

Dans les standards Fairtrade applicables aux OPP, la section 4.1 énonce les différents critères permettant leur développement. Fairtrade précise que l'objectif est d'assurer que les petits producteurs, leurs travailleurs et leurs familles sont les réels bénéficiaires du commerce équitable (FI, 2019). Ainsi, la prime Fairtrade permet aux OPP d'investir dans le développement social et économique des communautés (FI, 2019). Depuis 2019, les OPP doivent identifier les besoins de développement de leur organisation avant la fin de la première année de certification (4.1.1). Elles doivent également planifier et documenter les activités qui visent à promouvoir le progrès dans l'organisation pour les travailleurs ou la communauté. Il s'agit ici de rédiger le PDF (4.1.2). Ce critère vise notamment à stimuler la participation des membres dans leur communauté (FLO, 2019). Le PDF doit être approuvé par l'assemblée générale de l'organisation afin de garantir une prise de décision transparente (4.1.7). Comme il a été évoqué dans la section relative au prix juste, la prime Fairtrade permet aux producteurs d'investir dans le développement social et économique de leurs organisations et communautés (FI, 2019). Ainsi, depuis 2019, l'OPP doit prévoir quelles activités seront financées par la prime Fairtrade dans le PDF (4.1.4). Un audit financier peut être imposé sur l'utilisation de cette prime dans certains cas (4.1.6). Un rapport d'utilisation de la prime Fairtrade doit également être émis tous les ans depuis 2019 pour documenter son utilisation et sa gestion responsable (4.1.10 et 4.1.11). Deux critères de développement des OPP visent la participation des travailleurs employés à l'élaboration du PDF (4.1.13) et à ce que les travailleurs puissent également bénéficier de la prime Fairtrade et du développement social qui suit.

Pour le SPP, la norme générale énonce que la prime du SPP est destinée au renforcement organisationnel, productif, commercial, entrepreneurial et aux activités participant au bien-être des familles de producteurs et à leurs communautés (6.2). Pour cela, l'OPP doit adopter des politiques visant à présenter la gestion de la prime SPP et devra être approuvée par l'assemblée générale de l'organisation (6.2.5). De même, le SPP énonce que les OPP certifiées doivent encourager les avancées en termes de sécurité alimentaire, d'alimentation saine et nutritive, de conditions sanitaires appropriées, et d'accès à l'éducation consciente et adéquate (4.8.1). L'OPP doit également démontrer que ses activités favorisent la connaissance et la conscience de ses membres et son influence en matière de politique et de mouvements sociaux. En effet, il s'agit de renforcer le secteur des petits producteurs, du commerce équitable et de la production durable (4.8.3).

4.2.4 Liens entre les critères relatifs à la contribution du commerce équitable au développement social et les ODD

Du côté du développement durable, trois ODD ont pour objectif d'assurer le développement social, économique et politique des populations mondiales. En effet, l'ODD 1 « Pas de pauvreté » énonce que la pauvreté s'exprime également à travers l'accès limité à l'éducation et aux services de base, à travers la discrimination et l'exclusion sociale (ONU, s. d.). Ainsi, la croissance économique doit créer des emplois durables, promouvoir l'égalité et mettre en œuvre des systèmes de protection sociale. La cible 1.3 vise notamment à instaurer des systèmes de protection sociale pour tous et adaptés à chaque contexte national pour les personnes vulnérables (ONU, s. d.). Enfin, l'ODD 5 « Égalité entre les sexes » vise à promouvoir l'égalité des femmes (ONU, s. d.). Ces liens permettent de lier les ODD au principe équitable de la contribution au développement social.

4.2.5 Le critère équitable du statut de petit producteur

La charte internationale du commerce équitable de 2018 énonce les principes selon lesquels le commerce équitable parviendrait à instaurer une croissance économique plus inclusive. Celle-ci améliorerait les conditions de vie des producteurs et des travailleurs (World Fair Trade Organization et al., 2018). La charte fait également référence de nombreuses fois aux petits producteurs, mais il est intéressant de comprendre en quoi cette expression est particulière dans le mouvement du commerce équitable. En effet, certains standards d'organisations du commerce équitable ne sont destinés qu'aux OPP. Pourtant, elles les définissent de manières différentes bien qu'elles fassent référence à des producteurs marginalisés et vulnérables dans les pays les moins avancés.

Dans les standards Fairtrade applicables aux OPP, les petits producteurs sont définis comme étant

« des agriculteurs qui ne dépendent pas structurellement de main-d'œuvre permanente et qui gèrent leur activité de production principalement avec de la main-d'œuvre familiale » (FI, 2019).

Les organisations de producteurs sont quant à elles définies comme « une organisation de petits producteurs dont les membres légaux sont de petits agriculteurs individuels » (FI, 2019). La section 1.2 est destinée à la définition du statut des OPP. Depuis 2019, une organisation peut être reconnue comme une OPP si les deux tiers de ses membres sont des petits producteurs (1.2.1). Dans le domaine du café, les petits producteurs pourront obtenir la certification s'ils remplissent les critères suivants : (1) ce sont les membres et la famille qui exploitent la ferme; (2) les membres et leurs familles effectuent les travaux agricoles; (3) aucun travailleur n'est engagé sur une base continue et les membres travaillent pour leur propre compte; (4) la

main-d'œuvre permanente n'est autorisée que dans certaines circonstances particulières détaillées dans les standards. Les petits producteurs se caractérisent donc majoritairement par une agriculture familiale à petite échelle. Depuis 2019, la taille maximale des terres cultivées par un petit producteur ne peut pas dépasser 30 hectares (1.2.2) et au minimum deux tiers du volume vendu d'un produit Fairtrade doivent avoir été produits par des petits producteurs (1.2.3).

Dans le cahier des charges du SPP, la section 4.1 énonce également les critères permettant aux organisations d'être certifiées comme une OPP. Ainsi, 85% des producteurs de café d'une organisation de producteurs souhaitant être certifiés OPP ne doit pas dépasser 15 hectares d'unité de production et seuls 15% peuvent atteindre jusqu'à 30 hectares d'unité de production (4.1.1a). Aussi, les moyens de production utilisés par les producteurs ne peuvent appartenir à l'acheteur final, à l'intermédiaire ou aux entreprises sous-traitantes. Le producteur doit donc exploiter son unité de production à l'aide de sa propre main d'œuvre, celle de sa famille ou d'échanges professionnels communautaires. Seule la moitié de la main-d'œuvre peut être contractée à des tiers en période de récolte et une autre quantité de main d'œuvre est permise dans des situations précises similaires à celles des standards Fairtrade (4.1.1b). Enfin, la totalité des produits certifiés SPP vendus doit provenir des membres de l'OPP. La production effectuée par des non-membres de l'OPP est permise s'il s'agit d'autres OPP certifiées SPP (4.1.1c).

4.2.6 Liens entre les critères relatifs au statut de petit producteur et les ODD

Certains ODD ont pour objectif de soutenir les communautés les plus vulnérables dans les pays en développement. En effet, l'ODD 10 « Inégalités réduites » et sa cible 10.a visent à appliquer un traitement spécial et différencié pour les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés. De même, l'ODD 17 « Partenariats pour la réalisation des objectifs » et sa cible 17.9 vise le renforcement des capacités et le soutien au renforcement des capacités des pays en développement en vue de rendre le développement plus durable. (ONU, s. d.) Il est donc possible de lier les critères relatifs au statut des petits producteurs à ces deux ODD.

4.3 Critères à dimension gouvernance

L'analyse comparative des cahiers des charges des certifications Fairtrade et SPP permettra ici de se pencher sur leurs critères ayant une dimension de gouvernance. Leur contenu sera décrit et lié aux ODD qui ont également trait à la dimension « gouvernance » du développement durable afin d'être en mesure de lier leurs similarités.

4.3.1 Le critère équitable de la démocratie, participation et non-discrimination

La charte internationale du commerce équitable (2018) énonce que le commerce équitable promeut le respect des conventions internationales, de liberté d'association et de négociation collective. Elle milite en faveur de l'élimination de toute discrimination. Pour atteindre cet objectif, les producteurs peuvent se construire autour d'organisations démocratiques et transparentes. Ces dernières doivent veiller à la participation effective des membres au fonctionnement de l'organisation (World Fair Trade Organization et al., 2018). Aucune discrimination relative à l'intégration de nouveaux membres et à leur participation dans l'organisation ne peut être tolérée (Bisaillon, 2008). De même, la charte énonce l'importance de respecter le principe de non-discrimination en veillant à l'égalité des sexes dans les activités et en incluant les femmes dans les processus de prise de décision (World Fair Trade Organization et al., 2018 ; Bisaillon, 2008). Ainsi, les petits producteurs et leurs travailleurs doivent avoir la possibilité de participer aux processus de décision dans l'organisation, afin d'avoir un rôle proactif dans celle-ci (World Fair Trade Organization et al., 2018).

Dans les standards Fairtrade applicables aux OPP, la section 4.2 énonce une série de critères relatifs à la démocratie, à la participation et à la transparence. Ces critères ont pour objectif de veiller à ce que les OPP facilitent le développement social et économique de leurs membres pour assurer une répartition équitable des avantages Fairtrade (FI, 2019). Pour cela, la structure de l'OPP doit être démocratique et avoir une administration transparente pour assurer un contrôle de la gestion par les membres. L'OPP doit ainsi veiller à améliorer ses pratiques pour maximiser la participation de ses membres (FI, 2019). Dans ce sens, Fairtrade suit les recommandations de l'OIT et les applique aux OPP certifiées Fairtrade. Depuis la modification des standards en 2019, de nouveaux critères centraux sont étudiés à l'entrée de la certification. Le critère 4.2.1 exige, entre autres, que l'OPP se structure autour d'une assemblée générale (organe décisionnel), avec des droits de vote égaux pour tous les membres et un conseil choisi lors d'élections libres, justes et transparentes. Les situations dans lesquelles les pouvoirs sont concentrés dans les mains des mêmes personnes doivent être évitées (FI, 2019). Ce critère sera applicable aux OPP déjà certifiées au 1er avril 2021. Récemment, Fairtrade exige des OPP qu'elles créent un comité de surveillance qui permet de superviser l'administration générale de l'organisation, d'améliorer sa transparence et le contrôle exercé par les membres (4.2.11). La certification appliquera ce critère aux OPP déjà certifiées le 1er avril 2021. Fairtrade recommande ensuite aux OPP d'expliquer à leurs membres les moyens à leur disposition pour participer à la prise de décision dans l'organisation. Ce n'est cependant qu'un critère de développement, non obligatoire (4.2.14). De plus, dans la section 4.3 des mêmes standards, Fairtrade énonce le principe de non-discrimination pour prévenir la discrimination dans les OPP et favoriser une adhésion inclusive. Comme critères centraux à l'entrée de la certification, Fairtrade exige de la part des OPP l'absence de tout type de discrimination des membres dans la participation politique, économique et sociale de l'organisation (4.3.1).

Fairtrade exige également des règles d'adhésion non discriminatoires (4.3.2). Pour aller plus loin, Fairtrade propose des critères de développement qui visent à identifier des groupes défavorisés et minoritaires (4.3.3) en vue de créer des activités destinées à accroître leur participation dans l'organisation (4.3.5). Les OPP sont également invitées à élaborer des politiques de genre visant l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes et la participation active de celles-ci dans la prise de décision (4.3.4).

Dans la norme générale du SPP, la section 4.2 relative aux critères organisationnels revient sur la structure que l'OPP doit construire. Une grande majorité des critères de cette section sont des critères critiques, c'est-à-dire qu'ils sont obligatoires et seront dans tous les cas examinés. Ainsi, l'OPP doit se structurer autour d'une assemblée générale qui se réunit au moins une fois par an, et intégrée par tous les membres de l'organisation de façon directe ou par représentation indirecte (4.2.2). L'OPP doit également être composée d'un conseil d'administration pour suivre et superviser le fonctionnement de l'OPP et assurer sa transparence (4.2.3). La prise de décision de l'OPP doit également être indépendante des partis politiques, des gouvernements et des partenaires commerciaux (4.2.5). Concernant le principe de non-discrimination, l'OPP ne peut exercer tout type de discrimination de ses membres ou travailleurs dans ses organes décisionnels (4.2.5). En guise de critère continu, les documents relatifs au fonctionnement des organes décisionnels doivent pouvoir être consultés par tous les membres de l'organisation (4.2.7). Des activités peuvent être élaborées pour encourager la participation équitable des hommes et des femmes dans la prise de décision (4.2.8) et pour sensibiliser les membres aux problématiques spécifiques de la femme et des groupes minoritaires (4.2.9). Ainsi, comme elle le mentionne dans sa déclaration de principes et de valeurs, la certification SPP fonde ses standards sur le principe de la démocratie participative. Elle instaure des critères de participation égalitaires et constants pour tous les membres de l'organisation (3.1). Les standards sont également fondés sur le principe de l'équité. Ils promeuvent la participation équitable des différentes parties de la population dans les organes décisionnels (3.6), et sur le principe de la transparence pour des règles et des prises de décisions claires pour les membres de l'organisation (3.7).

4.3.2 Liens entre les critères relatifs à la démocratie, participation et non-discrimination et les ODD

Du côté des ODD, plusieurs d'entre eux reviennent sur le critère d'égalité des sexes, de non-discrimination et d'autonomisation des populations des pays en développement. En effet, l'ODD 1 « Pas de pauvreté » vise à éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde. Il énonce que la pauvreté s'exprime également par la discrimination, l'exclusion sociale et l'absence de participation à la prise de décision. (ONU, s. d.)

De même, l'ODD 5 « Égalité entre les sexes » vise, entre autres, à garantir l'égalité d'accès des femmes à la représentation dans le processus de prise de décision politique et économique. Sa cible 5.5 vise notamment à garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès égal aux fonctions de direction dans les prises de décision de la vie politique, économique et publique. La cible 5.c vise même à faire adopter des politiques en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. (ONU, s. d.)

Aussi, dans l'ODD 10 « Inégalités réduites », la cible 10.2 vise à autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, sans discriminations relative à leur âge, sexe, appartenance ethnique, origine, religion et statut économique (ONU, s. d.). On voit ici une parenté claire entre commerce équitable et développement durable. Le principe de démocratie, de participation et de non-discrimination peut donc être lié aux ODD.

4.3.3 Le critère équitable de la sensibilisation des consommateurs au commerce équitable

La charte internationale du commerce équitable de 2018 énonce comme principe fondamental du commerce équitable la sensibilisation des consommateurs au pouvoir qu'ils détiennent par leurs choix de consommation. Les organisations s'engagent donc à informer les consommateurs de l'impact de leurs actes pour éveiller leur conscience, s'enligner vers une consommation responsable et construire un commerce alternatif et plus équitable. (World Fair Trade Organization et al., 2018)

Dans les standards Fairtrade applicables aux OPP, aucun critère ne fait référence à ce critère équitable. Seul un passage relatif à la théorie du changement énonce la sensibilisation des citoyens et des consommateurs au commerce équitable (FLO, 2019). Dans les standards Fairtrade applicables aux acteurs commerciaux, l'introduction énonce que pour atteindre ses objectifs et ses principes, les pratiques commerciales et le comportement des consommateurs doivent être modifiés (FLO, 2015). Bien qu'aucune référence ne soit faite dans les standards, Fairtrade est reconnue pour mener des plaidoyers en vue de modifier les règles du commerce mondial. Aussi, elle entreprend des actions de sensibilisation des citoyens aux modes de consommation durables comme il l'a été mentionné dans le chapitre 1 (Commerce Équitable France et al., 2019).

Concernant la certification SPP, aucune référence n'est incluse dans la norme générale ou la déclaration de principes et de valeurs. Pour autant, le SPP est également reconnu pour promouvoir le commerce équitable auprès des consommateurs et les sensibiliser (Commerce Équitable France et al., 2019).

4.3.4 Liens entre les critères relatifs à la sensibilisation des consommateurs au commerce équitable et les ODD

Plusieurs ODD viennent exprimer la nécessité d'impliquer les consommateurs. En effet, L'ODD 12 « Consommation et production responsables » énonce la nécessité d'éduquer les consommateurs à la consommation durable en leur fournissant les informations adéquates et en s'engageant dans des marchés publics durables. La cible 12.1 vise à ce que tous les pays participent à l'élaboration d'une consommation et d'une production durables. Sa cible 12.8 vise notamment à ce que tous les individus dans le monde puissent obtenir les informations nécessaires au développement durable. (ONU, s. d.) Il est donc possible de lier les actions de plaidoyers et de sensibilisation des deux certifications à l'ODD 12.

4.3.5 Le critère équitable de l'influence des institutions nationales et internationales

La charte internationale du commerce équitable de 2018 énonce également comme principe fondamental du commerce équitable l'influence exercée sur les politiques publiques. Pour valoriser l'impact des activités menées par les organisations du commerce équitable, ces dernières font campagne auprès des institutions nationales et internationales afin de les influencer. Les politiques publiques peuvent encourager les entreprises à s'impliquer dans le commerce équitable, elles voient donc ici l'opportunité de modifier les règles du commerce international conventionnel. La charte énonce même que le mouvement du commerce équitable souhaite travailler avec les gouvernements et le secteur privé pour réaliser les ODD. (World Fair Trade Organization et al., 2018)

En ce qui concerne Fairtrade, quelques références à ce principe sont incorporées dans les standards applicables aux OPP. La théorie du changement énonce que Fairtrade s'engage à sensibiliser les entreprises et les décideurs politiques au commerce équitable (FI, 2019). L'introduction des standards exprime également que les valeurs et les principes du commerce équitable sont mieux intégrés dans les pratiques commerciales et les cadres politiques (FI, 2019). Enfin, ces standards énoncent qu'ils ont pour objectif « d'encourager le développement durable et la réduction de la pauvreté grâce à un commerce plus équitable » (FI, 2019).

Dans la norme générale du SPP, le critère 4.8.3 énonce que l'OPP doit démontrer qu'elle bénéficie à ses membres en influençant les politiques publiques (SPP Global, 2018a ; Commerce Équitable France et al., 2019). Dans la déclaration de principes et de valeurs, le principe d'autogestion énonce que les OPP doivent promouvoir leurs droits et leurs intérêts en participant activement à influencer les politiques publiques et privées (SPP Global, 2018b).

4.3.6 Liens entre les critères relatifs à l'influence des institutions nationales et internationales et les ODD

Concernant les ODD qui visent à encourager les politiques publiques et les entreprises privées à s'engager dans une économie durable et responsable, on retrouve l'ODD 12 qui partage cet objectif (ONU, s. d.). En effet, l'ODD 12 « Consommation et production responsables » et ses cibles 12.6 et 12.7 visent respectivement à encourager les multinationales à adopter des pratiques durables et à les promouvoir dans le cadre des marchés publics (ONU, s. d.). Ces liens permettent donc de lier les ODD au principe équitable de l'influence exercée sur les politiques publiques.

4.4 Critères à dimension environnementale

L'analyse comparative des cahiers des charges des certifications Fairtrade et SPP se terminera par les critères ayant une dimension environnementale. Leur contenu sera décrit et lié aux ODD à dimension environnementale afin d'être en mesure de souligner leurs similarités.

4.4.1 Le critère équitable de la protection de l'environnement et de la biodiversité

La charte internationale du commerce équitable affirme comme piliers fondamentaux du commerce équitable la protection de l'environnement et la viabilité à long terme des ressources naturelles et de la biodiversité. Les pratiques à favoriser doivent avoir pour objectif de rendre les ressources naturelles durables, de renforcer la biodiversité et de protéger les sols et les ressources en eau. Elle ajoute également que les petits agriculteurs sont particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques. Mettre en œuvre des stratégies d'adaptation est important afin de les soutenir dans un développement soutenable. (World Fair Trade Organization et al., 2018)

Dans les standards Fairtrade applicables aux OPP, une section complète est destinée au développement environnemental de l'OPP. En effet, la section 3.2 a pour objectif de s'assurer que les membres de l'OPP certifiée respectent des pratiques environnementales durables pour protéger la biodiversité et les services écologiques. En matière de gestion environnementale, l'objectif de Fairtrade est de s'assurer que les OPP mettent en place des actions pour fonder un système de production durable et renforcer les capacités des producteurs (FI, 2019). Ainsi, un responsable doit être employé pour administrer le développement environnemental de l'organisation (3.2.1). En termes de biodiversité, Fairtrade vise à encourager la conservation de l'eau et la fertilité des sols (FI, 2019). L'OPP doit donc éviter les impacts négatifs des activités de production dans les zones protégées et à haute valeur de conservation. Elles doivent également se conformer à la législation nationale en matière d'utilisation des terres agricoles (3.2.30). Depuis 2019,

deux nouveaux critères centraux obligatoires ont fait leur apparition. Il s'agit de la protection des forêts et de la végétation (3.2.31), et de la prévention obligatoire de la déforestation dans les unités de production après la première année de certification (3.2.32). D'autres critères de développement non obligatoires visent à améliorer la biodiversité et l'entretien des zones tampons en adoptant des mesures avant la sixième année de certification (3.2.33 et 3.2.34). Aussi, Fairtrade a instauré des critères de développement qui visent la sensibilisation des membres de l'OPP aux espèces rares et menacées et aux espèces exotiques envahissantes (3.2.36 et 3.2.37). Enfin, Fairtrade a instauré différents critères relatifs aux sols et à l'eau afin d'assurer la durabilité du système de production. Depuis 2019, l'identification des sources d'eau et des terres menacées par l'érosion du sol et la mise en œuvre de mesures préventives sont des critères centraux obligatoires que l'OPP doit remplir avant la troisième année de certification (3.2.20 et 3.2.24). En termes de critères de développement à appliquer avant la sixième année de certification, les OPP sont invitées à former leurs membres sur la prévention de l'érosion des sols (3.2.21) et sur l'utilisation d'engrais (3.2.22). Également sur la disponibilité de l'eau (3.2.25) et sur le traitement des eaux usées et leurs risques pour la santé (3.2.28 et 3.2.29). Depuis 2019, des critères relatifs aux mesures à prendre pour améliorer la fertilité des sols (3.2.23). Des formations sur l'utilisation durable de l'eau (3.2.26 et 3.2.27) peuvent être mises en place non obligatoirement avant la troisième année de certification.

Du côté du SPP, la section 4.7 de la norme générale est dédiée aux critères existants en termes d'environnement et de santé humaine. Elle commence par énoncer que la certification SPP de produits ne peut être autorisée que pour des produits qui ont une certification biologique reconnue (SPP Global, 2018a). Toutefois, ce critère est transitoire. De nouveaux critères environnementaux et de santé humaine seront publiés courant 2020 (SPP Global, 2018a). Les exigences environnementales sont donc moins détaillées, mais les nouveaux critères à venir les renforceront certainement. Pour autant, le SPP recommande en tant que critère de progrès continu que les OPP démontrent leur engagement environnemental à travers le respect, la conservation et la récupération de l'environnement (SPP Global, 2018a). Elles sont ainsi invitées à instaurer des pratiques de mitigation contre le changement climatique, à conserver la biodiversité et les sols, à entretenir les forêts, et à manipuler avec soin les ressources en eau (4.7.5). Les critères environnementaux de la certification sont attachés à la déclaration de principes et de valeurs qui y consacre des sections spécifiques. En effet, sa section 5.1 rappelle que les OPP doivent respecter l'environnement, la flore et la faune, l'équilibre écologique, l'utilisation des ressources naturelles et leur régénération. Ce doit être un principe sur lequel l'OPP se fonde pour le bien des générations futures (SPP Global, 2018b).

4.4.2 Liens entre les critères relatifs à la protection de l'environnement et de la biodiversité et les ODD

Bien évidemment, les ODD ont également pour objectifs de lutter contre les effets du réchauffement climatique et intègrent des stratégies pour y parvenir. D'abord, la cible 2.4 de l'ODD 2 « Faim zéro » vise à instaurer des pratiques agricoles résilientes afin d'accroître la productivité et contribuer à la préservation des écosystèmes. De cette manière, les capacités d'adaptation aux changements climatiques seraient renforcées tout en améliorant la qualité des sols cultivés. (ONU, s. d.)

De plus, l'ODD 6 « Eau propre et assainissement » vise à garantir l'accès de tous aux services d'eau et d'assainissement géré durablement (ONU, s. d.). Pour cela, sa cible 6.4 vise à augmenter l'utilisation rationnelle des ressources en eau et la viabilité de l'approvisionnement en eau douce. La cible 6.5 vise à instaurer une gestion intégrée des ressources en eau et la cible 6.6 à protéger et à restaurer les écosystèmes liés à l'eau. De même, les cibles 6.a et 6.b visent à améliorer la coopération internationale afin de renforcer les capacités des pays en développement et des populations locales. L'objectif est de les aider à instaurer des programmes liés à la collecte de l'eau, à son utilisation rationnelle, à son recyclage et à sa réutilisation. (ONU, s. d.)

Aussi, l'ODD 12 « Consommation et production responsables » vise également, dans sa cible 12.2, à instaurer une gestion durable et une utilisation rationnelle des ressources. L'ODD 13 « Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques » vise une série de mesures pour atténuer les effets des changements climatiques dans les pays, notamment les pays les plus pauvres qui sont les plus vulnérables. (ONU, s. d.)

Enfin, l'ODD 15 « Vie terrestre » vise notamment à préserver et à renforcer les écosystèmes terrestres et à les exploiter durablement. Il vise également la gestion viable des forêts afin de lutter contre la désertification, la dégradation des sols et l'appauvrissement de la biodiversité (ONU, s. d.). La cible 15.1 vise à garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres et d'eau douce ainsi que les services connexes de manière à respecter les accords internationaux en la matière. Les cibles 15.2 et 15.3 visent quant à elles à promouvoir la gestion durable des forêts et leur restauration ainsi qu'à lutter contre la dégradation des sols. Enfin, la cible 15.9 a pour objectif d'intégrer dans la planification et les mécanismes de développement la protection des écosystèmes et de la biodiversité (ONU, s. d.). Cette analyse des ODD et du principe équitable de la protection de l'environnement et de la biodiversité fait ainsi ressortir leurs affinités.

4.4.3 Le critère équitable de la réduction des impacts des activités

Dans son critère de protection de l'environnement et de la biodiversité, la charte internationale du commerce équitable affirme la nécessité de réduire la consommation d'énergie, les émissions de gaz à effet de serre et la quantité de déchets. Elle énonce même que cette responsabilité relève de tous les acteurs de la chaîne de production, de distribution et de consommation. Le commerce équitable s'engage ainsi à garantir que le coût réel des bonnes pratiques en matière d'environnement se reflète dans les prix et les termes de l'échange. (World Fair Trade Organization et al., 2018)

Dans les standards Fairtrade applicables aux OPP, la même section 3.2 comporte des critères relatifs à l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de ses effets. Pour la certification Fairtrade, l'agriculture est vulnérable aux changements climatiques, mais peut participer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre en augmentant les puits de carbone et en maintenant les habitats naturels (FI, 2019). Elle prévoit notamment des critères de développement non obligatoires visant à sensibiliser les membres des OPP aux bonnes pratiques. Par exemple, la réutilisation des déchets organiques et leur élimination avant la troisième année de certification (3.2.40). De même, elle propose une utilisation efficace de l'énergie en remplaçant les sources d'énergie par des sources renouvelables (3.2.43). Depuis 2019, de nouveaux critères de développement sont apparus et visent l'adoption de mesures d'adaptation au changement climatique (3.2.42) et de réduction des émissions de gaz à effet de serre (3.2.44) avant la troisième année de certification.

La norme générale du SPP, dans sa section 4.7 relative aux exigences environnementales, recommande en tant que critère de progrès continu que les OPP démontrent leur engagement environnemental à travers la capacité de capture du carbone (4.7.5).

4.4.4 Liens entre les critères relatifs à la réduction des impacts des activités et les ODD

Cette idée se reflète dans les ODD à plusieurs reprises. En effet, l'ODD 7 « Énergie propre et d'un coût abordable » vise l'augmentation de l'efficacité énergétique. Ses deux cibles 7.2 et 7.a visent à accroître les énergies renouvelables au niveau mondial, en renforçant notamment la coopération internationale pour faciliter l'accès à l'énergie renouvelable et à l'efficacité énergétique. (ONU, s. d.)

Également, l'ODD 12 « Consommation et production responsables » et sa cible 12.3 visent à réduire à l'échelle mondiale le volume des déchets alimentaires tout au long de la chaîne de production. Les cibles 12.4 et 12.5 visent également à instaurer une gestion écologiquement rationnelle des déchets, à réduire les

déversements dans l'air, le sol et l'eau pour en minimiser les effets sur l'environnement. Elles visent aussi à prévenir, à réduire, à recycler et à réutiliser les déchets. (ONU, s. d.)

Enfin, l'ODD 13 « Lutte contre les changements climatiques » vient également établir des cibles en vue de réduire l'impact des activités sur l'environnement. En effet, ses cibles 13.1 et 13.3 visent à renforcer la résilience et les capacités d'adaptation aux changements climatiques et à améliorer l'éducation et la sensibilisation des individus à ces changements. L'objectif de réduction des impacts des activités se retrouve à la fois dans les principes équitables et dans les ODD.

4.4.5 Le critère équitable de l'interdiction des substances dangereuses

Bien que ce critère ne soit pas explicitement consacré dans la charte internationale du commerce équitable, les deux certifications étudiées font référence dans leurs cahiers des charges aux substances dangereuses et à leur utilisation.

La certification Fairtrade détaille dans ses standards applicables aux OPP une série de critères relatifs aux produits dangereux dans la section 3.2 dédiée au développement environnemental des OPP. Elle a ainsi pour objectif de renforcer la durabilité des systèmes de production locaux en réduisant leurs dépendances aux intrants extérieurs. Elle souhaite également réduire les risques liés à la manipulation des pesticides et réduire leur utilisation dans les zones de production certifiées Fairtrade (FI, 2019). Concernant les déchets de matières considérées comme dangereuses, Fairtrade a pour critères centraux de préserver les membres des OPP et leurs fermes des déchets dangereux. Les OPP doivent favoriser le stockage et l'élimination des déchets dangereux (3.2.38), interdire l'utilisation de pesticides et de produits dangereux à moins de dix mètres d'une activité humaine en cours (3.2.7) avant la première année de certification. Également, les OPP doivent former leurs membres à la manipulation sans risques des matières dangereuses (3.2.4) et à l'utilisation des équipements de protection individuelle (3.2.5) avant la troisième année de certification. Elle impose le stockage centralisé des matières dangereuses (3.2.9), la prévention et le traitement des accidents de déversement avant la sixième année de certification (3.2.12). Fairtrade impose le choix des pesticides utilisés dans les lieux de production (3.2.15) selon les listes créées à cette fin. Depuis 2019, elle a instauré un critère de sensibilisation des membres aux risques liés aux matières dangereuses avant la troisième année de certification de l'OPP (3.2.6). En guise de critère de développement, la certification Fairtrade a mis en place des critères relatifs aux zones désignées pour le stockage et l'élimination des déchets dangereux (3.2.39), à la formation intégrée des nuisibles et à l'application responsables des pesticides (3.2.2 et 3.2.3). Depuis 2019, Fairtrade recommande de minimiser l'utilisation des herbicides (3.2.19).

La norme générale de la certification SPP impose d'abord dans son critère transitoire de la section 4.7 sur les exigences environnementales que pour être en mesure d'être certifié SPP, les produits doivent d'abord être certifiés biologiques (SPP Global, 2018a). Cela indique ainsi que le nombre de substances chimiques, notamment les pesticides et les fertilisants, est réduit dans les produits certifiés SPP. Ce critère est cependant sujet à certains changements qui seront dévoilés courant 2020 (SPP Global, 2018a). De plus, la certification SPP interdit que les membres des OPP utilisent des substances présentes dans sa liste de produits interdits dans la fabrication de produits certifiés SPP (4.7.1). Les OPP doivent ainsi assumer la responsabilité de n'utiliser aucun produit prohibé par des règlements de production régionale ou de destination des produits vendus (4.7.2). Aussi, les membres des OPP se voient interdire l'usage de produits nocifs pour l'environnement et la santé humaine, référencés dans la liste des produits interdits du SPP et dans les réglementations régionales ou de destination des produits (4.7.3). De cette manière, si les lois nationales ou du pays de destination des produits sont plus exigeantes, alors l'OPP devra se conformer à celles-ci, y compris pour les produits non certifiés SPP (SPP Global, 2018a).

4.4.6 Liens entre les critères relatifs à l'interdiction des substances dangereuses et les ODD

Au niveau du développement durable, l'ODD 12 « Consommation et production responsables » et sa cible 12.4 visent à instaurer une gestion écologique rationnelle des produits chimiques et de leurs déchets tout au long de leur cycle de vie. Leur déversement dans l'air, l'eau et le sol doivent être réduits pour minimiser leurs impacts sur la santé et l'environnement (ONU, s. d.). Les ODD reprennent donc également la nécessité d'interdire l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les activités de production.

4.4.7 Le critère équitable de l'interdiction des organismes génétiquement modifiés

Les deux certifications étudiées font chacune référence dans leurs cahiers des charges aux organismes génétiquement modifiés (OGM) et visent à les interdire dans les unités de production. Ainsi les certifications étudiées encouragent des pratiques d'agriculture durables, respectueuses de l'environnement et qui permettent aux agriculteurs de s'adapter aux changements climatiques. Ce critère d'interdiction des OGM n'est pas clairement consacré dans la charte internationale du commerce équitable, mais découle des principes liés au respect de l'environnement. Étant donné que le commerce équitable favorise des pratiques agricoles durables et respectueuses de l'environnement, ce point est intéressant à soulever (World Fair Trade Organization et al., 2018).

Dans ses standards applicables aux OPP, Fairtrade dédie une partie de sa section 3.2 « Développement environnemental » aux OGM. Fairtrade a pour objectif de « faire en sorte que les cultures génétiquement modifiées ne soient pas utilisées intentionnellement dans les cultures Fairtrade » (FI, 2019). En effet,

Fairtrade les considère comme des pratiques non durables à long terme. Elles augmentent la dépendance des agriculteurs aux intrants sans les encourager à adopter une approche intégrée du système de production et ont des impacts négatifs sur la santé (FI, 2019). Ainsi, Fairtrade énonce comme critère central, dès la demande de certification, l'interdiction d'utiliser intentionnellement des semences ou du matériel de plantation génétiquement modifiés (3.2.41). Aussi, des pratiques visant à éviter la contamination d'OGM des stocks de semences doivent être implantées (3.2.41). Cette certification ne permet pas la production parallèle de variétés d'OGM et non-OGM dans les cultures certifiées, même si certains produits ne sont pas destinés au marché Fairtrade. Les OPP sont également encouragées à créer un programme de sensibilisation aux espèces et aux variétés d'OGM utilisées dans la région de l'OPP (FI, 2019).

En ce qui concerne la certification SPP, seul le critère 4.7.4 de la norme générale énonce que les OGM et les intrants élaborés à partir de ceux-ci sont interdits dans les cultures certifiées SPP.

4.4.8 Liens entre les critères relatifs à l'interdiction des organismes génétiquement modifiés et les ODD

Les ODD ne font quant à eux pas spécifiquement référence à l'utilisation d'OGM. Les cibles 2.5 et 2.a de l'ODD 2 « Faim zéro » énoncent l'importance de préserver la diversité génétique des semences et des cultures au moyen de banques de gènes de plantes (ONU, s. d.). Ces ressources renforceraient les capacités productives agricoles des pays en développement et favoriseraient l'accès aux avantages de l'utilisation de ressources génétiques (ONU, s. d.). Le terme OGM n'est toutefois pas explicitement utilisé bien que les ODD 6, 7, 11, 12, 13 et 15 promeuvent une agriculture durable, respectueuse de l'environnement, de sa biodiversité et de la santé humaine (ONU, s. d.). Pour cette raison, aucun lien ne sera effectué entre l'interdiction des OGM par les critères équitables et les ODD.

4.5 Synthèse des liens entre les critères des certifications équitables et les ODD

Le tableau 4.1 suivant résume les différents ODD reliés à chacun des principes équitables analysés au long de ce chapitre.

Tableau 4.1 Synthèse des ODD reliés aux critères des certifications équitables


Critères équitables	Critères des certifications équitables	ODD reliés aux critères des certifications
Accès direct au marché	Fairtrade et SPP	

Tableau 4.1 Synthèse des ODD reliés aux critères des certifications équitables (suite)






































Critères équitables	Critères des certifications équitables	ODD reliés aux critères des certifications
Prix juste	Fairtrade et SPP	   
Accès facilité au financement et au préfinancement	Fairtrade et SPP	  
Engagement à long terme des partenaires commerciaux	Fairtrade et SPP	 
Capacité à exporter et consolidation économique de l'organisation	Fairtrade et SPP	    
Respect des conditions de travail	Fairtrade et SPP	  
Contribution du commerce équitable au développement social	Fairtrade et SPP	  
Statut de petit producteur	Fairtrade et SPP	 
Démocratie, participation, transparence et non-discrimination	Fairtrade et SPP	  
Sensibiliser des consommateurs au commerce équitable	Fairtrade et SPP	
Influencer les institutions nationales et internationales	Fairtrade et SPP	
Protection de l'environnement et de la biodiversité	Fairtrade et SPP	    

Tableau 4.1 Synthèse des ODD reliés aux critères des certifications équitables (suite)

Critères équitables	Critères des certifications équitables	ODD reliés aux critères des certifications
Réduction des impacts des activités	Fairtrade et SPP	  
Interdiction des substances dangereuses	Fairtrade et SPP	 
Interdiction des OGM	Fairtrade et SPP	x

5. INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS ET RECOMMANDATIONS

Ce chapitre a pour objectif d'interpréter les résultats obtenus grâce à la première analyse menée au chapitre 4. Ce dernier a mis en lumière les liens entre les critères équitables des deux certifications et plusieurs des ODD. L'interprétation de ces résultats au présent chapitre permettra d'identifier les ODD les plus récurrents dans les critères des certifications équitables et d'analyser dans quelle mesure ils sont couverts par les critères des certifications de commerce équitable. Cette interprétation permettra ainsi de répondre à la question de recherche.

Nous discuterons en parallèle dans quelle mesure les critères proposés par les certifications permettent bel et bien de mener à des résultats concrets et significatifs. En effet, il ne suffit pas que les critères intègrent les objectifs des ODD dans leurs cahiers des charges et leurs discours. Ces critères doivent être suffisamment efficaces pour parvenir à de réels résultats en matière de développement durable au sein du mouvement équitable. Ils se verront donc critiqués, à la lumière des analyses d'autres auteurs, quant à leur réelle efficacité pour atteindre les cibles des ODD. Sur la base de ces interprétations et de ces discussions, des recommandations seront proposées afin d'améliorer les critères et leur intégration des quatre dimensions du développement durable.

5.1 ODD 1 : Pas de pauvreté

L'ODD 1, qui vise à éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde, a été relevé à plusieurs reprises dans les critères équitables lors de l'analyse effectuée au chapitre précédent. Il énonce que la pauvreté s'exprime par la discrimination, l'exclusion sociale et l'absence de participation à la prise de décision. Effectivement, à la lumière de l'analyse précédente, les cibles 1.3, 1.4 et 1.5 se révèlent intégrées dans les critères élaborés par les certifications Fairtrade et SPP et convergent avec leurs objectifs.

D'une part, sa cible 1.3 vise à instaurer une protection sociale généralisée, y compris pour les personnes les plus vulnérables. Elle est ainsi intégrée dans les critères des certifications équitables relatifs à l'inclusion sociale, à la non-discrimination et à la prise de décision. Au total, 19 critères proposés par la certification Fairtrade sont en lien avec cet enjeu, dont 13 sont des critères fondamentaux à remplir dès la première certification. De même, pour le SPP, 10 critères sont en lien avec cet enjeu, dont six sont d'exigence critique et d'exigence minimum. Ainsi, les critères qui mettent en œuvre le principe équitable de la démocratie, participation et non-discrimination viennent répondre à cette cible de l'ODD 1.

D'autre part, la cible 1.4 vise à assurer aux hommes, aux femmes et aux personnes vulnérables les mêmes droits aux ressources économiques, aux technologies et aux services financiers. Dans les certifications

équitables, les critères relatifs au prix juste ont justement pour objectif de permettre aux OPP d'investir socialement et économiquement dans leur organisation afin de réduire la pauvreté. Ces prix leur permettent de couvrir les coûts de production, de partager la croissance économique et d'encourager la viabilité des emplois. De la même manière, les critères des certifications relatifs au financement et au préfinancement viennent appuyer l'atteinte de cette cible. Pour les deux certifications, ces critères sont d'exigence minimum (SPP) et fondamentale (Fairtrade).

Enfin, la cible 1.5 vise à renforcer la résilience des personnes vulnérables afin de réduire leur vulnérabilité aux événements économiques, sociaux et environnementaux. Les critères Fairtrade et SPP viennent ici proposer des critères qui contribuent à l'intégration sociale et politique, et à la viabilité économique et environnementale des OPP. En effet, les différents critères instaurés dans leurs cahiers des charges viennent renforcer la capacitation des producteurs vulnérables en vertu du principe de la contribution du commerce équitable au développement social, comme nous l'avons démontré au chapitre 4. Au total, 15 critères proposés par la certification Fairtrade sont en lien avec cet enjeu, dont 11 sont à respecter dès la première année de certification, un à respecter lors de la troisième année de certification et trois critères sont d'exigence de développement entre la troisième et la sixième année de certification. Concernant la certification SPP, sept critères en lien avec cet enjeu sont proposés, dont cinq sont d'exigence minimum et deux de progrès continu. Cela vient ainsi amoindrir leur contribution à court terme aux cibles de l'ODD 1, car ils prennent plus de temps à être mis en œuvre ou ne sont finalement pas appliqués si l'OPP n'en a pas les possibilités.

Ainsi, trois des sept cibles de l'ODD 1 sont intégrées dans les certifications équitables, ce que vient illustrer le tableau 1 en annexe. Ce faisant, les critères des deux certifications mobilisent trois des quatre dimensions du développement durable à travers l'intégration de l'ODD 1. Il s'agit des dimensions économique, sociale et de gouvernance. Par conséquent, une forte convergence entre commerce équitable et développement durable apparaît ici. Plus d'un tiers des cibles sont couvertes par les certifications équitables, ces dernières contribuent donc à l'atteinte de l'ODD 1.

5.2 ODD 2 : Faim zéro

L'ODD 2 a pour objectif d'éliminer la faim, d'assurer la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de promouvoir l'agriculture durable dans le monde. À la lumière de l'analyse des critères des deux certifications au chapitre 4, sa cible 2.4 semble converger avec le critère équitable de la protection de l'environnement et de la biodiversité. En effet, elle vise à mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes en vue d'accroître la productivité, de contribuer à la préservation des écosystèmes, de renforcer les capacités d'adaptation aux changements climatiques tout en améliorant la qualité des sols cultivés.

Toutefois, les critères instaurés par les deux certifications ne sont pas suffisants pour prétendre intégrer complètement cette cible dans leur objectif. En réalité, 18 critères en lien avec cette cible sont proposés par la certification Fairtrade, dont deux critères seulement sont d'exigence fondamentale dès la première certification. Deux autres critères sont d'exigence fondamentale après la première année de certification et deux autres critères sont d'exigence fondamentale après la troisième année de certification. Les douze critères restants sont donc des critères de développement que les OPP peuvent mettre en œuvre entre la troisième et la sixième année de certification selon un score minimum. Quant à la certification SPP, elle propose neuf critères à dimension environnementale, dont un seul détaille des mesures qui intègrent cette cible 2.4. Il s'agit également d'un critère de progrès continu. Les critères de développement et de progrès continu font référence aux améliorations continues que les OPP certifiées doivent apporter en moyenne. Le fait que le SPP évalue ce type de critère en fonction des possibilités de concrétisation des organisations rend finalement leur respect ni systématique, ni strictement obligatoire. De plus, ils ne visent pas spécifiquement l'élimination de la faim dans les pays en développement.

Ainsi, même si l'on peut dénoter la volonté des deux certifications d'intégrer l'ODD 2 dans leurs critères, ces derniers ne sont pas suffisants pour prétendre atteindre les objectifs de cet ODD. Le tableau 2 en annexe illustre d'ailleurs que sept des huit cibles de l'ODD 8 ne sont pas couvertes par les critères des deux certifications équitables étudiées. Seule la dimension environnementale du développement durable est ici mobilisée dans l'intégration de l'ODD 2, mais de manière faible, car les critères ne sont pas suffisamment contraignants. Par conséquent, une certaine divergence peut être soulignée ici entre commerce équitable et développement durable.

5.3 ODD 3 : Bonne santé et bien-être

L'ODD 3 vise à promouvoir le bien-être de toutes les communautés pour assurer un développement durable. Le commerce équitable vise à améliorer le bien-être des producteurs et de leurs communautés. En effet, le critère de la contribution du commerce équitable au développement social vise à développer le fonctionnement social des OPP et ainsi améliorer leur bien-être. Pour autant, aucune des cibles de l'ODD 3 ne se voit intégrée dans les critères des certifications équitables, ce qui peut s'expliquer par le fait que les cibles de cet ODD sont essentiellement centrées sur l'accès aux soins médicaux, la réduction de la mortalité, des épidémies et des maladies. Or, les critères des certifications ne visent pas spécifiquement ces objectifs, mais plutôt à proposer un autre système de commerce qui vient réduire les inégalités entre les pays du Nord et du Sud (Diaz Pedregal, 2007 ; Le Velly, 2012 ; Bisailon, 2008).

Ainsi, le tableau 3 en annexe illustre que les 13 cibles de l'ODD 3 ne sont pas intégrées dans les critères instaurés par les certifications Fairtrade et SPP. Dans ce cas précis, le développement durable, tel que proposé par les ODD, et le commerce équitable ont des objectifs divergents.

5.4 ODD 4 : Éducation de qualité

L'ODD 4 vise à assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et à promouvoir les possibilités d'apprentissage. L'analyse effectuée au chapitre précédent a mis en évidence des critères instaurés par les certifications du commerce équitable en lien avec l'éducation. Il s'agit des cibles 4.3, 4.4 et 4.5 de cet ODD.

D'une part, la cible 4.3 vise à ce que les femmes et les hommes aient accès de manière égalitaire à un enseignement technique et professionnel. Également, la cible 4.4 vise à augmenter le nombre d'adultes disposant de compétences, notamment techniques et professionnelles. Dans ce domaine, la certification Fairtrade a instauré des critères qui visent à former les membres des OPP. Notamment, six critères Fairtrade mettent en œuvre des formations pour les membres concernant les pratiques environnementales à favoriser. Toutefois, seul un des six critères est d'exigence fondamentale et est applicable à la troisième année de certification. Les cinq autres critères sont des critères de développement, applicables entre la troisième et la sixième année de certification. Concernant le SPP, seul le critère 4.4.2 est instauré en vue d'assurer la formation des membres de l'OPP, mais il couvre de manière complète de nombreux domaines de formation tels que le développement des capacités productives, techniques, sociales, organisationnelles et commerciales. Néanmoins, il s'agit d'un critère de progrès continu que l'OPP met en œuvre selon ses possibilités, et donc à plus long terme si elle en est capable.

D'autre part, la cible 4.5 vise à assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris des enfants, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle. La certification Fairtrade n'instaure pas de critère concret visant cette cible. Une seule mention de la scolarisation des enfants intervient pour recommander aux OPP d'instaurer des mesures qui permettent la scolarisation des enfants dans leur PDF, mais il ne s'agit pas d'une obligation. La certification SPP n'instaure pas non plus de critère spécifique qui vise la scolarisation des enfants. Toutefois, elle énonce dans son critère 4.9.1 d'exigence minimum que les relations familiales directes peuvent participer à la formation de l'enfant. La condition est que celles-ci doivent contribuer à son évolution, à son bien-être physique et à son développement scolaire et éducatif.

Ainsi, les cibles 4.3, 4.4 et 4.5 de l'ODD 4 peuvent être considérées comme partiellement couvertes dans les critères des deux certifications équitables. La contribution de ces critères aux ODD est relative puisqu'ils sont applicables majoritairement au long terme pour les OPP. Les certifications couvrent donc deux des

quatre dimensions du développement durable à travers l'intégration de l'ODD 4. Il s'agit des dimensions sociale et environnementale. En réalité, le commerce équitable œuvre davantage dans la lutte contre le travail des enfants que dans la mise en œuvre de leur scolarisation. Le tableau 4 en annexe illustre que trois des 10 cibles de l'ODD 4 sont partiellement intégrées dans les critères des deux certifications. Une convergence relative peut donc être démontrée ici entre les ODD et le commerce équitable.

5.5 ODD 5 : Égalité entre les sexes

L'ODD 5 vise l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes dans le monde. Ces cibles 5.5 et 5.c ont été rapprochées des critères équitables et des critères établis dans les cahiers des charges des deux certifications.

D'une part, la cible 5.5 vise à garantir la participation des femmes et leur accès égal aux fonctions de direction, aux prises de décision et à la vie politique et économique. Les certifications Fairtrade et SPP ont instauré des critères relatifs à la participation égale entre les hommes et les femmes dans les organes des OPP. Par exemple, la certification Fairtrade a instauré cinq critères relatifs à la non-discrimination entre les genres dans la structure organisationnelle des OPP (4.3.1 à 4.3.5). La non-discrimination entre les membres et dans les règles d'adhésion est ici une exigence fondamentale. Cependant, la mise en œuvre d'une politique de genre et la réalisation d'activités en faveur des groupes minoritaires (tels que les femmes) ne sont que des critères de développement. Ils peuvent être mis en place entre la troisième et la sixième année de certification et doivent respecter un score minimum établi par FLO-Cert. Concernant la certification SPP, le critère 4.2.8 encourage la participation équitable des hommes et des femmes dans les tâches, les organes et les prises de décisions. Toutefois, il s'agit d'un critère de progrès continu et n'a donc pas à être systématiquement respecté si l'OPP n'en a pas les possibilités.

D'autre part, la cible 5.c vise quant à elle à adopter des politiques en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. La certification Fairtrade a instauré quatre critères relatifs à la non-discrimination dans les emplois (critères 3.3.1 à 3.3.4), dont trois sont d'exigence fondamentale dès la première certification, ce qui signifie qu'ils doivent être respectés afin que l'OPP soit certifiée. Concernant la certification SPP, le critère 4.2.5 relatif à la non-discrimination est d'exigence minimum, et est donc obligatoire pour obtenir ou conserver la certification. La non-discrimination entre les genres constitue un pilier essentiel sur lequel se construisent les cahiers des charges.

Ainsi, les cibles 5.5 et 5.c de l'ODD 5 peuvent être considérées comme intégrées à part entière dans les critères des deux certifications équitables. La certification SPP intègre la cible 5.5, mais ses critères qui couvrent la cible 5.c ne sont pas suffisants. Le tableau 5 en annexe illustre que deux des neuf cibles de

l'ODD sont couvertes par les certifications, mais que l'ODD 5 n'est que partiellement couvert par les deux certifications étudiées. Par conséquent, deux des quatre dimensions du développement durable sont couvertes à travers l'intégration de l'ODD 5, soit les dimensions sociale et de gouvernance. Les cahiers des charges des deux certifications s'inscrivent ainsi dans une perspective de développement durable et une certaine convergence entre les deux mouvements peut être dénotée.

5.6 ODD 6 : Eau propre et assainissement

L'objectif de l'ODD 6 est d'aider les populations du monde entier à instaurer des programmes liés à la collecte de l'eau, à son utilisation rationnelle, à son recyclage et à sa réutilisation. Les cinq cibles 6.4, 6.5, 6.6, 6.a et 6.b avaient notamment été relevées dans les critères instaurés dans les deux cahiers des charges au chapitre 4.

D'une part, les cibles 6.4, 6.5 et 6.6 ont pour objectif d'augmenter l'utilisation rationnelle des ressources en eau (6.4), d'instaurer une gestion intégrée des ressources en eau (6.5), et de protéger et restaurer les écosystèmes liés à l'eau (6.6). Les critères des certifications Fairtrade et SPP instaurent justement dans leurs sections relatives à la protection de l'environnement et de la biodiversité des critères qui visent à aider les OPP à atteindre ces objectifs. Ces critères instaurent des programmes de collecte, d'utilisation rationnelle, de recyclage et de réutilisation de l'eau. Toutefois, leur efficacité doit être nuancée. En effet, en ce qui concerne la certification Fairtrade, neuf critères sont liés à l'eau, dont six sont des critères de développement à mettre en œuvre entre la troisième et la sixième année de certification selon un score minimum. Ces mesures seraient donc appliquées essentiellement au long terme. De même, les critères de la certification SPP sont peu détaillés et une seule référence est faite dans la norme générale à la manipulation de l'eau et à la protection des nappes phréatiques. Ici encore, il s'agit d'un critère de progrès continu que les OPP respectent selon leurs possibilités et qui n'est donc pas systématiquement appliqué.

D'autre part, les cibles 6.a et 6.b viennent renforcer la coopération internationale (6.a) afin de renforcer les capacités des pays en développement à améliorer leurs pratiques (6.b). Dans la certification Fairtrade, six critères sont instaurés et mettent en place des mesures de gestion de l'eau (3.2.24 à 3.2.29) et de sensibilisation des producteurs à l'utilisation durable de l'eau. Toutefois, le seul critère d'exigence fondamentale et obligatoire est à mettre en œuvre lors de la troisième année de certification. Les cinq autres critères sont des critères de développement que les producteurs ont la possibilité de mettre en œuvre entre la troisième et la sixième année de certification selon un score minimum. De la même manière, la certification SPP énonce une seule fois dans son critère 4.7.5.III la possibilité d'adopter des mesures de mitigation et de protection de l'eau et des nappes phréatiques. Il s'agit ici d'un critère de progrès continu que l'OPP peut respecter dans la mesure de ses possibilités, mais qui n'est pas suffisamment détaillé.

Le tableau 6 en annexe illustre que les deux certifications intègrent partiellement cinq des huit cibles de l'ODD 6 et que plus d'un tiers des cibles de cet ODD est bien couvert par les deux certifications. Ce faisant, la dimension environnementale du développement durable est bien mobilisée dans leurs cahiers des charges. Par conséquent, une certaine convergence peut être soulignée entre les objectifs du commerce équitable et l'ODD 6, bien que des efforts supplémentaires doivent être poursuivis. En effet, l'adaptation des cahiers des charges aux problématiques environnementales et aux ODD est relativement récente (Ramonjy, 2012), les critères des deux certifications ne sont donc pas encore suffisamment développés et contraignants.

5.7 ODD 7 : Énergie propre et d'un coût raisonnable

L'ODD 7 vise à garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables, modernes, et à un coût abordable. Les deux cibles 7.2 et 7.a de cet ODD avaient été relevées dans les critères des certifications équitables au cours de l'analyse réalisée au chapitre 4. Ces deux cibles visent à accroître les énergies renouvelables au niveau mondial, en renforçant notamment la coopération internationale pour faciliter l'accès à l'énergie renouvelable et à l'efficacité énergétique.

Au niveau des certifications équitables, un déséquilibre apparaît. En effet, la certification Fairtrade instaure un seul critère qui fait référence au domaine énergétique. Ce critère 3.2.43 vise à promouvoir des pratiques d'utilisation efficace de l'énergie dans les installations qui utilisent de l'énergie non renouvelable. Ce critère est toutefois un critère de développement qu'il est recommandé de mettre en place au cours de la troisième année de certification. Dans la certification SPP, aucun critère ne mentionne l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Ainsi, on perçoit d'une part un certain déséquilibre entre les critères des deux certifications dans ce domaine, la certification SPP étant muette sur ce point. D'autre part, le critère élaboré par la certification Fairtrade n'a pas d'impact significatif dans le domaine de l'énergie et ne vise finalement pas à intégrer les cibles de l'ODD 7 dans ses objectifs.

Le tableau 7 en annexe vient illustrer que la certification Fairtrade n'intègre qu'en partie ces deux cibles, car les critères instaurés ne permettent pas d'atteindre l'efficacité énergétique. De son côté, la certification SPP n'intègre pas du tout les cibles de l'ODD 7. Ce dernier n'est donc pas couvert par les cahiers des charges et une certaine divergence entre commerce équitable et développement durable est à souligner.

5.8 ODD 8 : Travail décent et croissance économique

L'objectif de l'ODD 8 est de promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous. Il rappelle également qu'avoir un emploi n'est pas toujours le signe d'échapper à la pauvreté. C'est notamment pour cette raison qu'il est en faveur de politiques

économiques et sociales réorganisées en vue d'éliminer la pauvreté et le manque d'emploi décents. Dans le chapitre 4, les six cibles 8.3, 8.4, 8.5, 8.7, 8.8 et 8.10 de cet ODD ont été rapprochées des cahiers des charges des deux certifications.

Premièrement, la cible 8.3 s'inscrit dans les critères instaurés par les certifications concernant l'accès direct au marché, l'engagement à long terme des acteurs commerciaux et la capacité d'exportation et de consolidation économique des OPP. La certification Fairtrade instaure dans ses standards adressés aux acteurs commerciaux des critères relatifs à l'approvisionnement des acteurs commerciaux auprès des groupes vulnérables (4.7.2). Ces derniers effectueraient un lien entre les marchés et les producteurs (4.7.3) en vue de renforcer leur capacité à exporter. Le critère 4.1.8 vise quant à lui l'engagement sur le long terme des acteurs commerciaux. Ces trois critères ont pour objectifs de développer les activités des OPP, de stimuler leur croissance et leurs exports sur le long terme. Les producteurs voient ainsi leur intégration économique facilitée. Pourtant, ces trois critères sont appliqués sur une base strictement volontaire et ne sont pas à respecter obligatoirement, ce qui remet en question leur contribution réelle aux principes équitables. En effet, le respect même des principes équitables de l'accès direct au marché, de l'engagement sur le long terme et de la capacité à exporter par les certifications peut finalement être questionné ici, alors qu'il s'agit de principes phares qui définissent le commerce équitable. En plus de cela, la certification Fairtrade n'instaure pas de critère qui vise la réduction des chaînes commerciales, ce qui est l'essence même du critère équitable de l'accès direct au marché. Pour autant, les critères instaurés par Fairtrade pour consolider économiquement les OPP (prix justes et création du PDF) sont pour leur part des critères d'exigence fondamentale qui ont des conséquences très positives sur les OPP. De son côté, la certification SPP a instauré le critère 4.6.3 qui encourage, en tant que critère de progrès continu, les échanges de produits pour la consommation locale et les marchés locaux. La déclaration de principes et de valeurs du SPP énonce comme élément fondamental du fonctionnement du label la commercialisation directe entre les producteurs et les consommateurs. Le SPP inscrit également l'engagement à long terme des partenaires commerciaux dans son critère d'exigence minimum 5.4.3. Les critères instaurés par le SPP en termes de renforcement économique sont peu détaillés, mais leur grande majorité correspond à des critères d'exigence minimum à respecter pour obtenir ou conserver la certification. Leur contribution réelle est donc plus importante. Ces critères démontrent bien l'inégale répartition du pouvoir entre les acteurs de la chaîne commerciale qui défavorise les petits producteurs (Bisaillon, 2008). Pour autant, cette cible 8.3 de l'ODD 8 ne vient pas promouvoir l'équité entre les pays du Nord et du Sud et ne remet pas en cause le système commercial international actuel alors que le commerce équitable se fonde justement sur l'idée que les règles du commerce international sont inéquitables. Les critères instaurés par les certifications pour y remédier ne

sont pas suffisants pour prétendre changer ce système, spécifiquement en ce qui concerne la certification Fairtrade.

Deuxièmement, les deux certifications inscrivent la cible 8.4 dans leurs critères relatifs au prix et à la prime équitables. En effet, la décomposition du prix en prix minimum, en prime Fairtrade ou SPP, voire en prime biologique, permet de favoriser la durabilité de la croissance de l'OPP. Des emplois de qualité qui stimulent l'économie dans le secteur équitable peuvent être proposés grâce à ces prix. Ces critères permettent donc d'atteindre l'objectif de la cible 8.4.

Troisièmement, les cibles 8.3 et 8.10 se voient également inscrites dans les critères relatifs à l'accès au financement instauré par les deux certifications. En effet, l'aide au financement pour les producteurs est instaurée en tant que critères fondamentaux (Fairtrade) et minimums (SPP). En favorisant l'accès des producteurs vulnérables aux services bancaires, les deux certifications apportent des moyens suffisants pour favoriser le développement des OPP et de leurs activités de production, et facilitent leur intégration économique.

Quatrièmement, les cahiers des charges des deux certifications semblent inscrire dans leurs objectifs les cibles 8.5, 8.7 et 8.8. En effet, les critères mis en place par les certifications viennent ici créer des emplois et garantir des conditions de travail décentes et égalitaires entre les hommes et les femmes. De plus, ils visent à supprimer le travail forcé et le travail des enfants tout en assurant la défense des droits des travailleurs. En tant que critères d'exigence fondamentale (Fairtrade) et minimum (SPP), les cahiers des charges des deux certifications visent le respect des conventions de l'OIT. Toutefois, le critère 4.9.3 de la certification SPP n'impose qu'en exigence de progrès continu que l'OPP favorise « dans la mesure de ses possibilités le bénéfice de conditions de travail adéquates, décentes et égalitaires ». Ce critère contribue donc moins à l'atteindre la cible 8.5 de l'ODD 8.

Ainsi, le tableau 8 en annexe illustre que les certifications intègrent six des douze cibles de l'ODD 8. L'ODD 8 est un des ODD le plus couvert par les critères des certifications, qui permettent de manière générale d'atteindre ses cibles, bien qu'une minorité des critères ne soit pas suffisamment contraignante. Par conséquent, une convergence entre cet ODD et le mouvement équitable peut être soulignée puisque les dimensions sociale et économique du développement durable sont ici sollicitées.

5.9 ODD 9 : Industrie, innovation et infrastructure

L'ODD 9 a été instauré en vue de bâtir des infrastructures résilientes, de promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et d'encourager l'innovation dans le monde. Dans le chapitre 4, les cibles 9.3 et 9.a avaient été rapprochées de certains critères des certifications équitables.

Tout d'abord, la cible 9.3 vise à accroître l'accès des entreprises aux services financiers, dans les chaînes de valeurs et sur les marchés. Aussi, la cible 9.a vise la mise en œuvre d'infrastructures résilientes dans les pays en développement à travers un appui financier. Les développements précédents ont démontré que les certifications Fairtrade et SPP ont élaboré des critères qui visent à ce que les acteurs commerciaux aident les OPP à bénéficier d'un soutien financier. Le préfinancement vise justement à ce que les OPP bénéficient d'un soutien financier qui leur permet de couvrir les besoins de leur production. Dans le domaine du café, le préfinancement proposé doit être égal à minimum 60% de la valeur totale du contrat, mais ce pourcentage peut être supérieur si les parties le négocient ainsi. S'agissant de critères d'exigence fondamentale (Fairtrade) et minimum (SPP), leur efficacité n'est pas à remettre en cause puisqu'ils doivent obligatoirement être respectés pour obtenir et conserver la certification. Ces critères s'inscrivent également dans une perspective de répartition des risques entre les acteurs de la chaîne commerciale (Bisaillon, 2008). Tant les ODD que les certifications équitables visent ici à développer une croissance économique dans laquelle les moyens financiers sont au service du développement (Bisaillon, 2008).

De plus, les critères des certifications relatifs au juste prix et à la capacité à exporter intègrent également les cibles 9.3 et 9.a de l'ODD 9. En effet, les différents prix proposés par les deux certifications ont pour effet de consolider les OPP dans leur dimension économique. Des revenus justes et équitables leur permettent d'investir dans le développement économique et technologique de leur organisation et d'augmenter leur capacité à exporter. Ces critères sont notamment d'exigence fondamentale (Fairtrade) et minimum (SPP), ce qui accentue leur efficacité.

Ainsi, le tableau 9 en annexe illustre que deux des huit cibles de l'ODD 9 sont parfaitement couvertes par les certifications équitables, bien que ces dernières ne couvrent que partiellement l'ODD 9. Une certaine convergence peut donc être soulignée entre le commerce équitable et le développement durable sur ces points qui sollicitent la dimension économique du développement durable.

5.10 ODD 10 : Inégalités réduites

L'ODD 10 a pour objectif de réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre. Il rappelle que la croissance économique ne suffit pas pour réduire la pauvreté si elle n'est pas bénéfique pour tous. Au regard

des critères équitables, il semblerait qu'il s'agisse d'un ODD dont les cibles sont également intégrées de manière récurrente dans les cahiers des charges des certifications. En effet, les cibles 10.a et 10.2 avaient été relevées dans de nombreux critères des certifications équitables.

D'une part, la cible 10.a énonce le traitement spécial et différencié des pays en développement. Elle se trouve intégrée dans les critères des certifications relatifs à l'accès direct au marché et au statut des petits producteurs. En ce qui concerne les critères qui visent l'accès direct des producteurs au marché, ceux que les certifications Fairtrade et SPP ont élaborés ont une contribution relative dans ce domaine. Comme nous l'avons précédemment exprimé, les critères Fairtrade relatifs à l'accès direct des producteurs au marché sont en réalité mis en place sur une base volontaire et ne sont pas systématiquement respectés. Au contraire, les critères élaborés par le SPP sont d'exigence minimum et doivent donc être obligatoirement respectés pour que l'OPP obtienne ou conserve la certification. Le SPP est ici plus exigeant que Fairtrade qui a un faible niveau d'exigence pour ces critères, puisqu'ils sont respectés sur une base volontaire. Concernant les critères relatifs au statut des petits producteurs instaurés par les certifications, ils permettent ici d'appliquer un traitement spécial aux producteurs marginalisés du Sud. En effet, les certifications Fairtrade et SPP souhaitent, par leurs critères d'exigence fondamentale (Fairtrade) et minimum (SPP), favoriser les producteurs considérés comme les plus vulnérables dans les pays du Sud. Leurs critères ont pour objectif de permettre aux petits producteurs de s'insérer plus facilement sur le marché équitable international. Pour autant, la certification SPP a instauré un statut de petit producteur plus restrictif que la certification Fairtrade puisque la totalité des produits vendus doit provenir d'une OPP certifiée SPP, contre les deux tiers pour Fairtrade. De la même manière, 85% des producteurs de l'OPP certifiée SPP ne peuvent pas dépasser 15 hectares d'unité de production, contre 30 hectares pour Fairtrade. Ainsi, la contribution des critères mis en œuvre dans le but d'appliquer un traitement spécial et différencié aux producteurs les plus vulnérables est réelle, bien qu'elle diffère selon les deux certifications.

D'autre part, la cible 10.2 est intégrée dans les critères relatifs à la consolidation économique de l'organisation, au prix juste, au respect des conditions de travail et à la participation démocratique et non discriminatoire dans les OPP. En effet, les certifications Fairtrade et SPP créent des conditions favorables aux exportations pour les petits producteurs des pays du Sud. Ces critères permettent de réduire les inégalités entre les pays du Nord et du Sud et d'autonomiser les producteurs. Leur développement et leur intégration économique, sociale et politique se voient ainsi facilités. Concernant la consolidation de la capacité à exporter, les critères de la certification SPP sont plus avancés puisqu'ils permettent aux OPP en situation d'incapacité à exporter de pouvoir déléguer cette activité à d'autres OPP certifiée SPP. Il s'agit également de critères d'exigence minimum. Au contraire, les critères de la certification Fairtrade sont moins développés, car seul le critère sur l'approvisionnement auprès d'OPP vulnérable est instauré. Qui plus est,

ce critère n'est pas obligatoirement applicable par les acteurs commerciaux puisqu'il s'agit d'une pratique volontaire. Ces critères viennent finalement réaffirmer le modèle de développement économique d'exportations nord-sud actuel, alors que les certifications dénoncent justement le fonctionnement du commerce international actuel et ses conséquences sur les populations du Sud (Bisaillon, 2008). Il existe donc une certaine contradiction au sein des critères de la certification Fairtrade.

De même, les critères relatifs à l'élaboration de prix justes sont des moyens d'atteindre la cible 10.2 pour réduire les inégalités entre les pays du Nord et du Sud. Ces critères sont d'une importance capitale et intègrent pleinement cette cible, car ils promeuvent une croissance sociale et économique inclusive et visent l'autonomisation des OPP. Toujours en rapport avec cette cible de l'ODD 10, les certifications Fairtrade et SPP ont instauré des critères relatifs au respect des conditions de travail dans les unités de production qui sont d'exigence obligatoire. En plus de favoriser l'autonomie des producteurs et leur intégration, le critère de non-discrimination, également énoncé dans l'ODD 10, est largement repris dans les deux certifications. Toutefois, un des critères de la certification SPP lié à cet enjeu est un critère de progrès continu, car il énonce que les OPP doivent favoriser des conditions de travail égalitaires pour ses membres dans la mesure de leurs possibilités. Le niveau d'exigence de ce critère doit donc être modifié, car même si le respect du critère de non-discrimination se voit obligatoire, il vient troubler la compréhension des mesures à respecter.

Enfin, la cible 10.2 vise à promouvoir l'intégration sociale et politique. En termes de participation démocratique et non discriminatoire, les deux certifications ont pleinement intégré cette cible dans leurs cahiers des charges. En effet, les critères des certifications relatifs à cet enjeu visent à autonomiser les membres des OPP et à favoriser leur intégration politique sans discrimination relative à leur âge, sexe, appartenance ethnique, origine, religion et statut économique par exemple. À noter toutefois que la certification SPP paraît instaurer des critères plus faibles en la matière puisque seul un des cinq critères établis en lien avec cet enjeu est d'exigence minimum et implique clairement l'absence de pratiques discriminatoires. Les quatre critères restants relatifs aux activités et à la participation équitable des hommes et des femmes dans les organes et les processus de prises de décisions sont quant à eux des critères de progrès continu. En ce qui concerne Fairtrade, sur les cinq critères élaborés en lien avec cet enjeu, deux sont d'exigence fondamentale. L'identification des groupes minoritaires, l'instauration d'une politique de genre et la réalisation d'activités pour les groupes défavorisés sont des critères de développement à mettre volontairement en place entre la troisième et la sixième année.

Ainsi, le tableau 10 en annexe vient illustrer que les deux certifications équitables étudiées intègrent de manière satisfaisante deux des 10 cibles de l'ODD 10, ce qui rend cet ODD partiellement couvert par celles-

ci. Par conséquent, les dimensions sociale, économique et de gouvernance du développement durable convergent avec les missions du commerce équitable en ce qui concerne l'ODD 10.

5.11 ODD 11 : Villes et communautés durables

L'ODD 11 a pour objectif de faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables. Pour autant, aucun critère instauré dans les cahiers des charges des deux certifications n'intègre les cibles de cet ODD. Il ne s'agit donc pas d'une des missions du commerce équitable, ce que le tableau 11 en annexe illustre parfaitement.

5.12 ODD 12 : Consommation et production responsables

L'ODD 12 vise à établir des modes de consommation et de production durables. Il a pour objectif de renforcer la compétitivité économique et de réduire la pauvreté en mettant « l'accent sur le fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement, du producteur au consommateur final ». Nombreuses de ses cibles avaient été relevées dans les critères des certifications équitables au chapitre 4, notamment les cibles 12.1, 12.4, 12.5, 12.6, 12.7, 12.8 et 2.a.

Premièrement, la cible 12.1 vise à ce que tous les pays du monde participent à l'élaboration d'une consommation et d'une production responsables. La cible 2.8 vise également à donner aux individus les informations et les connaissances nécessaires au développement durable et à un style de vie en harmonie avec la nature. Dans les cahiers des charges des certifications équitables, il n'existe pas de critère qui fait référence à ces deux cibles. Seule l'introduction des standards Fairtrade énonce que la sensibilisation des citoyens et des consommateurs au commerce équitable est une des missions de Fairtrade. Elle énonce également que les pratiques commerciales et le comportement des consommateurs doivent être modifiés pour parvenir à ces objectifs. Même si leurs cahiers des charges n'en font pas mention, les certifications Fairtrade et SPP sont largement reconnues pour leurs actions de plaidoyers et de sensibilisation auprès des consommateurs (chapitre 4). De cette manière, ces deux cibles de l'ODD 12 se voient intégrées aux missions des deux certifications équitables. En les couvrant, ces dernières proposent des mesures concrètes pour modifier le système actuel de consommation et de développement économique. Ces missions de plaidoyer doivent notamment s'ajuster aux nouveaux enjeux environnementaux. Les certifications doivent, en plus de la sensibilisation à la solidarité internationale et à l'équité, promouvoir le respect de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques (Bisaillon, 2008).

Deuxièmement, les cibles 12.6 et 12.7, qui visent à encourager les multinationales à adopter des pratiques durables et à les promouvoir dans le cadre des marchés publics, sont également intégrées dans les cahiers

des charges. En effet, les critères relatifs à l'accès direct au marché et à l'engagement à long terme, au juste prix et à l'influence des institutions nationales et internationales participent à cette mission. Concernant l'accès direct au marché et l'engagement à long terme des partenaires commerciaux, les critères instaurés par les deux certifications visent à ce que les acteurs commerciaux adoptent des pratiques durables. Ils s'inscrivent dans une perspective de repersonnalisation des relations commerciales en mettant l'accent les relations sociales (Bisaillon, 2008). Ces critères ne visent pourtant pas ici directement les grandes entreprises, mais comme certaines multinationales sont les partenaires commerciaux des producteurs équitables, les critères mis en place les encouragent à atteindre ces cibles de l'ODD 12. Toutefois, comme nous l'avons déjà précisé, ces critères établis par Fairtrade sont des critères d'application volontaire pour les partenaires commerciaux. Leur contribution est donc plus faible que ceux de la certification SPP dont le niveau de contrainte est supérieur dans ce domaine. Concernant les critères relatifs au prix juste et équitable, ils permettent justement aux entreprises d'adopter des pratiques durables. Elles contribueront ainsi au développement des pays du Sud, à l'autonomisation des producteurs et à leur intégration économique durable. La perspective d'internalisation des coûts dans laquelle s'insèrent les certifications vient rejoindre les cibles de cet ODD. Les critères équitables vont cependant plus loin dans le sens où ils internalisent les coûts sociaux et environnementaux dès le début du processus de production (Bisaillon, 2008). Les acteurs commerciaux se voient responsabilisés et les producteurs ont ainsi la possibilité de mieux gérer leurs ressources (Bisaillon, 2008). De plus, ce système de prix décomposé en deux, voire trois niveaux, remet en cause le système habituel de fixation des prix. Il vient rééquilibrer les pouvoirs entre les acteurs aux pouvoirs inégaux (Bisaillon, 2008). En ce qui concerne plus spécifiquement la cible 12.7, elle fait partie des missions auxquelles s'attellent les certifications équitables. En effet, Fairtrade énonce dans ses standards qu'elle s'engage également à sensibiliser les décideurs politiques au commerce équitable afin de mieux intégrer les critères équitables dans les pratiques commerciales et les cadres politiques. La certification SPP énonce quant à elle dans son critère 4.8.3 que l'OPP doit démontrer qu'elle bénéficie à ses membres en influençant les politiques publiques. Sa déclaration de principes et de valeurs énonce le principe d'autogestion qui incite les OPP à promouvoir leurs droits et leurs intérêts en participant activement à influencer les politiques publiques et privées.

Troisièmement, la cible 12.a vise à aider les pays en développement à se doter des moyens scientifiques et technologiques pour les orienter vers des modes de consommation et de production plus durables. Elle est intégrée dans les critères relatifs à la capacité à exporter et au juste prix. Les primes Fairtrade et SPP permettent effectivement aux OPP d'investir, entre autres, dans les moyens technologiques nécessaires à leur développement économique. Ils permettent ainsi aux producteurs de se tourner vers des modes de production plus durables et d'assurer la pérennité de leur organisation.

Quatrièmement, la cible 12.4 vise à instaurer une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et de leurs déchets tout au long de leur cycle de vie pour en réduire les déversements et minimiser les effets négatifs sur l'environnement. La cible 12.5 vise quant à elle à réduire la production de déchets par la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation. Ces deux cibles se voient intégrées au sein des critères environnementaux des certifications équitables. Ces dernières ont notamment instauré des critères qui visent à sécuriser l'utilisation de produits chimiques pour limiter leur impact sur l'environnement et la santé humaine. Ceux de Fairtrade visent à réguler les produits chimiques utilisés et à en interdire certains. Sur les 21 critères instaurés en lien avec cet enjeu, cinq critères sont d'exigence fondamentale dès la première certification, et six autres critères sont d'exigence fondamentale dès la première année de certification. Quatre autres critères sont d'exigence fondamentale lors de la troisième année de certification. Les six critères restants sont des critères de développement à mettre en œuvre entre la troisième et la sixième année de certification, selon un score minimum. Pour la certification SPP, trois critères sont établis. Bien que moins détaillés que ceux de Fairtrade, ils sont d'exigence critique et minimum. La contribution est donc relative selon les certifications, la certification SPP étant plus stricte en la matière, car tous ses critères ont un niveau d'exigence plus contraignant. En dépit du fait que ces mesures prennent du temps avant d'être appliquées, les certifications œuvrent en la matière afin de promouvoir une production plus durable.

Finalement, le tableau 12 en annexe illustre que sept des onze cibles de cet ODD sont parfaitement intégrées par les deux certifications. L'ODD 12 est l'ODD le plus largement intégré dans les critères instaurés par les cahiers des charges des deux certifications équitables étudiées. Trois dimensions du développement durable sont mobilisées ici, soit les dimensions sociale, économique et environnementale. Par conséquent, une forte convergence entre commerce équitable et développement durable peut donc être soulignée.

5.13 ODD 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques

L'ODD 13 décline une série de mesures qui visent à atténuer les effets des changements climatiques dans les pays, notamment dans les pays les plus pauvres et les plus vulnérables. Les trois cibles 13.1, 13.3 et 13.b de cet ODD ont notamment été relevées dans les critères relatifs à la protection de l'environnement et de la biodiversité élaborés par les deux certifications.

Tout d'abord, les cibles 13.1 et 13.3 visent à renforcer la résilience et les capacités d'adaptation aux changements climatiques, et à améliorer l'éducation et la sensibilisation des individus à ces changements. Lors de la révision des standards en 2019, la certification Fairtrade a actualisé ses critères et en a ajouté des nouveaux, en vigueur depuis le 1er juillet 2019. Elle a instauré 19 critères qui visent à préserver l'environnement, la biodiversité, les sols et l'eau. De ces 19 critères, seuls deux sont d'exigence fondamentale pour obtenir la première certification. Deux autres critères doivent être appliqués

obligatoirement dès la première année de certification et deux autres critères sont applicables dès la troisième année de certification. Les 13 autres critères sont des critères de développement que les OPP peuvent mettre en œuvre entre les années trois et six de certification selon un score minimum. Sept de ces critères visent notamment à sensibiliser les membres des OPP à ces problématiques, mais il s'agit de critères de développement à appliquer entre les années trois et six de certification. Malgré l'inscription de ces cibles dans les standards Fairtrade, les critères mis en œuvre ne sont pas suffisants à court terme. Notamment, les critères élaborés pour que les OPP s'adaptent aux changements climatiques et réduisent les gaz à effet de serre sont des critères de développement à appliquer entre la troisième et la sixième année de certification. La même critique peut être effectuée pour la certification SPP qui détaille peu ses critères environnementaux, en plus d'en avoir que très peu. Les deux seuls critères relatifs à la protection de l'environnement et de la biodiversité (4.7.5 et 4.7.8) sont, qui plus est, des critères de progrès continu. Les deux certifications ont certes élaboré des critères pour informer et sensibiliser les producteurs des OPP aux changements climatiques et améliorer leur résilience et leur capacité d'adaptation, mais leur contribution à l'atteinte de cette cible de l'ODD 13 reste relative.

Concernant la cible 13.b relative au renforcement des capacités des individus (femmes, jeunes et groupes marginalisés), les critères de capacitation détaillés au chapitre 4 et dans les sections précédentes permettent en effet d'autonomiser les OPP. Ces critères permettent de contribuer à l'atteinte de cette cible puisqu'ils sont d'exigence fondamentale dès la première année de certification.

Ainsi, le tableau 13 en annexe illustre que trois des cinq cibles de l'ODD 13 sont intégrées dans les critères des certifications. À noter toutefois que les certifications Fairtrade et SPP doivent améliorer le niveau d'exigence de leurs critères environnementaux pour améliorer l'intégration des cibles de cet ODD. Ce faisant, les dimensions environnementale et de gouvernance du développement durable sont mobilisées à travers l'intégration de cet ODD 13. Par conséquent, commerce équitable et développement durable voient ici leurs objectifs converger.

5.14 ODD 14 : Vie aquatique

L'ODD 14 a pour objectif principal de conserver et d'exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable. Aucune de ses cibles n'a été relevée dans les critères instaurés par les certifications équitables étudiées. Le fait que le commerce équitable ne porte pas dans ses principes de mission liée à la vie marine vient justifier la non-intégration de ces objectifs. Le tableau 14 en annexe illustre que les 10 cibles de cet ODD ne sont pas incluses dans les cahiers des charges des certifications. Une certaine divergence peut ainsi être notée entre les missions du commerce équitable et du développement durable.

5.15 ODD 15 : Vie terrestre

L'ODD 15 a pour objectif de préserver, de renforcer les écosystèmes terrestres et de les exploiter durablement. Il vise également la gestion viable des forêts afin de lutter contre la désertification, la dégradation des sols et l'appauvrissement de la biodiversité. Dans l'analyse effectuée au chapitre 4, les quatre cibles 15.1, 15.2, 15.3 et 15.9 avaient été relevées dans les critères relatifs à la protection de l'environnement et de la biodiversité des deux certifications.

Tout d'abord, la cible 15.1 vise à garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres, des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier les forêts. Aussi, la cible 15.3 vise à restaurer les terres et les sols dégradés pour parvenir à un monde neutre en matière de dégradation des terres. Concernant les sols et l'eau, la certification Fairtrade a instauré 10 critères en lien avec cet enjeu. Toutefois, les deux seuls critères d'exigence fondamentale sont à respecter lors de la troisième année de certification. Les huit autres critères sont des critères de développement que les OPP mettent en œuvre entre la troisième et la sixième année de certification. Concernant la certification SPP, le critère 4.7.5 énonce que l'OPP doit démontrer son réel engagement dans le respect, la conservation et la récupération de l'environnement. Elle peut notamment mettre en œuvre des mesures de mitigation relatives à la manipulation de l'eau, à la conservation des sols et à la lutte contre l'érosion. Toutefois, ce critère est un critère de progrès continu que les OPP appliquent dans la mesure de leur possibilité. Les critères instaurés dans ce domaine par les deux certifications proposent donc des solutions sur le long terme et non systématiquement applicables.

De plus, la cible 15.2 promeut la gestion durable des forêts pour mettre un terme à la déforestation, et à restaurer les forêts dégradées. La cible 15.9 vise quant à elle à intégrer la protection des écosystèmes et de la biodiversité dans les critères de développement et les stratégies de réduction de la pauvreté. La certification Fairtrade a instauré huit critères relatifs à la protection de la biodiversité. Toutefois, seul deux de ces critères sont d'exigence fondamentale dès la première certification. Deux autres critères sont d'exigence fondamentale après la première année de certification et les quatre critères restants sont des critères de développement à appliquer entre la troisième et la sixième année de certification. De ces huit critères, un seul concerne l'interdiction de déforester les zones protégées ou les écosystèmes qui stockent le carbone et est applicable seulement depuis juillet 2019. De son côté, la certification SPP détaille également dans son critère 4.7.5 des mesures à prendre concernant la conservation de la biodiversité, l'entretien des forêts et la capacité de capture du carbone. Encore une fois, la contribution de ce critère à l'atteinte de cette cible est relative puisqu'il s'agit d'un critère de progrès continu.

Ces écarts entre les critères à dimension environnementale et les critères des autres dimensions du développement durable s'expliquent par le fait que les certifications ne se sont adaptées que très récemment aux problématiques environnementales (Ramonjy, 2012). En témoigne notamment la révision des standards Fairtrade applicables aux OPP en 2019 qui consacre 15 nouveaux critères à dimension environnementale, mais dont seuls huit critères sont d'exigence fondamentale et applicables lors de la troisième année de certification. De la même manière, la certification SPP énonce dans sa norme générale que ses critères environnementaux seront modifiés dans le courant de l'année 2020. De nouveaux enjeux peuvent être soulevés concernant les certifications équitables, tels que celui de la labellisation biologique (Ramonjy, 2012) qui se retranscrit notamment dans les deux certifications étudiées. En effet, dans la certification Fairtrade, le différentiel biologique n'est pas inscrit dans les standards applicables aux OPP, mais dans le cahier des charges spécifique au café. Il est notamment fixé à 0,3 UDS/livre de café. Pour autant, la production de café biologique n'est pas un élément véritablement mis en valeur pour les producteurs certifiés Fairtrade. Au contraire, la certification SPP énonce de manière directe dans ses critères que les produits vendus et certifiés SPP doivent être certifiés biologiques (4.7. Transitoire 1). Il s'agit d'un critère d'exigence critique et donc obligatoire pour être certifié SPP. De la même manière, le SPP recommande aux OPP en tant que critère de progrès continu de convertir la totalité de leur production en production biologique (4.7.8). La prime biologique du SPP est également plus élevée que celle de Fairtrade et varie entre 0,3 et 0,4 USD/livre de café. La certification SPP est une des seules certifications à combiner certification équitable et certification biologique. Cette faiblesse des certifications équitables sur le volet environnemental oblige de nombreux producteurs certifiés équitables à devoir cumuler d'autres certifications, biologique et de développement durable, pour accumuler les revenus et pouvoir se développer de manière plus importante (Ramonjy, 2012).

Ainsi, le tableau 15 en annexe illustre que quatre des douze cibles de l'ODD 15 sont intégrées, et que ce dernier fait partie des ODD les plus couverts par les certifications étudiées. Toutefois, les critères mis en œuvre ne sont pas suffisants pour avoir une contribution significative dans la dimension environnementale du développement durable, même si une convergence entre commerce équitable et développement est visible ici.

5.16 ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces

L'ODD 16 vise à promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable. Il s'agit d'assurer l'accès de tous à la justice et de mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous. Les deux certifications n'intègrent aucune des cibles de cet ODD dans leurs critères, ce que le tableau 16 en annexe illustre. Dans ce cas, la mission du commerce équitable

diffère de celle du développement durable. Cela peut notamment s'expliquer par le fait que le commerce équitable n'est pas un outil interétatique, mais bien un mouvement privé qui ne vise pas spécifiquement la justice et le droit.

5.17 ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

L'objectif de l'ODD 17 est de renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement et de le revitaliser. Il énonce notamment la nécessité de mobiliser, de rediriger et de débloquer le pouvoir des ressources privées en faveur des pays en développement. Selon l'ONU, des investissements à long terme sont nécessaires pour réaliser les ODD. Les cinq cibles 17.5, 17.9, 17.10, 17.11 et 17.12 avaient notamment été relevées dans les critères établis par les certifications équitables dans l'analyse effectuée au chapitre 4.

D'une part, les cibles 17.5 et 17.9 visent à mettre en œuvre des dispositifs pour encourager l'investissement en faveur des pays les moins avancés et apporter un soutien accru pour renforcer efficacement les capacités des pays en développement. Concernant les dispositifs relatifs à l'investissement et au renforcement des capacités des pays en développement, nous avons démontré précédemment dans ce chapitre que les certifications équitables instaurent de tels critères qui favorisent notamment l'accès au financement (ODD 9). Il s'agit de critères équitables forts sur lesquels les certifications fondent leurs cahiers des charges. Les critères de financement instaurés par les certifications Fairtrade et SPP ont été jugés très pertinents. De même, le renforcement des OPP s'effectue tant sur le plan économique, que sur les plans social et politique. Nous avons toutefois dénoté qu'au niveau du plan économique, certains critères Fairtrade n'étaient pas suffisants pour prétendre respecter le critère équitable de la capacité à exporter. Toutefois, les deux certifications ont créé des cahiers des charges spécifiquement en vue de soutenir et de renforcer le secteur des petits producteurs.

D'autre part, les cibles 17.10, 17.11 et 17.12 se voient également intégrées dans les différents critères instaurés par les certifications équitables. En effet, bien que d'efficacité différente entre les deux certifications, les critères instaurés en termes d'accès direct au marché, de financement, d'engagement à long terme et de prix juste ont justement pour objectif de promouvoir un système commercial multilatéral universel, non discriminatoire et équitable. Ils ont tous pour objectif d'accroître les exportations des pays du Sud.

Enfin, l'intégration des cibles de l'ODD 17 dans les cahiers des charges est à nuancer. Nous avons en effet mis en lumière que certains critères mis en place par les certifications ne sont pas suffisamment contraignants. Il faut également noter que les ODD ne viennent pas remettre en question le système

commercial international. Bien qu'il s'agisse d'une des missions du commerce équitable, il arrive parfois que ce dernier soit en contradiction avec cette mission précise. En effet, les critères de la dimension économique utilisent ici le système de commerce international pour augmenter les exports et la production des OPP, ce qui peut apparaître contradictoire avec son plaidoyer.

Ainsi, le tableau 17 en annexe illustre que seules cinq des 19 cibles de l'ODD 17 sont intégrées dans les critères des certifications équitables, ce qui fait que cet ODD n'est que partiellement couvert par les deux certifications étudiées.

5.18 Principaux constats

À l'issue de cette analyse, différents constats peuvent être dressés. D'une part, il a été démontré que 13 des 17 ODD voyaient certaines de leurs cibles intégrées dans les critères de la certification Fairtrade. La certification SPP couvre quant à elle 12 des 17 ODD, puisqu'elle n'intègre pas l'ODD 7 « Énergie propre et d'un coût abordable ». Parmi ceux-ci, six ODD sont couverts de façon substantielle, c'est-à-dire qu'au moins 1/3 de leurs cibles est inscrit dans les critères des certifications équitables. Il s'agit de l'ODD 1 « Pas de pauvreté », de l'ODD 6 « Eau propre et assainissement », de l'ODD 8 « Travail décent et croissance économique », de l'ODD 12 « Consommation et production responsables », de l'ODD 13 « Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques » et enfin de l'ODD 15 « Vie terrestre ». De cette manière, il est possible d'affirmer que les certifications de commerce équitable étudiées intègrent qu'une partie des ODD. De plus, les cibles de sept des 17 ODD ne sont que partiellement couvertes par les critères des certifications équitables. Il s'agit des ODD 2, 4, 5, 7, 9, 10 et 17. Enfin, quatre ODD ne sont couverts par aucun des critères des certifications équitables étudiées, il s'agit des ODD 3, 11, 14 et 16. Le tableau 5.1 suivant vient présenter les ODD qui sont couverts ou non par les critères des certifications.

Tableau 5.1 Synthèse des ODD couverts ou non par les certifications équitables

ODD dont minimum 1/3 des cibles sont couvertes par Fairtrade et le SPP	ODD dont les cibles sont partiellement couvertes par Fairtrade et le SPP	ODD non couverts par Fairtrade et le SPP
		

De plus, l'analyse a permis de constater que si les dimensions sociale et de gouvernance sont particulièrement sollicitées dans les critères des certifications équitables, cela ne semble pas être le cas pour les dimensions économique et environnementale. En ce qui concerne la dimension économique, elle paraît être particulièrement sollicitée au regard des critères équitables énumérés dans la charte internationale du commerce équitable. Néanmoins, certains des critères mis en place par les certifications relativement à cette dimension sont peu contraignants, comme les critères visant l'accès des OPP aux marchés et l'engagement à long terme des partenaires commerciaux. C'est notamment pour cette raison que différentes critiques ont été adressées à l'encontre du mouvement équitable et du modèle économique qu'il porte, car l'analyse effectuée dans ce chapitre permet de constater que les certifications équitables utilisent les mécanismes du commerce international conventionnel. Elles recherchent notamment la croissance, l'export international et le consumérisme en vue de développer le mouvement équitable. En ce qui concerne la dimension environnementale, notre analyse met en lumière le fait que les certifications équitables ne se sont adaptées que récemment aux problématiques environnementales. Le commerce équitable ne s'est pas originellement construit sur toutes les dimensions du développement durable. Cette adaptation est récente et les critères environnementaux instaurés ne sont visiblement pas suffisants. En résulte ainsi un certain déséquilibre entre les quatre dimensions du développement durable mobilisées par les critères des certifications équitables. Cette intégration insuffisante des questions environnementales aux pratiques des certifications équitables constitue à notre avis une faiblesse, qui fait apparaître d'autres enjeux tels que la nécessité, pour les producteurs, de cumuler leur certification équitable avec des certifications à caractère environnemental (comme les certifications biologiques et les certifications de développement durable) afin de renforcer leurs revenus. Notamment, depuis 2015, Fairtrade a créé ses propres standards relatifs au climat. Nous avons donc observé que l'intégration des ODD dans les critères ne signifiait pas nécessairement une réelle mise en application de ces derniers. Au-delà de fixer des objectifs, les mécanismes concrets proposés par les certifications pour les mettre en œuvre sont finalement d'une importance capitale.

Par ailleurs, certaines lacunes peuvent aussi être observées concernant les ODD. D'abord, au niveau environnemental, aucun ne traite de l'utilisation des OGM, et seul l'ODD 12 exprime le risque de l'utilisation des produits dangereux tels que les pesticides. Dans ce cas précis, il était donc difficile de démontrer une convergence entre développement durable et commerce équitable, alors que ce dernier traite spécifiquement de la question des OGM, mais que les ODD restent silencieux à cet égard.

Ensuite, au niveau de la gouvernance, les ODD ne remettent pas en question le fonctionnement du commerce international conventionnel. En effet, le clivage entre les pays du Nord, les pays « développés », les pays du Sud, les pays « en développement » ou « peu développés » est toujours effectué dans les ODD. Ils

accentuent même ce clivage en employant certaines expressions telles que « les pays développés montrant l'exemple aux pays en développement », ce qui ne vient pas remettre en question le système actuel.

Enfin, les critères proposés pour atteindre les cibles sont relativement vagues et ne favorisent pas la mise en place de moyens précis et efficaces pour y parvenir. Cette faiblesse quant à l'application concrète des ODD est accentuée par le fait que les ODD ne sont pas juridiquement contraignants pour les États, pour les entreprises et pour les populations du monde.

5.19 Recommandations pour la certification Fairtrade

À la lumière de ces constats, certaines recommandations peuvent être formulées afin de renforcer les critères de la certification Fairtrade en vue d'une plus grande intégration des ODD.

5.19.1 Renforcer les critères à dimension environnementale

La certification Fairtrade a instauré de nombreux critères afin de répondre aux problématiques environnementales. Ces critères, détaillés et couvrant plus de six thèmes environnementaux, ne sont toutefois pas suffisants en raison de leur faible niveau d'exigence. Ils sont, pour la plupart, des critères de développement que les OPP peuvent mettre en œuvre à long terme, entre la troisième et la sixième année de certification. Ainsi, dans une perspective de développement durable, il serait souhaitable que Fairtrade augmente le nombre de critères fondamentaux à dimension environnementale afin qu'ils soient applicables à plus court terme. De cette manière, les quatre dimensions du développement durable seraient couvertes de manière plus équilibrée et des résultats environnementaux importants pourraient être remarqués. Également, Fairtrade pourrait intégrer dans ses standards applicables aux OPP des critères relatifs à la production biologique. Ils renforceraient alors la dimension non seulement environnementale, mais aussi économique de leur certification, en raison de la prime supplémentaire liée aux produits certifiés biologiques.

5.19.2 Renforcer les critères à dimension économique

L'analyse a permis de démontrer que certains des critères à dimension économique de la certification Fairtrade n'étaient pas suffisants, car leur application était volontaire. Ainsi, les critères relatifs à l'accès direct au marché, à l'engagement à long terme des partenaires commerciaux et à la capacité à exporter pourraient être renforcés. Fairtrade pourrait ici rendre ces critères comme une exigence fondamentale afin de renforcer la dimension économique de la certification. Sinon, les acteurs commerciaux ne se voient pas dans l'obligation de respecter ces critères, ce qui nous semble contraire à la mission du mouvement du commerce équitable.

5.19.3 Renforcer les critères liés à la sensibilisation des membres des OPP

La sensibilisation des individus est un aspect particulièrement important pour adopter des pratiques de développement durable. Toutefois, la plupart des critères relatifs à la sensibilisation des membres des OPP sont des critères de développement, applicables à long terme. Fairtrade pourrait donc modifier ces critères afin de les doter d'un niveau d'exigence plus contraignant et à respecter à court terme. Plus les membres seront sensibilisés aux problématiques environnementales et aux mesures de mitigation, plus les résultats se feront ressentir rapidement.

5.20 Recommandations pour la certification SPP

Certaines recommandations qui émanent de nos constats précédents peuvent aussi être formulées à l'égard de la certification SPP, afin de renforcer ses critères en vue d'une plus grande intégration des ODD.

5.20.1 Détailler les critères de manière plus importante

De manière générale, les critères du cahier des charges du SPP sont peu détaillés. Le SPP pourrait apporter plus de précisions afin de mieux expliquer ce que visent les critères et quelles mesures les OPP peuvent adopter pour y parvenir. Le manque de précision des critères apporte trop de souplesse aux critères et entraîne un manque de clarté pour les OPP. Si les OPP ne sont pas suffisamment guidées dans les mesures à instaurer, elles ne seront pas suffisamment outillées pour instaurer des programmes efficaces et durables. Des critères plus détaillés qui proposent des outils précis à mettre en œuvre seraient par conséquent bénéfiques pour la certification SPP et lui apporterait une plus grande crédibilité tout en permettant de mieux couvrir les ODD.

5.20.2 Approfondir les critères à dimension environnementale et augmenter leur niveau d'exigence

Dans une perspective de développement durable, les critères environnementaux de la certification SPP ne sont pas suffisamment détaillés et contraignants. Il serait bénéfique que les critères environnementaux proposent des outils plus spécifiques pour chaque problématique environnementale au lieu de les regrouper dans un seul critère. De cette manière, les OPP seraient mieux outillées. De plus, le SPP pourrait considérer rendre ses critères environnementaux plus contraignants afin d'équilibrer la mobilisation des quatre dimensions du développement durable dans sa certification.

5.20.3 Renforcer le niveau d'exigence des critères relatifs au travail décent et égalitaire et à la participation équitable

Bien que le critère de non-discrimination entre les genres et le respect des conditions de travail soient des valeurs clés de la certification SPP, certains critères pourraient être renforcés à cet égard. En effet, le critère 4.9.3 relatif aux conditions de travail adéquates, décentes et égalitaires entre actuellement en contradiction avec le critère d'exigence minimum relatif au respect des normes de l'OIT, et dans lesquelles on retrouve la nécessité de fournir des conditions de travail adéquates, décentes et égalitaires. Plus, il vient même le contredire puisqu'il énonce que les OPP appliqueront ce critère dans la mesure de leurs possibilités. Dans ce cas, le critère 4.9.3 pourrait voir son niveau d'exigence augmenter en devenant un critère critique, soit le niveau d'exigence le plus contraignant, afin que de meilleures mesures soient instaurées pour y parvenir. De la même manière, le niveau d'exigence du critère 4.2.8 relatif à la participation équitable aux décisions entre les hommes et les femmes gagnerait à être augmenté. En effet, afin de mieux respecter les valeurs du commerce équitable et de renforcer la dimension de gouvernance dans cette certification, ce critère nous semble devoir devenir un critère critique ou minimum. La participation équitable est une valeur clé du commerce équitable et fait également partie intégrante des ODD. Les OPP ont donc avantage à la mettre rapidement en œuvre dans leur fonctionnement.

CONCLUSION

Le commerce équitable est un nouveau partenariat commercial fondé sur le dialogue, la transparence et le respect. Il s'est fixé comme mission d'apporter une plus grande équité dans le commerce mondial et de modifier les pratiques du commerce international conventionnel. Son mouvement s'est structuré durant trois phases de développement, dont la troisième phase, celle de la labellisation. Celle-ci est venue complexifier son fonctionnement, car la création des certifications a entraîné la multiplication des organismes et des acteurs du mouvement. La diversité des acteurs et des certifications a ensuite fait émerger une variété importante de standards et de critères à respecter. Depuis 2001, le mouvement du commerce équitable énonce dans son discours sa contribution au développement durable par le biais des meilleures conditions commerciales qu'il propose et qui garantissent les droits des producteurs et des travailleurs marginalisés des pays du Sud.

L'objectif principal de cet essai consistait à analyser de façon critique dans quelle mesure les ODD sont intégrés dans les certifications de commerce équitable et à émettre des recommandations en vue d'approfondir cette intégration. Les deux premiers chapitres ont permis de définir plus précisément les concepts de commerce équitable et de développement durable. Le premier chapitre est revenu plus précisément sur le contexte actuel du commerce équitable et sa complexité due à la multiplication des acteurs et des standards. Le second chapitre a quant à lui défini le cadre conceptuel relatif au développement durable afin d'en extraire les données conceptuelles nécessaires aux analyses à effectuer. Le développement durable est un concept qui s'est façonné internationalement et dont différentes conventions et programmes internationaux le mettent aujourd'hui en œuvre. Notamment, les principes de la Déclaration de Rio et les 17 ODD établis par l'ONU ont permis de comprendre les principes qui structurent le concept de développement selon ses différentes dimensions. Le troisième chapitre est venu justifier le choix des deux certifications à analyser et la méthodologie suivie à cette fin. La certification Fairtrade représente la référence en matière de commerce équitable puisqu'elle est le premier label à avoir été créé et qui s'est diversifié aux vues des nombreux standards qui la composent. Il paraissait pertinent d'évaluer comment ses critères intégraient les ODD pour être en mesure de se revendiquer comme un outil du développement durable. De son côté, la certification SPP s'est créée en réaction à l'ouverture de certains labels de commerce équitable et/ou durable aux multinationales dans un souci de recentrer le pouvoir et de le donner plus spécifiquement aux producteurs vulnérables des pays du Sud.

Une analyse précise des critères de chacun des cahiers des charges des certifications selon 15 critères équitables retenus a été menée au quatrième chapitre. Elle est venue les détailler afin de les lier aux cibles des différents ODD. L'interprétation de ces résultats a permis, au cinquième chapitre, d'évaluer les critères

instaurés par les deux certifications à la lumière des ODD et d'en extraire d'importants constats. Ce chapitre a déterminé que 13 des 17 ODD étaient couverts par Fairtrade, et 12 ODD par le SPP. Parmi ceux-ci, six des ODD (1, 6, 8, 12, 13 et 15) voient une partie importante de leurs cibles être intégrées aux certifications, alors que sept autres ne l'étaient que très partiellement. Les dimensions sociale et de gouvernance sont particulièrement sollicitées dans les critères des certifications équitables, mais cela semble être moins le cas pour les dimensions économique et environnementale. Certains des critères à dimension économique mis en place par les certifications semblent contradictoires avec la volonté du commerce équitable de changer le fonctionnement du commerce international, qui se retranscrit notamment à travers ses critères relatifs à l'accès au marché et à la capacité à exporter. Une autre faiblesse concerne la dimension environnementale des cahiers des charges, dont l'intégration dans les critères est récente. Nous avons notamment constaté que ces critères n'étaient pas suffisamment contraignants pour être en mesure d'apporter des résultats concrets à court terme. En somme, l'analyse nous permet de constater que le commerce équitable ne s'est pas originellement construit sur les quatre dimensions du développement durable, ce qui se ressent dans les cahiers des charges. On note ainsi un certain déséquilibre entre ces quatre dimensions mobilisées, à la faveur des dimensions sociale et de gouvernance qui demeurent au cœur du mouvement du commerce équitable, dans les critères des certifications équitables. Ceci fait apparaître de nouveaux enjeux pour les producteurs dans un contexte où le développement durable devient une visée de plus en plus importante. Par ailleurs, nous avons vu que l'intégration des ODD dans les critères ne signifiait pas nécessairement la mise en œuvre concrète de ces derniers. Au-delà des objectifs fixés, les mécanismes concrets proposés par les certifications pour les mettre en œuvre sont d'une importance capitale.

Afin de guider les certifications à intégrer de manière plus complète les ODD, nous avons formulé des recommandations. D'une part, la certification Fairtrade devrait modifier le niveau d'exigence de ses critères environnementaux pour les rendre plus importants. Elle pourrait également renforcer ses critères à dimension économique afin qu'ils respectent davantage les critères équitables et les principes de la charte internationale du commerce équitable. Enfin, il serait intéressant pour Fairtrade de venir accentuer les critères relatifs à la sensibilisation des membres des OPP au développement durable. Des producteurs conscients des enjeux seraient plus à même de mettre en œuvre des pratiques responsables. D'autre part, la certification SPP pourrait détailler de manière plus complète son cahier des charges pour apporter davantage de précisions sur les pratiques à respecter, car elles sont parfois trop vagues. Cela guiderait les OPP dans la mise en œuvre efficace et précise des critères. Aussi, ses critères à dimension environnementale doivent être plus détaillés et avoir un niveau d'exigence plus contraignant afin d'équilibrer l'intégration des quatre dimensions du développement durable. Enfin, le niveau d'exigence des critères relatifs au travail décent et égalitaire ainsi qu'à la participation équitable gagnerait à être augmenté, car sans un niveau d'exigence

contraignant, il entre en contradiction avec les critères équitables et la mission du commerce équitable à redonner un certain pouvoir aux populations du Sud.

Finalement, cette analyse pertinente a démontré que le commerce équitable et le développement durable partageaient de nombreux points communs, même s'il est important de différencier ces deux mouvements qui ne sont pas identiques. Les certifications équitables étudiées s'inscrivent donc dans une perspective de développement durable. Mais pour prétendre y contribuer pleinement, elles devront toutefois veiller à équilibrer de manière plus homogène l'intégration des quatre dimensions du développement durable.

RÉFÉRENCES

- Artisans du Monde. (s. d.). Le commerce équitable au fil du temps. Repéré à <https://www.artisansdumonde.org/comprendre/le-commerce-equitable/historique>
- Association Québécoise du Commerce Équitable [AQCE]. (2017). L’histoire du commerce équitable. Repéré à <http://assoquebecequitable.org/le-commerce-equitable/lhistoire-du-commerce-equitable/>
- Audebrand, L. et Pauchant, T. (2008). Commerce équitable : sa contribution à l’éthique des affaires. *Gestion*, 33(1), 41-49.
- Balineau, G., Brugvin, T., Coulibaly, M. et Matringue-Sok, B. (2012). Certification. Dans V. Blanchet (dir.) et al., *Dictionnaire du commerce équitable : Hors collection* (Quae, 25-34).
- Ballet, J. et Carimentrand, A. (2007). *Le commerce équitable*. Paris, France : Éllipses.
- Barratt-Brown, M. (1993). *Fair Trade: Reform and Realities in the International Trading System*. London and New Jersey : Zed Books.
- Bécheur, A. et Toulouse, N. (2008). *Le commerce équitable : entre utopie et marché*. Paris, France : Vuibert.
- Belem, G. (2010). Du développement au développement durable : cheminement, apports théoriques et contribution des mouvements sociaux. Repéré à <http://www.crsdd.uqam.ca/Pages/docs/06-2010.pdf>
- Bisaillon, V. (2008). *Commerce équitable et développement durable: le cas d'une organisation de producteurs de café au Mexique* (Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, Montréal, Québec, Canada). Repéré à <https://archipel.uqam.ca/1547/1/M10367.pdf>
- Blanchet, V. et Carimentrand, A. (2012). Avant-propos. Dans V. Blanchet (dir.) et al., *Dictionnaire du commerce équitable : Hors collection* (Quae, 7-9).
- Brochard, D. (2011). *Le développement durable: enjeux de définition et de mesurabilité* (Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, Montréal, Québec, Canada). Repéré à <https://archipel.uqam.ca/4046/1/M12097.pdf>
- Brugvin, T. et Pons, B. (2012). Histoire. Dans V. Blanchet (dir.) et al., *Dictionnaire du commerce équitable : Hors collection* (Quae, 147-151).
- Brunsson, N. et Jacobsson, B. (2000). *A World of Standards*. Oxford, United Kingdom: Oxford University Press.
- Carimentrand, A. (2012). Filière. Dans V. Blanchet (dir.) et al., *Dictionnaire du commerce équitable : Hors collection* (Quae, 132-138).
- World Fair Trade Organization et al. (2018). Charte internationale du commerce équitable. Repéré à <https://www.commerceequitable.org/wp-content/uploads/charte-internationale-du-ce-2018.pdf>
- Club de Rome. (s. d.). About the Club of Rome. Repéré à <https://clubofrome.org/about-us/>

- Combe, H. (2015, 30 septembre). La gouvernance, une impérieuse nécessité pour le développement durable. *Développement durable et territoires*, 6 (2). Repéré à <http://journals.openedition.org/developpementdurable/10852>
- Commerce Équitable France. (2015). *Guide international des labels de commerce équitable*. Repéré à <https://www.rtes.fr/sites/default/files/IMG/pdf/guide-labels-web-7-avril.pdf>
- Commerce Équitable France. (2019). *Guide international des labels de commerce équitable*. Repéré à <https://www.commerceequitable.org/wp-content/uploads/guide-label-2019-francais-web.pdf>
- Commission mondiale sur l'environnement et le développement [CMED]. (1988). *Rapport Brundtland : notre avenir à tous*. Cap-Saint-Ignace, Québec, Canada : Éditions du Fleuve.
- Diaz Pedregal, V. (2006, 10 janvier). Le commerce équitable : un des maillons du développement durable ? *Développement durable et territoires*, 5. Repéré à <https://journals.openedition.org/developpementdurable/1644?lang=en>
- Doussin, J. (2011). *Le commerce équitable*. Paris cedex 14, France: Presses Universitaires de France.
- Duclaux-Monteil Ott. (2018). *Le concept de développement durable*. Repéré à https://www.ifdd.francophonie.org/media/docs/publications/725_MOOC_DD_2018.pdf
- European Fair Trade Association [EFTA]. (s. d.). Quels sont les principaux labels de commerce équitable et leur cahier des charges? Repéré à <http://www.eftafairtrade.org/>
- Fair World Project [FWP]. (2019). *Fairness for farmers: A Report Assessing the Fair Trade Movement and the Role of Certification*. Repéré à https://fairworldproject.org/wp-content/uploads/2018/09/Fair_World_Project-Fairness-For-Farmers-Report.pdf
- Fairtrade Canada. (2020). À propos du système international Fairtrade. Repéré à <http://www.fairtrade.ca/fr-CA/Qu-est-ce-que-Fairtrade/Qui-est-Fairtrade-Canada/A-propos-du-systeme-international-Fairtrade>
- Fairtrade International [FI]. (2020). Tableau du prix minimum du commerce équitable et de la prime du commerce équitable. Repéré à https://files.fairtrade.net/standards/Fairtrade_Minimum_Price_and_Premium_Table_FR_PUBLIC.pdf
- Fairtrade International [FI]. (2011). Standard du commerce équitable Fairtrade pour le café pour les organisations de petits producteurs et acteurs commerciaux. Repéré à https://files.fairtrade.net/standards/Coffee_SPO_FR.pdf
- Fairtrade International [FI]. (2015). *Standards pour les acteurs commerciaux Fairtrade*. Repéré à https://files.fairtrade.net/standards/TS_FR.pdf
- Fairtrade International [FI]. (2019). *Standards génériques pour les organisations de petits producteurs*. Repéré à https://files.fairtrade.net/standards/SPO_FR.pdf
- FINE. (2001). *Fair trade definition and principles*. Repéré à <https://onevillage.org/fairtradedefinition.pdf>

- Futura Sciences. (2020). Club de Rome. Repéré à <https://www.futura-sciences.com/planete/definitions/developpement-durable-club-rome-7175/>
- Gautrey G. (2018). La construction d'un modèle alternatif de commerce équitable impulsé par les producteurs des pays du Sud : quelles logiques et quel travail institutionnels à l'œuvre ? (Thèse de doctorat, Université d'Aix-Marseille, Marseille, France).
- Gendron C., Palma Torres A. et Bisailon V. (2009). *Quel commerce équitable pour demain ? Pour une nouvelle gouvernance des échanges*. Montréal, Québec, Canada et Paris, France : Éditions Écosociété et Charles Léopold Mayer.
- Gendron, C et Revéret, J. (2000). Le développement durable. *Économie et Sociétés*, 9(37), 111-124. Repéré à http://www.cregim.org/pdf/dd_Gendron-Reveret_2000.pdf
- Gendron, C. (2005). Le Québec à l'ère du développement durable. Repéré à <http://metropolitique.com/Fiches/Economie-Finance/Developpement-durable/doc/a005.pdf>
- Global Compact France. (s. d.). Les 17 objectifs de développement durable : l'agenda international à horizon 2030. Repéré à <https://www.globalcompact-france.org/p-130-odd>
- Habbard, P., Lafarge L., Peeters, A. et Vergriette, B. (2002). État des lieux et enjeux du changement d'échelle du commerce équitable : typologie des filières, marchés de consommation, gouvernance internationale et cohérence globale du commerce équitable. Nogent-sur-Marne, France : Solagral.
- Hopwood B.; Mellor M. et O'Brien G. (2005). Sustainable Development. *Sustainable Development*, 13(1), 38- 52.
- Huybrechts, B. (2010). *Explaining Organisational Diversity in Fair Trade Social Enterprises*. Université de Liège, Liège, Belgique : HEC Management School.
- Jacquiau, C. (2000). *Les coulisses de la grande distribution*. Paris, France : Albin Michel.
- Johnson, P. (2003). Commerce équitable et mondialisation. *Revue du MAUSS*, 21(1), 73-79.
- Le Prestre, P. (1997). *Écopolitique internationale*. Montréal, Québec, Canada : Guérin Universitaire.
- Le Velly, R. (2004). Le commerce équitable: des échanges marchands contre le marché et dans le marché (Thèse de Doctorat). Université de Nantes, Nantes, France.
- Le Velly, R. (2009). Quel commerce équitable pour quel développement durable? *Innovations*, 2(30), 99-113.
- Lemay, J., Favreau, L. et Maldidier, C. (2010). *Commerce équitable. Les défis de la solidarité dans les échanges internationaux*. Québec, Québec, Canada : Presses universitaires du Québec.
- Lernoud, J., Potts, J., Sampson, G., Voora, V., Willer, H. et Wozniak, J. (2015). *The State of Sustainable Markets: Statistics and Emerging Trends 2015*. Genève, Suisse: International Trade Centre.

- Loconto, A. et Renard, M. (2012). Competing Logics in the Further Standardization of Fair Trade: ISEAL and the Símbolo de Pequeños Productores. *International Journal of Sociology of Agriculture and Food*, 20 (1), 51-68.
- Marchildon, A. (2019). Éthique et certifications de commerce équitable: entre contrôle et capacitation. *Éthique publique*, 21(1). Repéré à <https://journals.openedition.org/ethiquepublique/4509>
- Ministère de l'Écologie et du Développement Durable [MEDD]. (2002). *Historique du développement durable : dossier d'information pour Johannesburg*. Repéré à <http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/docs/Temis/0071/Temis-0071276/19484.pdf>
- Moore, G. (2004). The Fair Trade Movement: Parameters, Issues and Future Research. *Journal of Business Ethics*, 53, 73–86.
- Organisation des Nations-Unies [ONU]. (s. d.). Repéré à <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>
- OXFAM Magasins du Monde. (2007). Les structures internationales du commerce équitable. Repéré à <https://www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2007/04/13/les-structures-internationales-du-commerce-equitable/#.XqG-m8hKh9O>
- Pouchain, D. (2015). Chapitre 6 : le commerce équitable Nord-Sud. Dans R. Holcman (dir.), *Économie sociale et solidaire : Hors collection* (Dunod, 167-199).
- Ramonjy, D. (2012). Développement durable. Dans V. Blanchet (dir.) et al., *Dictionnaire du commerce équitable : Hors collection* (Quae, 86-94).
- Reed, D. (1999). *Le développement durable*. Dans D. Reed (dir.), *Ajustement structurel, environnement et développement durable* (25-46). Montréal, Québec, Canada : Éditions L'Harmattan.
- Reed, D. (2012). Fairtrade International (FLO). Dans D. Reed, P. Utting et A. Mukherjee Reed (dir.), *Business Regulation and Non-state Actors: Whose Standards? Whose Development?* (300-314).
- Renard, M. (2015). Fair Trade for Small Farmer Cooperatives in Latin America. Dans L. T. Raynolds et Bennett E. (dir.), *Handbook of Research on Fair Trade* (475-490). Cheltenham, England: Edward Elgar Publishing.
- Renard, M-C. (2010). Régulation et gouvernance du commerce équitable : une analyse stratégique des évolutions récentes. Dans M.-F. Turcotte et C. Hervieux (dir.), *Mettre en marché pour une cause : Commerce équitable, une comparaison internationale* (75-87). Québec, Québec, Canada : Presses de l'Université du Québec.
- Robert-Demontrond, P. et Joyeau, A. (2007). Le label « commerce équitable » comme praxème : diversité des acteurs, diversification des significations. *Revue de l'organisation responsable*, 2(2), 54-69.
- Sirdey, N. (2018). Le commerce équitable améliore-t-il la sécurité alimentaire ? Le cas des ménages caféiculteurs des Andes péruviennes (Thèse de doctorat, Université de Montpellier, France). Repéré à http://agritrop.cirad.fr/590811/1/Ninon%20Sirdey_Manuscrit%20th%C3%A8se%20EDEC.pdf

- Stockholm Resilience Centre. (2016). Sustainable Development Goals. Repéré à <https://www.stockholmresilience.org/research/research-news/2016-06-14-how-food-connects-all-the-sdgs.html>
- Strange, T. et Bayley, A. (2008). *Sustainable development: Linking Economy, Society, Environment*. Paris, France ECD insights.
- Symbole des petits producteurs Global [SPP Global]. (2018a). *Norme générale du Symbole Petits Producteurs*. Repéré à https://spp.coop/wp-content/uploads/2019/02/FR_Norm_G%C3%A9n%C3%A9_SPP_V11_2018-10-01__E2_2019-02-07.pdf
- Symbole des petits producteurs Global [SPP Global]. (2018b). *Déclaration de principes et de valeurs*. Repéré à http://spp.coop/wp-content/uploads/2018/01/1.2-D%C3%A9claration_Principes_Valeurs_SPP_V1_2010-11-05_E3_2018-01-19-1.pdf
- Symbole des petits producteurs Global [SPP Global]. (2020). Liste des prix durables. Repéré à https://spp.coop/wp-content/uploads/2020/01/FR_List_Prix_SPP_V11_E2_2020-01-28.pdf
- Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources [UICN]. (1980). *Stratégie mondiale de conservation*. Gland, Suisse.
- Vaillancourt, J. (2002). *Évolution conceptuelle et historique du développement durable* (Rapport de recherche). Repéré à http://www.mcreq.org/images/UserFiles/files/Rapport_de_recherche_evolution_DD.pdf
- Verdura. (s. d.). Gouvernance. Repéré à <http://www.vedura.fr/gouvernance/>
- Vivien, F. (2005). *Le développement soutenable* (425). Paris, France: Éditions La Découverte.
- Waridel, L. (2005). *Acheter c'est Voter, le cas du café*. Montréal, Québec, Canada: Écosociété.
- Warren, J. (2010). Environnement, Social et Économique : les 3 piliers du Développement Durable. Repéré à <https://www.greenmaterials.fr/environnement-social-et-economique-les-3-piliers-du-developpement-durable/>
- World Fair Trade Organization [WFTO] et Fairtrade Labelling Organizations International [FLO]. (2009). *Charte des principes du commerce équitable*. Repéré à [https://wfto.com/sites/default/files/Charter-of-Fair-Trade-Principles-Final%20\(FR\).PDF](https://wfto.com/sites/default/files/Charter-of-Fair-Trade-Principles-Final%20(FR).PDF)
- World Fair Trade Organization [WFTO]. (2018). *Prêtez attention au label*. Repéré à https://wfto.com/sites/default/files/Look%20for%20the%20Label%20poster_French.pdf

ANNEXES

Tableau 1. Illustration de l'intégration des cibles de l'ODD 1 par Fairtrade et le SPP

ODD 1 – Pas de pauvreté		Fairtrade	SPP
Cible 1.1 :	D'ici à 2030, éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier (s'entend actuellement du fait de vivre avec moins de 1,90 dollar américain par jour)		
Cible 1.2 :	D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges souffrant d'une forme ou l'autre de pauvreté, telle que définie par chaque pays		
Cible 1.3 :	Instaurer des systèmes et des mesures de protection sociale pour tous, y compris les personnes vulnérables.		
Cible 1.4 :	Faire en sorte que les hommes et les femmes, en particulier les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques, aux nouvelles technologies et aux services financiers		
Cible 1.5 :	Renforcer la résilience des personnes vulnérables et réduire leur vulnérabilité aux événements d'ordre économique, social et environnemental.		
Cible 1.a :	Garantir une mobilisation importante de ressources provenant de sources multiples, y compris par le renforcement de la coopération pour le développement, afin de doter les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, de moyens adéquats et prévisibles de mettre en œuvre des programmes et politiques visant à mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes		
Cible 1.b :	Mettre en place aux niveaux national, régional et international des cadres d'action viables, fondés sur des stratégies de développement favorables aux pauvres et soucieuses de la problématique hommes-femmes, afin d'accélérer l'investissement dans des mesures d'élimination de la pauvreté		

Tableau 2. Illustration de l'intégration des cibles de l'ODD 2 par Fairtrade et le SPP

ODD 2 – Faim zéro	Fairtrade	SPP
Cible 2.1 : D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante		
Cible 2.2 : D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation parmi les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées		
Cible 2.3 : D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les autochtones, les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et intrants, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emploi autres qu'agricoles		
Cible 2.4 : Assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et instaurer des pratiques agricoles résilientes visant l'accroissement de la productivité et de la production, la préservation des écosystèmes, le renforcement des capacités d'adaptation aux changements climatiques, [...], et améliorent la qualité des sols		
Cible 2.5 : D'ici à 2020, préserver la diversité génétique des semences, des cultures et des animaux d'élevage ou domestiqués et des espèces sauvages apparentées, y compris au moyen de banques de semences et de plantes bien gérées et diversifiées aux niveaux national, régional et international, et favoriser l'accès aux avantages que présentent l'utilisation des ressources génétiques et du savoir traditionnel associé et le partage juste et équitable de ces avantages, ainsi que cela a été décidé à l'échelle internationale		
Cible 2.a : Accroître, notamment dans le cadre du renforcement de la coopération internationale, l'investissement en faveur de l'infrastructure rurale, des services de recherche et de vulgarisation agricoles et de la mise au point de technologies et de banques de gènes de plantes et d'animaux d'élevage, afin de renforcer les capacités productives agricoles des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés		
Cible 2.b : Corriger et prévenir les restrictions et distorsions commerciales sur les marchés agricoles mondiaux, y compris par l'élimination parallèle de toutes les formes de subventions aux exportations agricoles et de toutes les mesures relatives aux exportations aux effets similaires, conformément au mandat du Cycle de développement de Doha		
Cible 2.c : Adopter des mesures visant à assurer le bon fonctionnement des marchés de denrées alimentaires et des produits dérivés et faciliter l'accès rapide aux informations relatives aux marchés, y compris les réserves alimentaires, afin de contribuer à limiter l'extrême volatilité du prix des denrées alimentaires		

Tableau 3. Illustration de l'intégration des cibles de l'ODD 3 par Fairtrade et le SPP

ODD 3 – Bonne santé et bien être		Fairtrade	SPP
Cible 3.1 :	D'ici à 2030, faire passer le taux mondial de mortalité maternelle au-dessous de 70 pour 100 000 naissances vivantes		
Cible 3.2 :	D'ici à 2030, éliminer les décès évitables de nouveau-nés et d'enfants de moins de 5 ans, tous les pays devant chercher à ramener la mortalité néonatale à 12 pour 1 000 naissances vivantes au plus et la mortalité des enfants de moins de 5 ans à 25 pour 1 000 naissances vivantes au plus		
Cible 3.3 :	D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles		
Cible 3.4 :	D'ici à 2030, réduire d'un tiers, par la prévention et le traitement, le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles et promouvoir la santé mentale et le bien-être		
Cible 3.5 :	Renforcer la prévention et le traitement de l'abus de substances psychoactives, notamment de stupéfiants et d'alcool		
Cible 3.6 :	D'ici à 2020, diminuer de moitié à l'échelle mondiale le nombre de décès et de blessures dus à des accidents de la route		
Cible 3.7 :	D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative, y compris à des fins de planification familiale, d'information et d'éducation, et la prise en compte de la santé procréative dans les stratégies et programmes nationaux		
Cible 3.8 :	Faire en sorte que chacun bénéficie d'une couverture sanitaire universelle, comprenant une protection contre les risques financiers et donnant accès à des services de santé essentiels de qualité et à des médicaments et vaccins essentiels sûrs, efficaces, de qualité et d'un coût abordable		
Cible 3.9 :	D'ici à 2030, réduire nettement le nombre de décès et de maladies dus à des substances chimiques dangereuses, à la pollution et à la contamination de l'air, de l'eau et du sol		
Cible 3.a :	Renforcer dans tous les pays l'application de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la Santé pour la lutte antitabac		
Cible 3.b :	Appuyer la recherche et la mise au point de vaccins et de médicaments contre les maladies, transmissibles ou non, qui touchent principalement les habitants des pays en développement, donner accès, à un coût abordable, à des médicaments et vaccins essentiels, conformément à la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique. Cette déclaration réaffirme le droit qu'ont les pays en développement de tirer pleinement parti des dispositions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et à la marge de manœuvre nécessaire pour protéger la santé publique et, en particulier, assurer l'accès universel aux médicaments		

ODD 3 – Bonne santé et bien être	Fairtrade	SPP
Cible 3.c : Accroître considérablement le budget de la santé, le recrutement, le perfectionnement, la formation et le maintien en poste du personnel de santé dans les pays en développement, notamment dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement		
Cible 3.d : Renforcer les moyens dont disposent tous les pays, en particulier les pays en développement en matière d’alerte rapide, de réduction des risques et de gestion des risques sanitaires nationaux et mondiaux		

Tableau 4. Illustration de l'intégration des cibles de l'ODD 4 par Fairtrade et le SPP

ODD 4 – Éducation de qualité		Fairtrade	SPP
Cible 4.1 :	D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile		
Cible 4.2 :	D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons aient accès à des activités de développement et de soins de la petite enfance et à une éducation préscolaire de qualité qui les préparent à suivre un enseignement primaire		
Cible 4.3 :	D'ici à 2030, faire en sorte que les femmes et les hommes aient tous accès dans des conditions d'égalité à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable		
Cible 4.4 :	D'ici à 2030, augmenter considérablement le nombre de jeunes et d'adultes disposant des compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat		
Cible 4.5 :	D'ici à 2030, éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle		
Cible 4.6 :	D'ici à 2030, veiller à ce que tous les jeunes et une proportion considérable d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter		
Cible 4.7 :	D'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable		
Cible 4.a :	Faire construire des établissements scolaires qui soient adaptés aux enfants, aux personnes handicapées et aux deux sexes ou adapter les établissements existants à cette fin et fournir un cadre d'apprentissage effectif qui soit sûr, exempt de violence et accessible à tous		
Cible 4.b :	D'ici à 2020, augmenter considérablement à l'échelle mondiale le nombre de bourses d'études offertes aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, aux petits États insulaires en développement et aux pays d'Afrique, pour financer le suivi d'études supérieures, y compris la formation professionnelle, les cursus informatiques, techniques et scientifiques et les études d'ingénieur, dans des pays développés et d'autres pays en développement		
Cible 4.c :	D'ici à 2030, accroître considérablement le nombre d'enseignants qualifiés, notamment au moyen de la coopération internationale pour la formation d'enseignants dans les pays en développement, surtout dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement		

Tableau 5. Illustration de l'intégration des cibles de l'ODD 5 par Fairtrade et le SPP

ODD 5 – Égalité entre les sexes		Fairtrade	SPP
Cible 5.1 :	Mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles		
Cible 5.2 :	Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation		
Cible 5.3 :	Éliminer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé et la mutilation génitale féminine		
Cible 5.4 :	Faire une place aux soins et travaux domestiques non rémunérés et les valoriser, par l'apport de services publics, d'infrastructures et de politiques de protection sociale et la promotion du partage des responsabilités dans le ménage et la famille, en fonction du contexte national		
Cible 5.5 :	Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique		
Cible 5.6 :	Assurer l'accès de tous aux soins de santé sexuelle et procréative et faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de procréation, ainsi qu'il a été décidé dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et le Programme d'action de Beijing et les documents finaux des conférences d'examen qui ont suivi		
Cible 5.a :	Entreprendre des réformes visant à donner aux femmes les mêmes droits aux ressources économiques, ainsi qu'à l'accès à la propriété et au contrôle des terres et d'autres formes de propriété, aux services financiers, à l'héritage et aux ressources naturelles, dans le respect du droit interne		
Cible 5.b :	Renforcer l'utilisation des technologies clefs, en particulier l'informatique et les communications, pour promouvoir l'autonomisation des femmes		
Cible 5.c :	Adopter des politiques bien conçues et des dispositions législatives applicables en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles à tous les niveaux et renforcer celles qui existent		

Tableau 6. Illustration de l'intégration des cibles de l'ODD 6 par Fairtrade et le SPP

ODD 6 – Eau propre et assainissement		Fairtrade	SPP
Cible 6.1 :	D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable		
Cible 6.2 :	D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable		
Cible 6.3 :	D'ici à 2030, améliorer la qualité de l'eau en réduisant la pollution, en éliminant l'immersion de déchets et en réduisant au minimum les émissions de produits chimiques et de matières dangereuses, en diminuant de moitié la proportion d'eaux usées non traitées et en augmentant considérablement à l'échelle mondiale le recyclage et la réutilisation sans danger de l'eau		
Cible 6.4 :	D'ici à 2030, augmenter considérablement l'utilisation rationnelle des ressources en eau dans tous les secteurs et garantir la viabilité des retraits et de l'approvisionnement en eau douce afin de tenir compte de la pénurie d'eau et de réduire nettement le nombre de personnes qui souffrent du manque d'eau		
Cible 6.5 :	D'ici à 2030, mettre en œuvre une gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontière		
Cible 6.6 :	D'ici à 2020, protéger et restaurer les écosystèmes liés à l'eau, notamment les montagnes, les forêts, les zones humides, les rivières, les aquifères et les lacs		
Cible 6.a :	D'ici à 2030, développer la coopération internationale et l'appui au renforcement des capacités des pays en développement en ce qui concerne les activités et programmes relatifs à l'eau et à l'assainissement, y compris la collecte de l'eau, la désalinisation, l'utilisation rationnelle de l'eau, le traitement des eaux usées, le recyclage et les techniques de réutilisation		
Cible 6.b :	Appuyer et renforcer la participation de la population locale à l'amélioration de la gestion de l'eau et de l'assainissement		

Tableau 7. Illustration de l'intégration des cibles de l'ODD 7 par Fairtrade et le SPP

ODD 7 – Énergie propre et d'un coût raisonnable		Fairtrade	SPP
Cible 7.1 :	D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable		
Cible 7.2 :	D'ici à 2030, accroître nettement la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial		
Cible 7.3 :	D'ici à 2030, multiplier par deux le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique		
Cible 7.a :	D'ici à 2030, renforcer la coopération internationale en vue de faciliter l'accès à la recherche et aux technologies relatives à l'énergie propre, notamment l'énergie renouvelable, l'efficacité énergétique et les nouvelles technologies relatives aux combustibles fossiles propres, et promouvoir l'investissement dans l'infrastructure énergétique et les technologies relatives à l'énergie propre		
Cible 7.b :	D'ici à 2030, développer les infrastructures et améliorer les technologies afin d'approvisionner en services énergétiques modernes et durables tous les habitants des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés, des petits États insulaires en développement et des pays en développement sans littoral, dans le respect des programmes d'aide qui les concernent		

Tableau 8. Illustration de l'intégration des cibles de l'ODD 8 par Fairtrade et le SPP

ODD 8 – Travail décent et croissance économique		Fairtrade	SPP
Cible 8.1 :	Maintenir un taux de croissance économique par habitant adapté au contexte national et, en particulier, un taux de croissance annuelle du produit intérieur brut d'au moins 7 % dans les pays les moins avancés.		
Cible 8.2 :	Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre.		
Cible 8.3 :	Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la croissance des microentreprises et des petites et moyennes entreprises et facilitent leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers.		
Cible 8.4 :	Améliorer progressivement, jusqu'en 2030, l'efficacité de l'utilisation des ressources mondiales du point de vue de la consommation comme de la production et s'attacher à ce que la croissance économique n'entraîne plus la dégradation de l'environnement, comme prévu dans le cadre décennal de programmation relatif à la consommation et à la production durables, les pays développés montrant l'exemple en la matière.		
Cible 8.5 :	D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale.		
Cible 8.6 :	D'ici à 2020, réduire considérablement la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation.		
Cible 8.7 :	Prendre des mesures immédiates et efficaces pour supprimer le travail forcé, mettre fin à l'esclavage moderne et à la traite d'êtres humains, interdire et éliminer les pires formes de travail des enfants, y compris le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats et, d'ici à 2025, mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes.		
Cible 8.8 :	Défendre les droits des travailleurs, promouvoir la sécurité sur le lieu de travail et assurer la protection de tous les travailleurs, y compris les migrants, en particulier les femmes, et ceux qui ont un emploi précaire.		
Cible 8.9 :	D'ici à 2030, élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à développer un tourisme durable qui crée des emplois et mette en valeur la culture et les produits locaux.		
Cible 8.10 :	Renforcer la capacité des institutions financières nationales de favoriser et généraliser l'accès de tous aux services bancaires et financiers et aux services d'assurance		
Cible 8.a :	Accroître l'appui apporté dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, y compris par l'intermédiaire du cadre intégré renforcé pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés.		

ODD 8 – Travail décent et croissance économique		Fairtrade	SPP
Cible 8.b :	D’ici à 2020, élaborer et mettre en œuvre une stratégie mondiale en faveur de l’emploi des jeunes et appliquer le Pacte mondial pour l’emploi de l’Organisation internationale du Travail.		

Tableau 9. Illustration de l'intégration des cibles de l'ODD 9 par Fairtrade et le SPP

ODD 9 – Industrie, innovation et infrastructure	Fairtrade	SPP
Cible 9.1 : Mettre en place une infrastructure de qualité, fiable, durable et résiliente, y compris une infrastructure régionale et transfrontière, pour favoriser le développement économique et le bien-être de l'être humain, en mettant l'accent sur un accès universel, à un coût abordable et dans des conditions d'équité.		
Cible 9.2 : Promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et, d'ici à 2030, augmenter nettement la contribution de l'industrie à l'emploi et au produit intérieur brut, en fonction du contexte national, et la multiplier par deux dans les pays les moins avancés.		
Cible 9.3 : Accroître, en particulier dans les pays en développement, l'accès des entreprises, notamment des petites entreprises industrielles, aux services financiers, y compris aux prêts consentis à des conditions abordables, et leur intégration dans les chaînes de valeur et sur les marchés.		
Cible 9.4 : D'ici à 2030, moderniser l'infrastructure et adapter les industries afin de les rendre durables, par une utilisation plus rationnelle des ressources et un recours accru aux technologies et procédés industriels propres et respectueux de l'environnement, chaque pays agissant dans la mesure de ses moyens.		
Cible 9.5 : Renforcer la recherche scientifique, perfectionner les capacités technologiques des secteurs industriels de tous les pays, en particulier des pays en développement, notamment en encourageant l'innovation et en augmentant considérablement le nombre de personnes travaillant dans le secteur de la recherche et du développement pour 1 million d'habitants et en accroissant les dépenses publiques et privées consacrées à la recherche et au développement d'ici à 2030.		
Cible 9.a : Faciliter la mise en place d'une infrastructure durable et résiliente dans les pays en développement en renforçant l'appui financier, technologique et technique apporté aux pays d'Afrique, aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral et aux petits États insulaires en développement.		
Cible 9.b : Soutenir la recherche, le développement et l'innovation technologique au niveau national dans les pays en développement, notamment en instaurant des conditions propices telles que la diversification industrielle et l'ajout de valeur aux marchandises.		
Cible 9.c : Accroître nettement l'accès aux technologies de l'information et de la communication et faire en sorte que tous les habitants des pays les moins avancés aient accès à Internet à un coût abordable d'ici à 2020.		

Tableau 10. Illustration de l'intégration des cibles de l'ODD 10 par Fairtrade et le SPP

ODD 10 – Inégalités réduites		Fairtrade	SPP
Cible 10.1 :	D'ici à 2030, faire en sorte, au moyen d'améliorations progressives, que les revenus des 40 pour cent les plus pauvres de la population augmentent plus rapidement que le revenu moyen national, et ce de manière durable		
Cible 10.2 :	D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre		
Cible 10.3 :	Assurer l'égalité des chances et réduire l'inégalité des résultats, notamment en éliminant les lois, politiques et pratiques discriminatoires et en promouvant l'adoption de lois, politiques et mesures adéquates en la matière		
Cible 10.4 :	Adopter des politiques, notamment sur les plans budgétaire, salarial et dans le domaine de la protection sociale, et parvenir progressivement à une plus grande égalité		
Cible 10.5 :	Améliorer la réglementation et la surveillance des institutions et marchés financiers mondiaux et renforcer l'application des règles		
Cible 10.6 :	Faire en sorte que les pays en développement soient davantage représentés et entendus lors de la prise de décisions dans les institutions économiques et financières internationales, afin que celles-ci soient plus efficaces, crédibles, transparentes et légitimes		
Cible 10.7 :	Faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques de migration planifiées et bien gérées		
Cible 10.a :	Mettre en œuvre le principe d'un traitement spécial et différencié pour les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, conformément aux accords de l'Organisation mondiale du commerce		
Cible 10.b :	Stimuler l'aide publique au développement et les flux financiers, y compris les investissements étrangers directs, pour les États qui en ont le plus besoin, en particulier les pays les moins avancés, les pays d'Afrique, les petits États insulaires en développement et les pays en développement sans littoral, conformément à leurs plans et programmes nationaux		
Cible 10.c :	D'ici à 2030, faire baisser au-dessous de 3 pour cent les coûts de transaction des envois de fonds effectués par les migrants et éliminer les couloirs de transfert de fonds dont les coûts sont supérieurs à 5 pour cent		

Tableau 11. Illustration de l'intégration des cibles de l'ODD 11 par Fairtrade et le SPP

ODD 11 – Villes et communautés durables		Fairtrade	SPP
Cible 11.1 :	D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable, et assainir les quartiers de taudis.		
Cible 11.2 :	D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des systèmes de transport sûrs, accessibles et viables, à un coût abordable, en améliorant la sécurité routière, notamment en développant les transports publics, une attention particulière devant être accordée aux besoins des personnes en situation vulnérable, des femmes, des enfants, des personnes handicapées et des personnes âgées.		
Cible 11.3 :	D'ici à 2030, renforcer l'urbanisation inclusive et durable pour tous et les capacités de planification et de gestion participatives, intégrées et durables des établissements humains dans tous les pays.		
Cible 11.4 :	Renforcer les efforts de protection et de préservation du patrimoine culturel et naturel mondial.		
Cible 11.5 :	D'ici à 2030, réduire considérablement le nombre de personnes tuées et le nombre de personnes touchées par les catastrophes, y compris celles d'origine hydrique, et réduire considérablement le montant des pertes économiques qui sont dues directement à ces catastrophes exprimé en proportion du produit intérieur brut mondial, l'accent étant mis sur la protection des pauvres et des personnes en situation vulnérable.		
Cible 11.6 :	D'ici à 2030, réduire l'impact environnemental négatif des villes par habitant, en accordant une attention particulière à la qualité de l'air et à la gestion, notamment municipale, des déchets.		
Cible 11.7 :	D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, en particulier des femmes et des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées, à des espaces verts et des espaces publics sûrs.		
Cible 11.a :	Favoriser l'établissement de liens économiques, sociaux et environnementaux positifs entre zones urbaines, périurbaines et rurales en renforçant la planification du développement à l'échelle nationale et régionale.		
Cible 11.b :	D'ici 2020, accroître considérablement le nombre de villes et d'établissements humains qui adoptent et mettent en œuvre des politiques et plans d'action intégrés en faveur de l'insertion de tous, de l'utilisation rationnelle des ressources, de l'adaptation aux effets des changements climatiques et de leur atténuation et de la résilience face aux catastrophes, et élaborer et mettre en œuvre, conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), une gestion globale des risques de catastrophe à tous les niveaux.		
Cible 11.c :	Aider les pays les moins avancés, y compris par une assistance financière et technique, à construire des bâtiments durables et résilients en utilisant des matériaux locaux.		

Tableau 12. Illustration de l'intégration des cibles de l'ODD 12 par Fairtrade et le SPP

ODD 12 – Consommation et production responsables		Fairtrade	SPP
Cible 12.1 :	Mettre en œuvre le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables avec la participation de tous les pays, les pays développés montrant l'exemple en la matière, compte tenu du degré de développement et des capacités des pays en développement		
Cible 12.2 :	D'ici à 2030, parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles		
Cible 12.3 :	D'ici à 2030, réduire de moitié à l'échelle mondiale le volume de déchets alimentaires par habitant au niveau de la distribution comme de la consommation et réduire les pertes de produits alimentaires tout au long des chaînes de production et d'approvisionnement, y compris les pertes après récolte		
Cible 12.4 :	D'ici à 2020, instaurer une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et de tous les déchets tout au long de leur cycle de vie, conformément aux principes directeurs arrêtés à l'échelle internationale, et réduire considérablement leur déversement dans l'air, l'eau et le sol, afin de minimiser leurs effets négatifs sur la santé et l'environnement		
Cible 12.5 :	D'ici à 2030, réduire considérablement la production de déchets par la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation		
Cible 12.6 :	Encourager les entreprises, en particulier les grandes et les transnationales, à adopter des pratiques viables et à intégrer dans les rapports qu'elles établissent des informations sur la viabilité		
Cible 12.7 :	Promouvoir des pratiques durables dans le cadre de la passation des marchés publics, conformément aux politiques et priorités nationales		
Cible 12.8 :	D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les personnes, partout dans le monde, aient les informations et connaissances nécessaires au développement durable et à un style de vie en harmonie avec la nature		
Cible 12.a :	Aider les pays en développement à se doter des moyens scientifiques et technologiques qui leur permettent de s'orienter vers des modes de consommation et de production plus durables		
Cible 12.b :	Mettre au point et utiliser des outils de contrôle des impacts sur le développement durable, pour un tourisme durable qui crée des emplois et met en valeur la culture et les produits locaux		
Cible 12.c :	Rationaliser les subventions aux combustibles fossiles qui sont source de gaspillage, en éliminant les distorsions du marché, selon le contexte national, y compris par la restructuration de la fiscalité et l'élimination progressive des subventions nuisibles, afin de mettre en évidence leur impact sur l'environnement, en tenant pleinement compte des besoins et de la situation propres aux pays en développement et en réduisant au minimum les éventuels effets pernecieux sur le développement de ces pays tout en protégeant les pauvres et les collectivités concernées		

Tableau 13. Illustration de l'intégration des cibles de l'ODD 13 par Fairtrade et le SPP

ODD 13 – Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques		Fairtrade	SPP
Cible 13.1 :	Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat		
Cible 13.2 :	Incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationales		
Cible 13.3 :	Améliorer l'éducation, la sensibilisation et les capacités individuelles et institutionnelles en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la réduction de leur impact et les systèmes d'alerte rapide		
Cible 13.a :	Mettre en œuvre l'engagement que les pays développés parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ont pris de mobiliser ensemble auprès de multiples sources 100 milliards de dollars des États-Unis par an d'ici à 2020 pour répondre aux besoins des pays en développement en ce qui concerne les mesures concrètes d'atténuation et la transparence de leur mise en œuvre et rendre le Fonds vert pour le climat pleinement opérationnel en le dotant dans les plus brefs délais des moyens financiers nécessaires		
Cible 13.b :	Promouvoir des mécanismes de renforcement des capacités afin que les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement se dotent de moyens efficaces de planification et de gestion pour faire face aux changements climatiques, l'accent étant mis notamment sur les femmes, les jeunes, la population locale et les groupes marginalisés		

Tableau 14. Illustration de l'intégration des cibles de l'ODD 14 par Fairtrade et le SPP

ODD 14 : Vie aquatique		Fairtrade	SPP
Cible 14.1 :	D'ici à 2025, prévenir et réduire nettement la pollution marine de tous types, en particulier celle résultant des activités terrestres, y compris les déchets en mer et la pollution par les nutriments		
Cible 14.2 :	D'ici à 2020, gérer et protéger durablement les écosystèmes marins et côtiers, notamment en renforçant leur résilience, afin d'éviter les graves conséquences de leur dégradation et prendre des mesures en faveur de leur restauration pour rétablir la santé et la productivité des océans		
Cible 14.3 :	Réduire au maximum l'acidification des océans et lutter contre ses effets, notamment en renforçant la coopération scientifique à tous les niveaux		
Cible 14.4 :	D'ici à 2020, réglementer efficacement la pêche, mettre un terme à la surpêche, à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et aux pratiques de pêche destructrices et exécuter des plans de gestion fondés sur des données scientifiques, l'objectif étant de rétablir les stocks de poissons le plus rapidement possible, au moins à des niveaux permettant d'obtenir un rendement constant maximal compte tenu des caractéristiques biologiques		
Cible 14.5 :	D'ici à 2020, préserver au moins 10 % des zones marines et côtières, conformément au droit national et international et compte tenu des meilleures informations scientifiques disponibles		
Cible 14.6 :	D'ici à 2020, interdire les subventions à la pêche qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche, supprimer celles qui favorisent la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et s'abstenir d'en accorder de nouvelles, sachant que l'octroi d'un traitement spécial et différencié efficace et approprié aux pays en développement et aux pays les moins avancés doit faire partie intégrante des négociations sur les subventions à la pêche menées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce		
Cible 14.7 :	D'ici à 2030, faire mieux bénéficier les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés des retombées économiques de l'exploitation durable des ressources marines, notamment grâce à une gestion durable des pêches, de l'aquaculture et du tourisme		
Cible 14.a :	Approfondir les connaissances scientifiques, renforcer les capacités de recherche et transférer les techniques marines, conformément aux Critères et principes directeurs de la Commission océanographique intergouvernementale concernant le transfert de techniques marines, l'objectif étant d'améliorer la santé des océans et de renforcer la contribution de la biodiversité marine au développement des pays en développement, en particulier des petits États insulaires en développement et des pays les moins avancés		
Cible 14.b :	Garantir aux petits pêcheurs l'accès aux ressources marines et aux marchés		
Cible 14.c :	Améliorer la conservation des océans et de leurs ressources et les exploiter de manière plus durable en application des dispositions du droit international, énoncées dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, qui fournit le cadre juridique requis pour la conservation et l'exploitation durable		

ODD 14 : Vie aquatique	Fairtrade	SPP
des océans et de leurs ressources, comme il est rappelé au paragraphe 158 de « L’avenir que nous voulons »		

Tableau 15. Illustration de l'intégration des cibles de l'ODD 15 par Fairtrade et le SPP

ODD 15 – Vie terrestre		Fairtrade	SPP
Cible 15.1 :	D'ici à 2020, garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier les forêts, les zones humides, les montagnes et les zones arides, conformément aux obligations découlant des accords internationaux		
Cible 15.2 :	D'ici à 2020, promouvoir la gestion durable de tous les types de forêt, mettre un terme à la déforestation, restaurer les forêts dégradées et accroître considérablement le boisement et le reboisement au niveau mondial		
Cible 15.3 :	D'ici à 2030, lutter contre la désertification, restaurer les terres et sols dégradés, notamment les terres touchées par la désertification, la sécheresse et les inondations, et s'efforcer de parvenir à un monde neutre en matière de dégradation des terres.		
Cible 15.4 :	D'ici à 2030, assurer la préservation des écosystèmes montagneux, notamment de leur biodiversité, afin de mieux tirer parti de leurs bienfaits essentiels pour le développement durable		
Cible 15.5 :	Prendre d'urgence des mesures énergiques pour réduire la dégradation du milieu naturel, mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité et, d'ici à 2020, protéger les espèces menacées et prévenir leur extinction		
Cible 15.6 :	Favoriser le partage juste et équitable des bénéfices découlant de l'utilisation des ressources génétiques et promouvoir un accès approprié à celles-ci, ainsi que cela a été décidé à l'échelle internationale		
Cible 15.7 :	Prendre d'urgence des mesures pour mettre un terme au braconnage et au trafic d'espèces végétales et animales protégées et s'attaquer au problème sous l'angle de l'offre et de la demande		
Cible 15.8 :	D'ici à 2020, prendre des mesures pour empêcher l'introduction d'espèces exotiques envahissantes, atténuer sensiblement les effets que ces espèces ont sur les écosystèmes terrestres et aquatiques et contrôler ou éradiquer les espèces prioritaires		
Cible 15.9 :	D'ici à 2020, intégrer la protection des écosystèmes et de la biodiversité dans la planification nationale, dans les mécanismes de développement, dans les stratégies de réduction de la pauvreté et dans la comptabilité		
Cible 15.a :	Mobiliser des ressources financières de toutes provenances et les augmenter nettement pour préserver la biodiversité et les écosystèmes et les exploiter durablement		
Cible 15.b :	Mobiliser d'importantes ressources de toutes provenances et à tous les niveaux pour financer la gestion durable des forêts et inciter les pays en développement à privilégier ce type de gestion, notamment aux fins de la préservation des forêts et du reboisement		

ODD 15 – Vie terrestre		Fairtrade	SPP
Cible 15.c	Apporter, à l'échelon mondial, un soutien accru à l'action menée pour lutter contre le braconnage et le trafic d'espèces protégées, notamment en donnant aux populations locales d'autres moyens d'assurer durablement leur subsistance		

Tableau 16. Illustration de l'intégration des cibles de l'ODD 16 par Fairtrade et le SPP

ODD 16 - Paix, justice et institutions efficaces		Fairtrade	SPP
Cible 16.1 :	Réduire nettement, partout dans le monde, toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés		
Cible 16.2 :	Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants		
Cible 16.3 :	Promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité		
Cible 16.4 :	D'ici à 2030, réduire nettement les flux financiers illicites et le trafic d'armes, renforcer les activités de récupération et de restitution des biens volés et lutter contre toutes les formes de criminalité organisée		
Cible 16.5 :	Réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes		
Cible 16.6 :	Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux		
Cible 16.7 :	Faire en sorte que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décisions		
Cible 16.8 :	Élargir et renforcer la participation des pays en développement aux institutions chargées de la gouvernance au niveau mondial		
Cible 16.9 :	D'ici à 2030, garantir à tous une identité juridique, notamment grâce à l'enregistrement des naissances		
Cible 16.10 :	Garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux		
Cible 16.a :	Appuyer, notamment dans le cadre de la coopération internationale, les institutions nationales chargées de renforcer, à tous les niveaux, les moyens de prévenir la violence et de lutter contre le terrorisme et la criminalité, en particulier dans les pays en développement		
Cible 16.b :	Promouvoir et appliquer des lois et politiques non discriminatoires pour le développement durable		

Tableau 17. Illustration de l'intégration des cibles de l'ODD 17 par Fairtrade et le SPP

ODD 17 - Partenariats pour la réalisation des objectifs		Fairtrade	SPP
Finances			
Cible 17.1 :	Améliorer, notamment grâce à l'aide internationale aux pays en développement, la mobilisation de ressources nationales en vue de renforcer les capacités nationales de collecte de l'impôt et d'autres recettes		
Cible 17.2 :	Faire en sorte que les pays développés honorent tous leurs engagements en matière d'aide publique au développement, notamment celui pris par nombre d'entre eux de consacrer 0,7% de leur revenu national brut à l'aide aux pays en développement et entre 0,15% et 0,20% à l'aide aux pays les moins avancés, les bailleurs de fonds étant encouragés à envisager de se fixer pour objectif de consacrer au moins 0,20% de leur revenu national brut à l'aide aux pays les moins avancés		
Cible 17.3 :	Mobiliser des ressources financières supplémentaires de diverses provenances en faveur des pays en développement		
Cible 17.4 :	Aider les pays en développement à assurer la viabilité à long terme de leur dette au moyen de politiques concertées visant à favoriser le financement de la dette, son allègement ou sa restructuration, selon le cas, et réduire le surendettement en réglant le problème de la dette extérieure des pays pauvres très endettés		
Cible 17.5 :	Adopter et mettre en œuvre des dispositifs visant à encourager l'investissement en faveur des pays les moins avancés		
Technologie			
Cible 17.6 :	Renforcer l'accès à la science, à la technologie et à l'innovation et la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et la coopération triangulaire régionale et internationale dans ces domaines et améliorer le partage des savoirs selon des modalités arrêtées d'un commun accord, notamment en coordonnant mieux les mécanismes existants, en particulier au niveau des organismes des Nations unies, et dans le cadre d'un mécanisme mondial de facilitation des technologies		
Cible 17.7 :	Promouvoir la mise au point, le transfert et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement en faveur des pays en développement, à des conditions favorables, y compris privilégiées et préférentielles, arrêtées d'un commun accord		
Cible 17.8 :	Faire en sorte que la banque de technologies et le mécanisme de renforcement des capacités scientifiques et technologiques et des capacités d'innovation des pays les moins avancés soient pleinement opérationnels d'ici à 2017 et renforcer l'utilisation des technologies clefs, en particulier de l'informatique et des communications		
Renforcement des capacités			
Cible 17.9 :	Apporter, à l'échelon international, un soutien accru pour assurer le renforcement efficace et ciblé des capacités des pays en développement et appuyer ainsi les plans nationaux visant à atteindre tous les objectifs de		

ODD 17 - Partenariats pour la réalisation des objectifs		Fairtrade	SPP
développement durable, notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de la coopération triangulaire			
Commerce			
Cible 17.10 :	Promouvoir un système commercial multilatéral universel, réglementé, ouvert, non discriminatoire et équitable sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce, notamment grâce à la tenue de négociations dans le cadre du Programme de Doha pour le développement		
Cible 17.11 :	Accroître nettement les exportations des pays en développement, en particulier en vue de doubler la part des pays les moins avancés dans les exportations mondiales d'ici à 2020		
Cible 17.12 :	Permettre l'accès rapide de tous les pays les moins avancés aux marchés en franchise de droits et sans contingent, conformément aux décisions de l'Organisation mondiale du commerce, notamment en veillant à ce que les règles préférentielles applicables aux importations provenant des pays les moins avancés soient transparentes et simples et facilitent l'accès aux marchés		
Cohérence des politiques et des structures institutionnelles			
Cible 17.13 :	Renforcer la stabilité macroéconomique mondiale, notamment en favorisant la coordination et la cohérence des politiques		
Cible 17.14 :	Renforcer la cohérence des politiques de développement durable		
Cible 17.15 :	Respecter la marge de manœuvre et l'autorité de chaque pays en ce qui concerne l'élaboration et l'application des politiques d'élimination de la pauvreté et de développement durable		
Partenariats multipartites			
Cible 17.16 :	Renforcer le Partenariat mondial pour le développement durable, associé à des partenariats multipartites permettant de mobiliser et de partager des savoirs, des connaissances spécialisées, des technologies et des ressources financières, afin d'aider tous les pays, en particulier les pays en développement, à atteindre les objectifs de développement durable		
Cible 17.17 :	Encourager et promouvoir les partenariats publics, les partenariats public-privé et les partenariats avec la société civile, en faisant fond sur l'expérience acquise et les stratégies de financement appliquées en la matière		
Données, suivi et application du principe de responsabilité			
Cible 17.18 :	D'ici à 2020, apporter un soutien accru au renforcement des capacités des pays en développement, notamment des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, l'objectif étant de disposer d'un beaucoup plus grand nombre de données de qualité, actualisées et exactes, ventilées par niveau de revenu, sexe, âge, race, appartenance ethnique, statut migratoire, handicap et emplacement géographique, et selon d'autres caractéristiques propres à chaque pays		

ODD 17 - Partenariats pour la réalisation des objectifs	Fairtrade	SPP
Cible 17.19 : D’ici à 2030, tirer parti des initiatives existantes pour établir des indicateurs de progrès en matière de développement durable qui viendraient compléter le produit intérieur brut, et appuyer le renforcement des capacités statistiques des pays en développement		